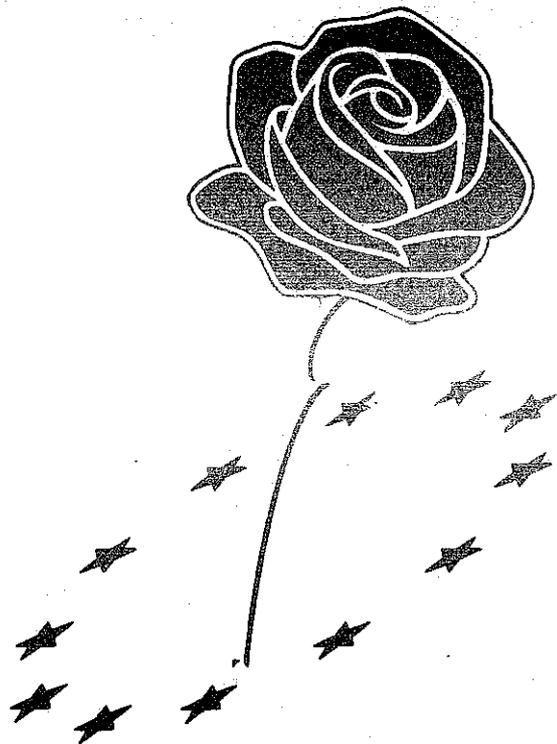
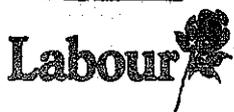
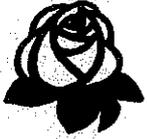
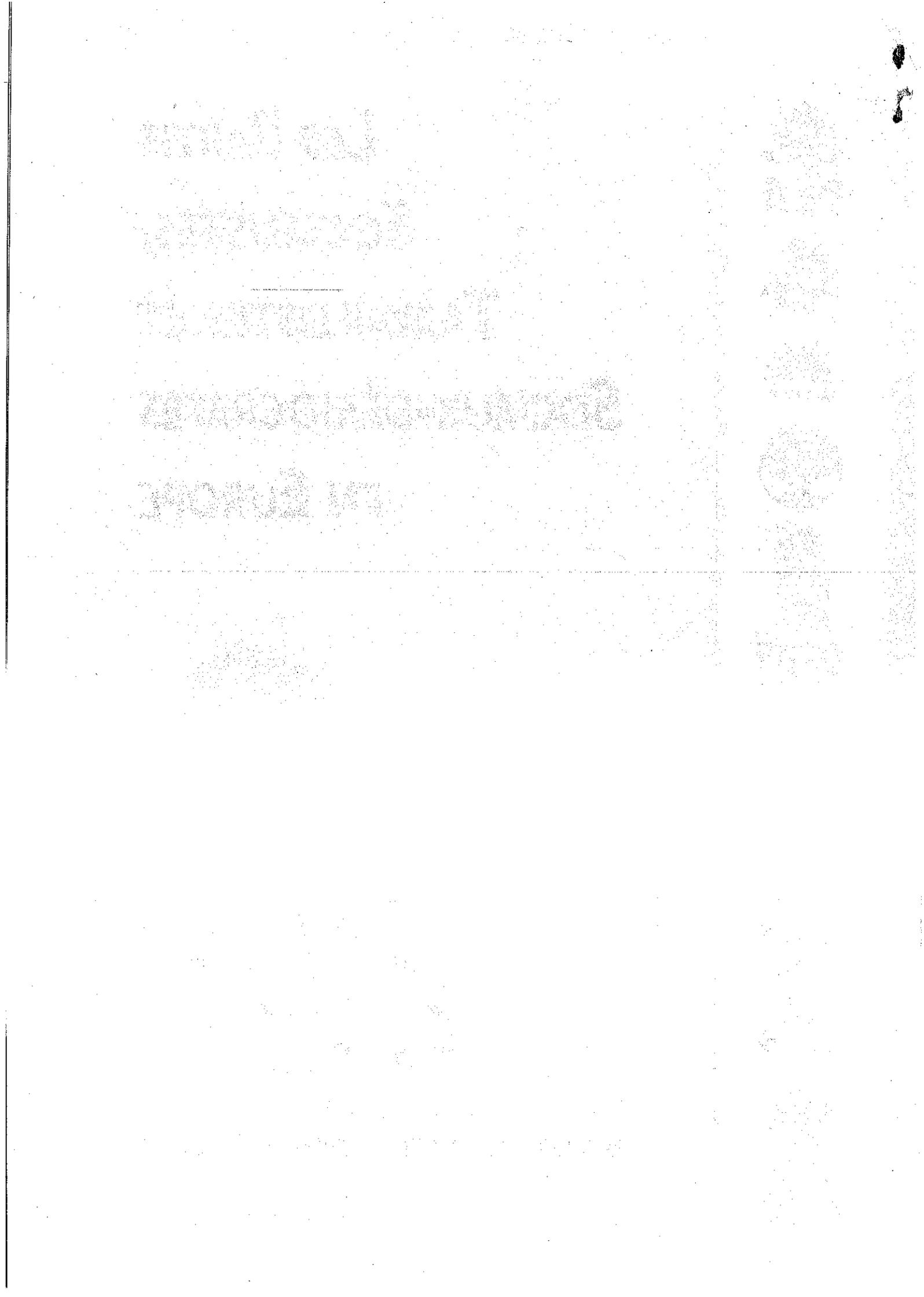


LES PARTIS SOCIALISTES, TRAVAILLISTES ET SOCIAUX-DÉMOCRATES EN EUROPE



PARTI SOCIALISTE - SecrÉTARIAT NATIONAL À LA FORMATION

BROCHURE N°8 - Prix : 20 F



AVANT PROPOS

Cette brochure, réalisée par Didier Guillot, présente un travail inédit et important. Inédit, car nous n'avions pas en quelques pages synthétiques une présentation des différents partis socialistes réunis dans le Parti socialiste européen. Important, car nous parlons désormais de ce que doit et peut faire le socialisme européen, mais nous connaissons mal les réalités européennes.

A notre dernière université d'été, un responsable du SPD indiquait qu'entre socialistes et sociaux-démocrates européens, il n'y avait pas de différences de valeurs, que tous nous avons les mêmes instruments d'action, mais que demeuraient des différences d'analyse. Pour en comprendre la nature et pour les réduire, la première étape consiste à connaître les caractères nationaux des partis européens et les débats qui les ont traversés et qui les traversent aujourd'hui.

Nous partons de situations assez éloignées. A travers l'histoire, les partis d'Europe du Nord et d'Europe Centrale, sociaux-démocrates pour la plupart, les partis travaillistes en Angleterre et en Irlande, les partis d'Europe du Sud ont construit des structures organisationnelles différentes, tout particulièrement dans les rapports avec les syndicats et les associations et ont façonné des cultures politiques propres.

Il n'est donc pas étonnant que les bilans des politiques gouvernementales aient été contrastés. Mais en même temps, ce que ces pages montrent est la similitude de plus en plus grande des problèmes qu'affrontent les partis socialistes et sociaux-démocrates. Il n'est donc pas étonnant que la construction européenne occupe une place majeure dans les préoccupations socialistes. Nous avons besoin d'un horizon commun et plus encore, de moyens nouveaux pour maîtriser les évolutions provoquées par le capitalisme. Cette brochure donne de précieux éléments de compréhension ❁

Alain BERGOUNIOUX
Secrétaire National à la Formation

SECRET

1. The purpose of this document is to provide information regarding the activities of the [redacted] in the [redacted] area. This information is being provided to you for your information only and is not to be disseminated outside of your organization.

2. The information contained in this document is classified as [redacted] and is exempt from public release under the provisions of the Freedom of Information Act, 5 U.S.C. 552.

3. This document is intended for the use of [redacted] and is not to be distributed to other personnel without the express written consent of the [redacted].

4. The information contained in this document is classified as [redacted] and is exempt from public release under the provisions of the Freedom of Information Act, 5 U.S.C. 552.

SOMMAIRE

▲ Partis membres du PSE :

- Allemagne (SPD)	1
- Autriche (SPÖ)	5
- Belgique (SP - PS)	9
- Danemark (SD)	12
- Espagne (PSOE)	15
- Finlande (SDP)	19
- Grande Bretagne (Labour)	21
- Grèce (PASOK)	26
- Irlande (ILP)	28
- Irlande du nord (SDLP)	29
- Italie (PSI - PSDI - SI)	30
- Italie (PDS ex-PCI)	33
- Luxembourg (POSL)	35
- Norvège (DNA)	37
- Pays-Bas (PVDA)	40
- Portugal (PS)	42
- Suède (SAP)	45

▲ Partis associés du PSE :

- Chypre (EDEK)	51
- Islande (SDPI)	51
- Suisse (PSS)	54

- Bibliographie	55
-----------------	----

NB : Le Parti socialiste français ne figure pas dans ce document, étant traité de façon proche dans le Guide du nouvel adhérent (ex-Recrues) édité par le Secrétariat national à la formation du PS français.

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

1917

ALLEMAGNE

Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD)

HISTOIRE



Aux origines de la social-démocratie allemande

Le Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne est né en 1875, au Congrès du Gotha, de la fusion de l'AGT (Association Générale des Travailleurs Allemands) créée en 1863 par Ferdinand Lassale et du PSD (Parti Social Démocrate) créé en 1869 par August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Le premier vise la conquête du pouvoir politique par le suffrage universel et la création d'un parti ouvrier autonome et le second s'oppose avec lui sur la question nationale et le rôle de la Prusse.

Dès le début, les caractéristiques du Parti sont posées : partifortement organisé, centralisé et lié organiquement aux syndicats avec lesquels les relations sont parfois tendues. Les syndicats acceptent la prééminence politique du Parti à l'inverse du schéma travailliste. Au départ, le SPD est inspiré par la doctrine marxiste et participe aux élections, faisant de la conquête du suffrage universel et des droits politiques une priorité. Il s'appuie sur un groupe parlementaire se battant pour l'amélioration de la condition ouvrière.

Les lois d'exception anti-socialistes de 1878 de Bismark menacent un temps le parti. Elles sont abolies en 1890. Ce dernier s'en relève rapidement, sur le plan électoral, passant de 6,1% des voix en 1881 à 34,8% en 1912. Il devient ainsi le premier parti à la veille du premier conflit mondial.

L'importance des conflits idéologiques

Ces premières années sont marquées par des conflits idéologiques opposant marxistes et révisionnistes (opposition entre Kautsky et Bernstein). Pour Bernstein, que la social-démocratie "ose paraître ce qu'elle est", "Le mouvement est tout, le but n'est rien". Pour Kautsky, le Parti social-démocrate "est un parti révolutionnaire, il n'est pas un parti qui

fait des révolutions". Le SPD joue un rôle essentiel dans la création de l'Internationale ouvrière en 1889. Dans le même temps, son action s'inscrit d'emblée et très fortement dans le cadre national allemand, ce qui lui vaut de nombreuses critiques au sein de l'Internationale.

Le Congrès d'Erfurt en 1891 voit la transformation du Parti socialiste ouvrier en Parti Social Démocrate (SPD). Le Congrès adopte un programme marxiste. Kautsky se pose en garant de la doctrine marxiste. Bernstein présente un catalogue de réformes urgentes. La position du SPD sur le

Suffrage Universel est reprise à son compte par Engels en 1895.

La guerre et le communisme sur la route de la social-démocratie

La participation très minoritaire, comme ailleurs, du SPD au gouvernement de guerre en 1914 provoque la fondation en 1917 d'un SPD indépendant : l'USPD au sein duquel se retrouvent les pacifistes et spartakistes de Rosa Luxembourg mais également beaucoup de leaders du SPD dont Bernstein, Kautsky ou Hilferding. Malgré l'adhésion de

l'USPD à la troisième internationale, un parti communiste, le KPD naît également et sera un des plus puissants de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

La social-démocratie entre Weimar et la montée du nazisme

Au lendemain de la guerre, le SPD s'impose pour la première fois comme un parti de gouvernement. Il n'en demeure pas moins que l'USPD gêne considérablement cet essor. En 1919, le SPD réalise 38% des voix contre 7,6% à l'USPD. Le premier président du Reich de la République de Weimar est social-démocrate et s'appelle Friedrich Ebert. Les sociaux-démocrates gouvernent entre 1918 et 1923 dans la coalition

SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DEUTSCHLANDS (SPD)

Ollenhauerstrasse 1

D - 53113 BONN

Tel : (49-228) 5321

Fax : (49-228) 532530

▲ Leader (Parteivorsitzender) :

Oskar Lafontaine

▲ Secrétaire général (Bundesgeschäftsführer) :

Franz Münterfering

▲ Secrétaire international :

Michael Hofmann

Membres du bureau du PSE :

Gerd Walter - Michael Hofmann

Nombre de députés européens : 40/99

(32,2% en juin 1994)



bien en décalage par rapport aux attentes de l'opinion publique enthousiaste et pressée. L'adaptation longue et difficile aux nouvelles valeurs à l'ouest est plus le problème du jour et aucun dirigeant social-démocrate ne perçoit l'importance des enjeux de la réunification. A un détail prêt : la génération de Willy Brandt, Helmut Schmidt ou Egon Bahr comprend la dimension historique des événements quand celle de l'après 68, qui dirige alors le SPD, est désorientée. Lors des élections générales de fin 1990, c'est dans les nouveaux Länder (régions à forte autonomie) de l'est que le SPD essuie ses revers les plus forts. Cette élection révèle également l'apparition d'un nouveau concurrent "régional" pour le SPD : l'ancien parti communiste est-allemand reconverti en PDS (Parti Démocratique Socialiste) sous la houlette de Gregor Gysi.

Après l'épine verte des années 80, le SPD se voit flanqué d'une nouvelle épine rouge dans le pied gauche. La puissance du PDS et son enracinement issu des structures sociales de l'ancien régime le rendent incontournables à l'est et son passé le rend indésirable à l'ouest.

Le SPD entre dans la tourmente et change de leader très rapidement.

Le coup de barre à droite de Rudolf Scharping

Après Bjorn Engholm, c'est Rudolf Scharping, incarnant la droite du Parti et la tradition gouvernementale d'Helmut Schmidt, qui s'empare du parti en 1993 à la veille des élections fédérales où l'usure de la coalition gouvernementale laisse apparaître quelques espoirs. Scharping propose d'emblée "la longue marche vers le centre". Il rate la prise du pouvoir, mais avec 36,4% des voix aux élections fédérales de 1994, le SPD sort de sa léthargie et réduit sensiblement l'écart qui le sépare de la CDU/CSU. Les sociaux-démocrates qui dominent déjà le Bundestag (chambres des länder), ont le vent en poupe dans la plupart des länder de l'ouest à l'occasion des élections régionales. Le groupe parlementaire est

très puissant et les sociaux-démocrates sont majoritaires à la commission de médiation entre Bundestag et Bundesrat. Le groupe SPD est cependant flanqué de deux autres groupes d'opposition : les Verts dirigés par le charismatique Joschka Fischer et le PDS de Gregor Gysi. Scharping refuse toute entente, aussi bien au niveau régional que fédéral avec le PDS. Pourtant, bravant la consigne, des sociaux-démocrates forment une coalition rouge-verte dans le Land de Saxe-Anhalt. La question des relations entre les deux partis empoisonne la vie du SPD et l'accès au pouvoir ne peut passer que par une percée dans l'électorat du PDS.

1995 - 1996 : La crise la plus grave de l'histoire du SPD depuis la guerre

Lors du Congrès houleux de novembre 1995, Scharping, qui a pris entre-temps la présidence du Parti des Socialistes Européens, est mis en minorité par un vote surprise et remplacé par Oskar Lafontaine. Ce dernier définit l'objectif d'alliance à gauche avec les verts et le PDS pour les prochaines élections fédérales. Le SPD connaît alors une grave crise. Les échecs électoraux sont cuisants lors des élections régionales. La tentative, dans l'une d'elles, de tester le thème du rejet de la monnaie unique s'avère catastrophique électoralement. Les perspectives paraissent sombres en dépit des records de chômage atteints par le gouvernement d'Helmut Kohl. Les prochaines élections fédérales auront lieu en 1998 ■

LES LEADERS

Kurt Schumacher	1946-1952
Erich Ollenhauer	1952-1964
Willy Brandt	1964-1987
Hans Jochen Vogel	1987-1991
Bjorn Engholm	1991-1993
Rudolf Scharping	1993-1995
Oskar Lafontaine	1995 -

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au SPD

Direction nationale du SPD : 34%
Groupe parlementaire du SPD : 27%
(1990)

▲ Les élections législatives

1919 : 37,9%	1961 : 36,2%
1920 : 21,6%	1965 : 39,3%
1924 : 26,0%	1969 : 42,7%
1928 : 37,1%	1972 : 45,8%
1930 : 24,5%	1976 : 42,6%
1932 : 21,6%	1980 : 42,9%
1933 : 18,3%	1983 : 38,2%
1949 : 29,2%	1987 : 37,0%
1953 : 28,8%	1990 : 33,5%
1957 : 31,8%	1994 : 36,4%

Toute l'Allemagne à partir de 1990

▲ Les dernières élections législatives (16/10/1994)

	%	Sièges
Verts :	7,3%	49
SPD	36,4%	252
PDS	4,4%	30
FDP	6,9%	47
CDU/CSU	41,5%	294
Rép (Ex droite)	1,9%	

En gras les partenaires de la coalition au pouvoir.

▲ Les effectifs du SPD

1946 : 711 488	1987 : 910 063
1955 : 589 051	1990 : 919 129
1959 : 634 254	1991 : 919 129
1965 : 710 448	1992 : 902 193
1970 : 820 202	1993 : 861 480
1976 : 1 022 191	1994 : 849 374
1983 : 925 630	1995 : 835 614

► Pour aller plus loin, lire :

"La social-démocratie allemande"

Jacques-Pierre Gougeon
Aubier-Histoires, 1996

AUTRICHE

Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ)



HISTOIRE

La social-démocratie autrichienne et la conquête du suffrage universel

Le SDAP (Sozialdemokratische Arbeiterpartei ou parti ouvrier social-démocrate) est né en 1889. Quatre ans plus tard, les syndicats sont unifiés au sein de l'ÖGB. En 1898, le SDAP se dote de structures fédérales. Victor Adler, dès 1905, donne comme premier objectif à son parti la conquête du suffrage universel. Il obtient gain de cause en 1907 le SPÖ obtient 21,5% des voix et passe à 25% en 1911. Les statuts fondateurs sont adoptés en 1912. L'organisation partisane est centrée sur le local, sur les circonscriptions électorales.

Vienne la rouge

En 1911, le SDAP reste isolé sur la scène nationale mais se taille un fief de poids: "Vienne" dont il

fait une véritable vitrine de la social-démocratie entre les deux guerres. D'où le surnom "Vienne la rouge". La construction de 60 000 logements sociaux et de lieux d'éducation et de culture restent gravés dans la réalité urbaine de la capitale autrichienne. Au lendemain de la guerre, le SDAP compte 500 000 adhérents pour une population de 2 000 000 d'habitants.

Le SDAP s'impose très nettement au lendemain de la première guerre mondiale, réduisant le KPÖ (Parti communiste autrichien) à la portion congrue.

Les bases de l'austro-marxisme

En 1919 à 1921, les sociaux-démocrates gouvernent en coalition avec les sociaux-chrétiens. En dépit des graves difficultés économiques, les sociaux-démocrates font adop-

ter la journée de travail à 8 heures, mettent en place une assurance maladie ainsi qu'une assurance chômage, instituent le droit aux congés payés et protègent le travail des femmes et des enfants.

Otto Bauer et Karl Renner jettent alors les bases idéologiques et théoriques de ce que l'on nomme "l'austro-marxisme". Sur le plan philosophique, Otto Bauer rejette le nation-

lisme et distingue la notion de peuple de celle de territoire. Sur le plan économique, Otto Bauer est l'un des premiers théoriciens à prôner la coexistence du secteur privé et du secteur public dans une "économie mixte". Cette théorie est approfondie par le belge Henri de Man peu de temps après. Enfin, au sujet de la révolution et de la violence politique, Otto Bauer rejette le principe de dictature du prolétariat mais ce rejet est plus nuancé que chez beaucoup de socialistes européens. Tout d'abord, il ne condamne ouvertement l'expérience bolchévique, en la justifiant par des considérations propres à l'histoire et aux struc-

SOCIAL-DEMOKRATISCHE PARTEI ÖSTERREICH (SPÖ)

Löwelstraße 18

A - 1010 Wien

Tel : (43.1) 534 27

Fax : (43.1) 534 27 282

▲ Leader -Parteivorsitzender- (Chef du gouvernement):

Franz Vranitzky

▲ Secrétaire Générale (Bundesgeschäftsführerin) :

Brigitte Ederer

▲ Secrétaire International (Internationaler Sekretär) :

Karl Schramek

Membres du bureau du PSE :

Heinz Fischer - Karl Schramek

Nombre d'eurodéputés : 7122 (29,7% en 1996)

tures économiques et sociologiques de la Russie. Pour ce qui est de l'Autriche, il théorise une vision "défensive" de la dictature du prolétariat. En 1926 le Programme de Linz du SDAP considère la "dictature du prolétariat légitime au cas où la bourgeoisie attaquerait la démocratie".

Sous la première République, la social-démocratie autrichienne se conçoit dans le cadre d'une Grande Allemagne. La montée du nazisme puis l'expérience concrète de l'autoritarisme inversent cette tendance.

Le 10 février 1934, Vienne est le théâtre de violents affrontements au cours desquels, conformément à ses craintes, la social-démocratie prend les armes pour s'opposer à la prise du pouvoir par les fascistes autrichiens. Le bain de sang et la capitulation des sociaux-démocrates marquent l'échec d'une stratégie mais résonnent dans toute l'Europe comme le signal d'une mobilisation contre le fascisme. Les

fascistes autrichiens sont au pouvoir de 1934 à 1945, sous la houlette du chrétien conservateur autoritaire Dolfuss d'abord, puis des nazis ensuite à partir de 1938.

La naissance de la seconde République autrichienne

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le SDAP renaît le 14 avril 1945 et la II^{ème} République d'Autriche est fondée le 27 avril 1945. Le SDAP change de nom et devient le SPÖ (le qualificatif social-démocrate disparaît au profit de celui de socialiste). Le vieux leader, Karl Renner préfère la coalition gouvernementale avec le parti populaire (ÖVP) plutôt que l'alliance avec le parti communiste, en dépit de l'opposition de l'aile gauche du parti menée par Erwin Scharf. Karl Renner devient chancelier sous l'œil bienveillant de la puissance d'occupation soviétique. Les communistes du KPÖ n'obtiennent que 5,42% des voix en 1945 pour disparaître de la scène parlementaire au lendemain de l'application du traité de paix en 1955. Entre temps, ils participent pendant deux ans aux gouvernements d'union nationale. Au sein du SPÖ, l'aile gauche de Scharf est marginalisée et ce dernier est même exclu en 1947. Un grand programme de nationalisations est appliqué en 1946-1947 : les trois grandes banques d'affaires, le charbon, l'acier, les mines, la chimie lourde et l'électricité. Les négociations entre l'ÖVP et le SPÖ sont tendues au sujet de la réforme du système de protection sociale. Ce long marchandage aboutit à un compromis entre les deux forces en 1955. Le nouveau système de protection sociale universelle est baptisé *Sozialstaat*.

La démocratie consociative autrichienne : de Pittermann à Kreisky

Les nouvelles élites du SPÖ et de l'ÖVP sont issues des camps de concentration et des prisons nazies d'où la volonté commune de reconstruire ensemble le pays et la nation

autrichienne. Le courant pan-germaniste est marginalisé.

La place est libre pour une forme originale de cohabitation politique : "*la démocratie consociative*". Forme qui se révèle l'une des plus stables de toutes les démocraties occidentales dans les 50 années de l'après guerre.

Cependant, le bipartisme n'est pas toujours parfait et au lendemain de la guerre se forme le parti des anciens nazis, le VDU, ancêtre du FPÖ de Jorg Haider. Ce dernier obtient des scores importants en 1949 et 1953 et face à la peur de voir se créer une coalition "bourgeoise" ÖVP - VDU, le SPÖ préfère s'allier avec l'ÖVP dans une grande coalition. Cette grande coalition est un élément déterminant de la stabilité du régime tant sur le plan intérieur avec la reconstruction du pays, que sur le plan international avec le miracle de la signature du traité de paix de 1955 débouchant sur le départ des alliés de l'Autriche. Adolf Schärf est le principal artisan de cette coalition pendant 10 ans. Il est élu à la présidence de la république en 1957. Le Parti s'engage dans une révision de son programme à Vienne en 1958. La base du parti refuse d'abandonner toutes les références marxistes mais le texte final opère une certaine ouverture avec l'abandon notamment du combat anti-clérical.

En 1957 se met en place une institution essentielle au compromis politique et social : la Commission paritaire pour les Salaires et les prix. Les syndicats exercent une action régulatrice sur les salaires et participent, en contrepartie, au contrôle des prix et à la détermination des orientations économiques globales. La "*Sozialpartnerschaft*" est née.

Le président de l'ÖGB élu en 1959, Franz Olah déclenche une affaire de financement politique, liée au FPÖ (Parti Libéral). Olah tentait de promouvoir une alliance SPÖ-FPÖ. La tentative échoue mais elle préfigure la "petite coalition" qui s'ouvre en 1983. Cette affaire fait perdre le pouvoir au SPÖ lors des élections de 1966. Le SPÖ, dirigé par Bruno

Pittermann, refuse de participer à une coalition dirigée par l'ÖVP et quitte le pouvoir. Le leader cède la présidence du parti à Bruno Kreisky en 1967 qui se donne pour objectif de renouveler le Parti et de l'implanter à l'ouest du pays dans les "terres de mission".

Le SPÖ indétrônable

Le SPÖ obtient un très bon score en 1970 et revient à la tête d'un gouvernement minoritaire. Un an plus tard, de nouvelles élections donnent une majorité absolue de voix et de sièges. Le SPÖ conforte même ses positions en 1975 puis en 1979.

En 1974, le SPÖ présente un candidat catholique pratiquant à la présidence de la République, Rudolf Kirschlager. Les années 70 sont marquées par d'importantes réformes allant dans le sens d'un libéralisme culturel et d'une modernisation de la société : réforme du code pénal, du code de la famille instituant une égalité hommes/femmes, autorisation du divorce et de l'avortement, suppression des mesures discriminatoires à l'égard des homosexuels, informatisation du système judiciaire, réforme et démocratisation du système éducatif et renforcement du système de protection sociale. Enfin, un nouveau code du travail accroît les droits des salariés.

En 1976, le SPÖ réforme ses statuts et instaure l'ouverture des réunions aux sympathisants et le questionnement direct des dirigeants par le biais des questionnaires. Le vote à bulletin secret est institué.

En 1978, Bruno Kreisky fait adopter par son parti un nouveau programme qui se résume à ce slogan : "*La démocratie participative à tous les niveaux*". La cogestion des entreprises devient l'objectif central.

En 1979, lors d'un référendum, le gouvernement échoue à convaincre l'opinion des bienfaits de la mise en service d'une centrale nucléaire à Zwentendorf. Au delà de ce petit accroc, la position très forte de la social-démocratie autrichienne s'appuie sur les succès écono-

miques et en particulier sur la résistance au phénomène de montée du chômage, mais également à la place que tient Bruno Kreisky sur la scène mondiale qui flatte la fierté nationale.

1983-1986 : la parenthèse de la petite coalition sous l'égide de Fred Sinowatz

Les élections de 1983 se traduisent par la perte de la majorité absolue pour le SPÖ. Avec 48% des voix, le choix réside entre le retour à une grande coalition ou l'essai d'une petite coalition avec les Libéraux du FPÖ qui obtiennent 5%.

Bruno Kreisky se retire de la scène politique en tentant d'imposer la petite coalition SPÖ/FPÖ. Il propose même la candidature de Friedrich Peter - ancien leader du FPÖ au passé SS - au poste de Président du Parlement mais la réprobation publique l'en empêche. Le choix de la petite coalition est un raisonnement mathématique : le parti libéral, beaucoup plus faible que les conservateurs, devrait être un allié beaucoup moins exigeant. Par ailleurs, le SPÖ veut donner sa chance à la nouvelle génération de jeunes dirigeants libéraux désireux de rompre avec le passé pangermaniste de ce parti. Le gouvernement social-démocrate/libéral réorganise le holding qui rassemble les entreprises nationalisées et supprime le "proporzsystem". Par ailleurs, le gouvernement donne des signes en matière de pacifisme et de protection de l'environnement pour tenter de répondre à la montée des revendications et des votes écologistes. En 1984, il accorde une cinquième semaine de congés payés et engage une négociation sur le temps de travail.

La petite coalition tangué rapidement avec l'affaire Walter Reder, ancien commandant SS de retour dans son pays, et salué par le Ministre de la défense. Cette affaire annonce une reprise en main du Parti libéral par la frange la plus xénophobe et nationaliste de Jörg Haider. Ce dernier conquiert le FPÖ à l'automne 1986. Entre temps, Kurt

Waldheim, le candidat soutenu par l'ÖVP, bat largement le candidat socialiste, le Dr Steyer, lors des élections présidentielles de 1986.

Entre 1984 et 1986 ce sont tous les éléments de la stabilité de la II^{ème} République qui s'affaiblissent : naissance du parti Vert et installation du FPÖ dans une opposition très ferme.

L'ère Kreisky se termine dans la confusion et le SPÖ ouvre une nouvelle ère plus terne sous l'égide de Franz Vranitzky qui devient chancelier fédéral en juin 1986.

Le retour de la grande coalition : l'ère Vranitzky et l'engagement européen

A partir de 1986, les deux grands vont se partager le gâteau électoral, l'ÖVP étant le plus touché cependant par la montée en flèche du leader populiste Jörg Haider. La baisse continue des deux grands partis les obligent à s'entendre et la grande coalition reste en vigueur jusqu'aujourd'hui. Cette nouvelle version de la Grande coalition ne se traduit pourtant pas par un retour au "Proporzsystem".

Le SPÖ entame son virage européen lors du Congrès de juin 1991 au cours duquel le sigle change : le S de SPÖ ne signifie plus Socialiste mais Social-démocrate. C'est autant un retour au source que le symbole du recentrage. Le Parti adopte également un programme pour l'An 2000 dans lequel le principe de propriété publique est abandonné et celui d'intervention de l'État contenu dans le cadre de la subsidiarité. Pour ce qui est des élections générales, le SPÖ semble avoir atteint le plancher en 1994 avec 34,9% des voix. Depuis, il est remonté à 38% des voix en 1995 et conserve donc la tête du gouvernement, toujours dirigé par Franz Vranitzky. Ce dernier réussit à convaincre parti et électeurs des bienfaits de l'adhésion à l'Union européenne (le "Oui" au référendum l'emporte avec 66%) en dépit du principe de neutralité si cher aux autrichiens. Principe n'ayant plus la même force après la fin de la guerre froide. Si le FPÖ a d'abord ro-

gné l'électorat conservateur traditionnel, il n'en demeure pas moins que son discours de haine contre l'étranger, séduit, là comme ailleurs, une part non négligeable de l'électorat populaire jusqu'ici encadré par le SPÖ. Quant à l'électorat jeune, il se tourne vers les Verts.

Les élections européennes et municipales d'octobre 1996 sont un désaveu cinglant pour le gouvernement mais surtout pour le SPÖ qui obtient, avec 29% des voix, son plus mauvais score de son histoire et surtout perd la majorité absolue qu'il détenait au Conseil municipal de Vienne "La rouge". Les trois partis se retrouvent quasiment à égalité et le FPÖ de Jörg Haider réussit une fois de plus à grignoter l'électorat des deux grands partis. La grande coalition est menacée et affaiblie mais les sociaux-démocrates redoutent plus que jamais l'émergence d'une coalition dont ils ont toujours eu peur et contre laquelle ils se sont toujours opposés : la coalition ÖVP-FPÖ. Les souvenirs de la guerre civile et de la I^{ère} République sont ancrés dans les mémoires ■

LA DÉMOCRATIE AUTRICHIENNE

Le mode de scrutin, comme dans la plupart des pays européens, est de type proportionnel.

L'élection présidentielle a lieu elle au scrutin majoritaire.

La démocratie consociative

Le camp socialiste et le camp chrétien sont particulièrement structurés et ce dualisme remarquable se traduit par une parfaite bienveillance des élites de chaque camp envers l'autre. Chaque camp a ses structures, ses "dépouilles", ses organismes et le tout vivant sous forme de coexistence sociale. En fait l'économie et l'Etat sont partagés en deux moitiés nationales avec un consensus sur la politique keynesienne et l'organisation corporative des relations de travail dans le cadre d'un partenariat social. Le principal clivage entre les deux camps résidait dans la question de l'école et du concordat.

Le proporzsystem

Le partage des dépouilles entre les deux grands partis se fait sous le nom bien connu du système de "Proporz".

Ce "spoils system" à l'autrichienne touche également les relations de travail. Les chambres de commerce, d'artisanat, d'industrie et d'agriculture sont dominées par l'ÖVP et les chambres des travailleurs sont contrôlées par le SPÖ. Ce système original divise la société en deux "moitiés nationales".

Par ailleurs, le système des dépouilles touche évidemment à l'emploi public où rares sont les fonctionnaires n'ayant pas leur carte d'un parti (SPÖ ou ÖVP). A tel point que les rares fonctionnaires "non politisés" sont surnommés les "spécialistes à groupe zéro sanguin" ■

LE PARTI

Le SPÖ peut apparaître à bien des égards comme le parti le plus structuré et le plus densifié de tous les mouvements ouvriers européens. Trois niveaux d'encadrement s'enchevêtrent :

- l'adhérent appartient à l'organisation locale du parti ;
- il est affilié au syndicat dans l'entreprise ;
- il dépend de nombreuses organisations culturelles, sportives ou mutuelles pour les loisirs et la culture.

Pour ce qui est de l'organisation, une grande part d'autonomie est laissée aux organisations fédérales et locales. Elles désignent les délégués au Congrès et les candidats aux élections. Les permanents et secrétaires fédéraux sont également très nombreux à ce niveau. L'encadrement au niveau local, basé sur une multitude d'organisations locales ou sections, permet au SPÖ d'encadrer un électeur socialiste sur trois, voire sur deux comme à Vienne. Un président, deux ou trois adjoints, un trésorier, un secrétaire, des responsables thématiques, des responsables aux femmes, à la jeunesse et un grand nombre de trésoriers-adjoints composent le cœur du système local social-démocrate. Le personnage essentiel étant le Vertrauenspersonnen, élu par les adhérents. Formé par l'appareil, ce militant actif fait office d'interface entre la base et le sommet.

Le monde social-démocrate autrichien est un Etat dans l'Etat encadrant toutes les périodes de la vie et toutes les facettes de la société. Les enfants sont pris en charge par "Les Amis des enfants" puis vont chez "Les Faucons rouges" et enfin chez les "Jeunesses socialistes" ; les lycéens se retrouvent chez "Les lycéens socialistes", les étudiants chez les "Etudiants socialistes" et les apprentis dans "la jeunesse syndicale". Le monde des loisirs est également encadré : "Union gymnique et sportive ouvrière", "cyclistes motocyclistes et automobilistes ouvriers", "Pêcheurs ouvriers", "Chasseurs ouvriers", "Amis de la nature", "Chanteurs ouvriers" et même les "Abstinentes ouvriers" chargés de lutter contre l'alcoolisme. Pour la religion, le monde socialiste se sépare entre les "Libres penseurs" et les "socialistes religieux". Le panorama est loin d'être exhaustif. L'encadrement est tellement fort qu'en 1979 le SPÖ compte 721 262 membres soit 10% de la population. La sphère d'influence du parti lui permet de contrôler l'attribution de logements, voire d'emplois. Le syndicalisme très centralisé du ÖGB est lui aussi contrôlé par les permanents sociaux-démocrates ■

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au SPÖ

Direction nationale du SPÖ : 28%
Groupe parlementaire du SPÖ : 25%
(1990)

▲ Les élections législatives

1919 : 40,8%	1962 : 44%
1920 : 36%	1966 : 42,6%
1923 : 39,6	1970 : 48,4%
1927 : 42,3%	1971 : 50%
1930 : 41,1%	1975 : 50,4%
1945 : 44,6%	1979 : 51%
1949 : 38,7%	1983 : 47,6%
1953 : 42,1%	1986 : 43,1%
1956 : 43%	1990 : 42,8%
1959 : 44,8%	1994 : 34,9%
	1995 : 38%

▲ Les dernières élections législatives (17/12/1995)

	%	Sièges
Verts :	4,6%	8
SPÖ	38,3%	72
Forum libéral	5,3%	9
ÖVP	28,3%	53
FPO	22,08%	41
Autres	1,4%	

En gras les partenaires de la coalition au pouvoir.

▲ Les effectifs du SPÖ

1945 : 357 818	1986 : 674 821
1959 : 710 042	1990 : 597 426
1970 : 719 389	1994 : 512 831

▲ Permanents au siège : 85

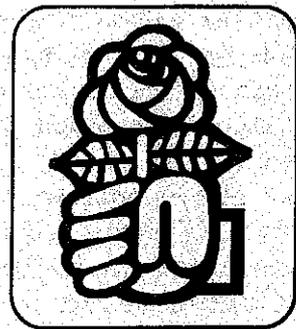
LES LEADERS

Adolf Scharf	1945-1957
Bruno Pittermann	1957-1967
Bruno Kreisky	1967-1983
Franz Sinowatz	1983-1987
Franz Vranitzky	1987-

BELGIQUE

Parti Socialiste (PS) - Socialistische Partij (SP)

HISTOIRE



Le Parti Ouvrier Belge : la Charte de Quaregnon et la conquête du suffrage universel

Avant de se scinder en deux partis, le PS et le SP ont pour tronccommun le Parti Ouvrier Belge, fondé à Gand en 1885, puis le PSB après la guerre.

Les caractéristiques du POB se révèlent rapidement : parti de classe, prisant peu les jou-tes idéologiques et fonctionnant sur la création d'une contre-société à travers les relais associatifs, syndicaux ou mutualistes. Le premier leader du POB, César de Paepe fixe les objectifs de conquête du suffrage universel, d'augmentation des salaires et de réduction du temps de travail. Le choix du nom "Ouvrier", au détriment de celui de "Socialiste", marque l'empreinte des Bruxellois pragmatiques et moins idéologiques que les flammands, plus influencés par la social-démocratie allemande. En 1894, l'objectif de conquête du suffrage universel n'est pas atteint - il faut attendre 1919 pour cela - mais avec le droit de suffrage tempéré, le POB en profite pour se doter d'une déclaration de principes : "La charte de Quaregnon".

Le POB refuse d'emblée la voie révolutionnaire mais n'en montre pas moins un savoir-faire remarqué dans l'organisation des trois grandes grèves générales de 1893, 1902 et 1913 pour l'obtention du suffrage universel. Le POB se donne pour objectif, à l'instar du parti travailliste anglais, de faire accéder les ouvriers au Parlement. Le POB apparaît comme un modèle à mi-chemin entre la social-démocratie allemande et le travaillisme anglais.

Le POB au cœur de l'internationalisme socialiste

Le POB est très présent dans l'émergence de l'Internationale

ouvrière. Edouard Enseel, Emile Vandervelde et Victor Serwy participent au Bureau Socialiste International en 1900. Camille Huysmans devient secrétaire de la seconde Internationale en 1905. Henri de Man est secrétaire des Jeunesses de l'Internationale en 1907.

Louis de Brouckère devient secrétaire de l'Internationale Ouvrière et Socialiste (1922-1940) de 1936 à 1939 et Camille Huysmans lui succède en 1940.

L'heure de l'Union sacrée

En 1910, le débat fait rage au sein du POB, entre les participationnistes qui veulent agir au gouvernement et les marxistes de Louis de Brouckère qui rejettent tout compromis gouvernemental. En 1914, le POB obtient 30% des voix et, là comme ailleurs, le cadre national prime au moment du choix décisif de l'Union nationale autour des

gouvernements de la guerre. Emile Vandervelde participe au gouvernement de large coalition (tous les partis sauf le PC) de 1916 à 1921.

Les socialistes belges au gouvernement entre les deux guerres et la tentation "révisionniste"

La période de l'entre deux guerres est plutôt faste pour les socialistes belges puisqu'ils participent au gouvernement

WALLONIE : PARTI SOCIALISTE (PS)

Bd de l'empereur 13
B - 1000 BRUXELLES
Tel : (32-2) 511.69.66.
Fax : (32-2) 513.20.19.

- ▲ **Président : Philippe Busquin**
- ▲ **Secrétaire général : Jean-Pol Barras**
- ▲ **Secrétaire international : Etienne Godin**
- ▲ **Membres du bureau du PSE : Philippe Busquin - Etienne Godin**

Nombre d'adhérents : 126 800

FLANDRE : SOCIALISTISCHE PARTIJ (SP)

Keizerslaan 13
B - 1000 BRUXELLES
Tel : (32-2) 548.32.11 / 512.17.07.
Fax : (32-2) 511.31.31.

- ▲ **Président : Louis Tobback**
- ▲ **Secrétaire générale : Linda Blomme**
- ▲ **Secrétaire international : Dirk Van der Maelen**
- ▲ **Membres du bureau du PSE : Dirk Van der Maelen**

Nombre d'adhérents : 98 000

Nombre d'eurodéputés (PS + SP) : 6/25 (22,3% en 1994)

pendant plus de 10 ans - record pour la période avec le SAP de Suède - en coalition avec les Libéraux ou les Catholiques. Ils gouvernent ainsi de 1916 à 1921 puis de 1926 à 1927 et enfin, après une courte interruption de 1927 à 1929. En matière de conquêtes gouvernementales, les socialistes instituent la journée de 8 heures, l'impôt sur le revenu progressif et le droit de vote à 21 ans.

De surcroît, le socialisme belge se fait remarquer sur le terrain de l'idéologie. En effet, c'est au sein du POB que naît une nouvelle tendance "révisionniste" des années 30 sous la houlette du flammand Henri De Man. Ce dernier, alors professeur à Francfort en Allemagne, publie "*Au-delà du Marxisme*" en 1926, un an après le meilleur résultat électoral de l'histoire du socialisme belge avec 39,5%. Il rompt ainsi clairement avec les dogmes marxistes, en particulier sur le sens de l'Histoire et la lutte des classes. Mais c'est surtout à l'occasion de la sortie du "*Plan du Travail*" lors du Congrès de 1933, que Henri de Man apporte une vision originale de la politique économique. En effet, Henri de Man est l'un des premiers socialistes à théoriser le concept de planification ou d'intervention économique au niveau de l'État. A la suite de l'Autrichien Otto Bauer, Henri de Man prône une "économie mixte" basée sur une planification et un État interventionniste. Préfigurant les concepts keynesiens, ces idées marquent le socialisme démocratique au cours des 50 années suivantes dans la plupart des pays européens. Le socle de l'État providence est né. Au pouvoir en 1935, les socialistes lancent une politique de Grands travaux. Mais le socialisme belge termine mal les années 30. Henri de Man, ferme partisan de la neutralité belge, devient le président du POB en 1938, succédant à Emile Vandervelde décédé. Après la capitulation, il publie un manifeste collaborationniste, considérant ses idées, et notamment celle d'un État fort, reprises en partie par le fascisme. En 1940, il dissout le parti.

La seconde guerre mondiale et la transformation du POB en Parti socialiste belge (PSB)

Des socialistes se battant dans la résistance ou l'exil préparent le terrain de la renaissance. C'est ainsi que naît le Mouvement Socialiste Belge en 1942. Le syndicat, la CGTB et les catholiques, s'attèlent à un Projet d'accord et de solidarité sociale fondant la sécurité sociale en 1944.

En avril 1945, la CGTB, issue de la Commission syndicale du POB, et la CSBU donnent naissance à la FGTB. En juin 1945, le Parti Ouvrier Belge se transforme en Parti Socialiste Belge (PSB). Il fixe le principe d'adhésion individuelle et supprime les adhésions collectives afin de marquer l'autonomie du syndicat.

Le PSB renoue avec le pouvoir de 1944 à 1950 et de 1954 à 1958. Pendant cette période, le clivage Laïcs / Catholiques est réactivé.

L'affrontement laïcs/catholiques

Le clivage entre catholiques et laïcs se traduit à deux reprises.

La première avec la "question royale" du retour du Roi Léopold III en mars 1950. Le PSB met en place "*l'action commune*" avec la FGTB pour s'opposer à ce retour. Le "Oui" l'emporte avec 57,7% des voix mais en Wallonie ouvrière, à prédominance socialiste, c'est le "Non" qui l'emporte.

La seconde, c'est la guerre scolaire. La Loi de 1952, votée par la majorité absolue sociale-chrétienne - seule fois dans l'histoire belge ! -, est plutôt très favorable à l'enseignement confessionnel. Les socialistes reviennent au pouvoir en 1954, en coalition avec les libéraux, et tentent de faire machine arrière. Ils soulèvent une très forte mobilisation catholique. En 1958, le Pacte scolaire enterme la hache de guerre. Le clivage linguistique prend alors le pas sur le clivage Laïcs/catholiques. Les socialistes dominent en Wallonie et sont minoritaires en Flandre.

Le PSB renoue avec sa vocation internationaliste dans les années 50

Le PSB est à nouveau très présent dans l'émergence des mouvements internationaux. Ainsi Victor Larock est le rapporteur des statuts lors de la refondation de l'Internationale Socialiste en 1951 à Francfort, renouant avec les premières années du POB.

De son côté, P.H. Spaak est un acteur essentiel des premiers pas de la construction européenne des années 50.

Le PSB est ainsi l'un des rares partis socialistes, avec la SFIO, à jouer sur les deux tableaux dans ces années et à ne pas opposer la construction européenne et la reconstruction de l'Internationale socialiste, comme le font de leur côté les sociaux-démocrates scandinaves ou allemands et les travaillistes anglais.

Le PSB et la tentation régionaliste : la séparation en deux partis, le PS et le SP

En 1960, éclate un mouvement social très puissant en réponse aux Lois Renard de restriction des dépenses sociales.

Dans les années 60, de nouveaux partis régionalistes ou linguistiques émergent : la Fédération Démocratique Francophone ou le Rassemblement Wallon. Cette revendication prend de l'ampleur à la fin des années 60 et au début des années 70. Le mouvement atteint son apogée lors des élections municipales de 1976 avec le succès de la coalition de l'Union Démocratique des Progressistes dans laquelle se trouvent également le Parti Communiste Belge et des Chrétiens indépendants.

Cette montée en puissance de la revendication régionaliste aboutit à la séparation du PSB en deux partis en 1978 : le PS (Wallon) et le SP (Flandre). Le PSB est le dernier parti à se scinder après les libéraux et les chrétiens-démocrates.

Guy Spitaels, le leader du PS dans les années 80 s'appuie beaucoup sur la

revendication fédéraliste. Il préside le gouvernement, puis le parlement de la région Wallonne. Le président de l'exécutif de la région bruxelloise, et fervent régionaliste, Charles Picqué, est également très populaire sur ce créneau.

Les révisions idéologiques des années 80

Par ailleurs, Guy Spitaels est également à l'origine de deux tournants "idéologiques".

En 1982 il défend l'abandon d'une planification stricte lors de la convention "Rénover et agir".

En 1991, lors de la convention-Forum consacrée à l'écologie, il s'ouvre aux thèses écologistes, suivant là le SPD allemand. Il s'agit alors de trouver une réponse politique à la montée des mouvements écologistes (Ecolo en Wallonie et Agalev en Flandre) qui attirent l'électorat jeune et réalisent des scores avoisinant les 10%.

Les difficultés gouvernementales des socialistes belges et les enjeux du futur

La dernière période gouvernementale est plutôt ambivalente.

Le PS et le SP qui participent au gouvernement dirigé par les sociaux-chrétiens depuis 1987 sont atteints par l'affaire de pots de vin Agusta et l'assassinat, en 1991 d'André Cools, dernier leader du PSB et premier leader du PS francophone. Ces affaires ont un impact électoral très net puisque les socialistes se retrouvent à 22,5% lors des élections européennes de 1994.

Dans le même temps, les résultats politiques et gouvernementaux sont plutôt appréciés.

Dans le mouvement socialiste international, les socialistes belges, une fois de plus, marquent leur empreinte. Tout d'abord, Guy Spitaels et Willy Claes sont les principaux artisans de la transformation de l'Union des Partis Socialistes de la CEE en Parti des Socialistes Européens en 1992. Willy Claes de-

vient le premier président du PSE - tout en étant ministre des affaires étrangères du gouvernement fédéral - avant de rejoindre en 1994 le secrétariat général de l'OTAN.

Ensuite, les socialistes belges influencent la Présidence belge de l'Union européenne pour les premiers pas de l'application du Traité de Maastricht, toujours sous l'impulsion de Willy Claes, en tant que Ministre des Affaires étrangères cette fois-ci.

Le PS et le SP ont tous les deux un problème de structure pour l'avenir. En Wallonie, le PS s'organise autour du monde ouvrier sur un schéma proche du schéma autrichien avec un encadrement exceptionnel de l'électorat socialiste. Le syndicat et les mutualités apportent le vivier traditionnel du monde socialiste mais le parti comme le syndicat doivent faire face à un problème majeur : l'indifférence de la jeunesse ; les moins de 30 ans sont très rares, aussi bien dans les rangs syndicaux que dans les rangs partisans. A l'inverse, les retraités forment les gros bataillons militants.

Autre problème, plus politique celui-là, est celui de la réponse à apporter d'une part à la montée des revendications écologistes mais également à la montée de la xénophobie et de l'extrême droite du Vlaamsblock en Flandre ou du Front National en Wallonie.

Enfin, les socialistes belges sont eux aussi sensibles aux tentations séparatistes qui refont sérieusement surface, à l'heure où la Belgique vit une grave crise de confiance ■

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au PS

Direction nationale du PS : 16% (1989)

▲ Les élections législatives

1919 : 36,6%	1961 : 36,7%
1921 : 34,8%	1965 : 28,2%
1925 : 39,4%	1968 : 28,0%
1926 : 37,2%	1971 : 27,3%
1929 : 36,0%	1974 : 26,7%
1932 : 37,1%	1977 : 27,1%
1936 : 32,1%	1978 : 25,4% (*)
1939 : 30,2%	1981 : 25,2%
1946 : 31,6%	1985 : 28,3%
1949 : 29,7%	1987 : 30,6%
1950 : 34,5%	1991 : 25,5%
1954 : 37,3%	1995 : 24,5%
1958 : 35,8%	

(*) A partir de 1978 : PS+SP

▲ Les dernières élections législatives (21/5/1995)

	%	Sièges 150
Ecolo (W)	4,0%	6
Agalev (FL)	4,4%	5
PS (W)	11,9%	21
SP (FL)	12,6%	20
Soc-chrét (W)	7,7%	12
Chrét-Dém (FL)	17,2%	29
Libéraux (W)	10,3%	18
Libéraux (FL)	13,1%	21
Volksunie (FL)	4,7%	5
FN (W)	2,3%	2
Vlaams Blok (FL)	7,8%	11

▲ Les effectifs du PSB (PS+SP)

1946 : 95 260	1981 : 283 817
1954 : 153 014	1983 : 261 627
1966 : 203 078	1985 : 248 685
1974 : 254 462	1989 : 231 009
1978 : 259 213	1991 : 224 717





DANEMARK

Socialdemokratiet (SD)

HISTOIRE

1870 - 1913 : naissance et progression de la social-démocratie danoise

Après une première tentative en 1870 sous la houlette d'un fils d'émigré français, Louis Pio, Le Parti social-démocrate danois est créé en 1875. Dès le congrès de 1876, la conquête du suffrage universel apparaît comme le premier objectif et les sociaux-démocrates agissent en groupe de pression sur le Parti libéral. L'objectif est atteint en 1901.

Le Parti social-démocrate allemand (SPD) se réunit à Copenhague en 1893 pour cause de lois Bismarck. Le mouvement allemand essaime au Danemark à cette occasion.

La croissance électorale est rapide, en particulier dans les milieux ruraux. En 1901, il obtient 17% des suffrages, alors qu'un parti radical de gauche, le "Venstre-reformparti", est au gouvernement sous la direction de Théodore Zahl. Les sociaux-

démocrates s'allient avec les radicaux en 1905 et soutiennent le gouvernement Zahl en 1909. Le SD atteint 28% en 1910 puis 30% en 1913 et devient alors le premier Parti du pays.

L'industrialisation rapide entraîne également un essor rapide du syndicalisme. Le syndicat (LO), né en 1880, obtient un premier succès en 1886 avec l'accord sur l'assurance-chômage et la mise en place d'assurances sociales. Les grèves de 1899 obligent les syndicats à mettre en place une législation d'arbitrage avec le patronnat débouchant sur le code d'arbitrage en 1910. En 1908, 60% de la classe ouvrière est syndiquée. Le lien entre le Parti et le syndicat est théorisé ainsi : "Le Parti est le bras politique du syndicat et le syndicat est le bras économique du Parti".

Les élections de 1913 donnent une majorité social-démocrate et radicale au Folketing (parlement danois) qui réclame

un amendement démocratique à la Constitution. Alors que la période de la guerre est troublée par une neutralité jugée plutôt favorable à l'Allemagne, la nouvelle majorité fait voter une réforme constitutionnelle en 1915 accordant le droit de vote aux femmes pour l'élection au Folketing et instituant l'élection au Landsting (chambre haute) au suffrage indirect (les membres étaient nommés par le Roi avant cette réforme).

SOCIALDEMOKRATIET (SD)

Tovaldsensvej 2

DK - 1998 FREDERIKSBERG C

Tel : (45.31) 39.15.22.

▲ Leader (Chef du gouvernement) :

Poul Nyrup Rasmussen

▲ Secrétaire général (General Secretary) :

Steen Christensen

▲ Secrétaire international (International Secretary) :

Erik Boel

Membres du bureau du PSE :

Erik Boel - Ove Fich

Nombre d'eurodéputés : 3/16 (15,8% en juin 1994)

Les années 20 : l'agitation et le chômage favorisent la social-démocratie.

La crise économique des années 20 et surtout la montée du chômage, notamment chez les ouvriers, permettent au parti social-démocrate de progresser continuellement tout au long des années 20. Il passe de 28,7% au lendemain de la guerre à 41,8% en 1929 où il triomphe. Dès 1924, il est le premier parti du pays et fonde le cabinet sous la direction de Stauning avec les radicaux.

Les années 30 et le triomphe de la social-démocratie.

Le parti social-démocrate fait voter les lois sociales de 1933 qui font du Danemark un des pays où la législation sociale est la plus avancée et où, jusqu'à aujourd'hui, le système de protection sociale est l'un des plus complets du monde.

Après s'être longtemps opposé au parti agrarien, jugé réactionnaire, le parti social-démocrate engage la première coalition avec lui, "coalition rouge-verte", la nuit de l'arrivée au pouvoir d'Hitler à Berlin en 1933.

Le parti social-démocrate obtient plus de 46% des voix en 1935. Il descend légèrement à 42% en 1939. Le Danemark a donc, à l'instar de ses voisins scandinaves, l'un des partis socialistes les plus puissants en Europe dans les années trente.

L'imprégnation social-démocrate

En 1945, le SD passe de 45% en 1939 à 33% en 1945 payant là son attitude ambiguë pendant la guerre.

De 1945 à 1982, les sociaux-démocrates danois gouvernent de manière continue à quelques parenthèses près : 1945 à 1947 ; 1950 à 1953 ; de 1968 à 1971 et de 1973 à 1975. Ils prennent la direction des affaires, soit à la tête de gouvernements minoritaires, soit en coalition avec les partis "bourgeois" ou les autres partis de gauche. L'alliance avec les partis bourgeois fait à chaque fois grincer la centrale syndicale (LO). En 1949, le choix de l'adhésion à l'OTAN ne pose pas de problème majeur à la direction social-démocrate même si des remous en découleront plus tard dans la gauche danoise. D'un point de vue géopolitique, cela fait partie de la stratégie de rapprochement avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne dont le New Deal ou la politique travailliste incarnée par Bevan, apparaissent comme des exemples pas trop éloignés du modèle social-démocrate.

Comme chez ses voisins scandinaves, la social-démocratie s'appuie sur le développement d'une société de bien-être, le tout porté par une prospérité économique flamboyante et avec comme ressort, une fiscalité de plus en plus forte.

La plupart des défaites électorales sont dues à des mouvements au sein des partis de gauche. Les scissions et ruptures sont légions et donnent à la social-démocratie danoise une instabilité relative inexistante chez ses voisins. En 1967, par exemple, les "socialistes du peuple" - 12% des voix en 1966 -, issus du parti communiste en 1959, abandonnent le social-démocrate Jens Otto Krag, après l'échec de la réforme des fonds de pension, provoquant de nouvelles élections qui donnent un triomphe aux conservateurs en 1968. Jens Otto Krag revient au pouvoir en 1971 pour faire aboutir le projet d'adhésion à la CEE et ce malgré la participation

des "socialistes du peuple" (Socialistik Folkeparti), parti opposé à l'intégration européenne, à la coalition gouvernementale.

L'enjeu européen

Le problème de l'adhésion au marché commun se pose rapidement aux dirigeants sociaux-démocrates. La direction du parti n'hésite ni en 1961, ni en 1972 et cette dernière est la bonne avec la victoire courte du "Oui" au référendum. Une opposition de gauche se crée sur le problème de l'Europe et le SD éprouve quelques difficultés électorales entre 1972 et 1977.

Le parti social-démocrate danois fait campagne pour le "Oui" lors des deux référendums de 1992 et 1993 sur le traité de Maastricht. Le "Non" l'emporte de peu au premier et le "Oui" prend le dessus la deuxième fois après renégociation. La décision ne passe pas très facilement dans l'électorat de gauche et la plus forte opposition provient des jeunes et des femmes craignant de voir leurs droits érodés par l'Union européenne, qu'ils jugent en retrait sur tous les problèmes de société.

1973-1977 :

remous et nouveaux partis sur la scène politique danoise

Suite à la démission de Jens Otto Krag, le SD désigne Anker Joergensen pour lui succéder. Ce dernier engage un sérieux coup de barre à gauche en octroyant de nombreux avantages sociaux. Une scission "centriste" intervient en 1973 au sein du SD avec le départ de quelques sociaux-démocrates regroupés derrière Ehrhard Jacobsen. Ils forment le nouveau Centre démocrate. Mais c'est un nouveau parti, sorte de réaction épidermique à la social-démocratisation de la société danoise, le Fremskridtsparti (Parti du progrès) qui fait irruption sur le thème de la fiscalité écrasante et de la bureaucratisation étouffante. Devant l'ingouvernabilité rampante de la société danoise, les élections de 1975 voient revenir Joergensen au gouver-

nement avec la volonté d'effectuer des compromis "au centre" cette fois-ci.

Le compromis introuvable

En 1977 et 1978, le SD conclut un accord avec l'ensemble des partis "bourgeois" défaits et effrayés par la montée du Parti du progrès. Devant l'hostilité des bases politiques réciproques, cette coalition vole en éclats en 1979 et Joergensen revient à la formation de gouvernements socialistes minoritaires.

La décennie 80 dans l'opposition

Les tendances centrifuges de la gauche danoise s'exacerbent et lors des élections de décembre 1981, le parti social-démocrate voit ses positions rognées sur sa gauche par les Socialistes du peuple et sur sa droite par le Centre démocrate.

En 1982, Joergensen démissionne et laisse la place à une coalition conservatrice ("le trèfle à trois feuilles") dirigée par Poul Schlüter.

Le successeur de Joergensen à la tête de SD, Svend Auken tente d'enfourcher le cheval de bataille de la tentation pacifiste pour se rapprocher des socialistes du peuple. Poul Schlüter impose une cure d'austérité sévère tout au long des années 80.

Le retour à la tête de la coalition gouvernementale

Le SD émerge à nouveau lors de élections de 1990 avec 37,7% mais il faut attendre 1993, pour que, suite à la démission du Premier ministre pour cause de "tamoulgate", le SD retrouve la tête d'une coalition. Les élections européennes de juin 1994 sont catastrophiques pour le SD concurrencé par des mouvements strictement anti-européen. En revanche, les élections législatives de 1994 voient les positions du SD s'effriter légèrement mais sans pour autant permettre à une coalition conservatrice alternative de s'imposer. C'est Poul Nyrup Rasmussen qui dirige le parti et le gouvernement ■

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au SD

Direction nationale du SD : 35%
Groupe parlementaire : 32%
(1989)

▲ Les élections législatives

1922 : 32,2%	1964 : 41,9%
1924 : 36,6%	1966 : 38,2%
1926 : 37,2%	1971 : 37,3%
1929 : 41,8%	1973 : 25,6%
1932 : 42,7%	1975 : 29,9%
1935 : 46,1%	1977 : 37,0%
1939 : 42,9%	1979 : 38,3%
1945 : 32,8%	1984 : 31,6%
1947 : 40,0%	1987 : 29,3%
1950 : 39,6%	1988 : 29,8%
1953 : 41,4%	1990 : 37,4%
1957 : 39,4%	1994 : 34,6%
1960 : 42,1%	

▲ Les dernières élections législatives (21/9/1994)

	%	Sièges 175
All de gauche	3,1%	6
Soc populaires	7,3%	13
Soc-démocrates	34,6%	62
Radicaux	4,6%	8
Centre démocrate	2,8%	5
Chrét populaires	1,8%	
Libéraux	22,3%	42
Conservateurs	15%	27
P. du progrès	6,4%	11

▲ Permanents au siège : 21

▲ Les effectifs du SD

1946 : 285 634	1977 : 111 139
1948 : 316 027	1985 : 103 000
1958 : 256 759	1990 : 98 000
1965 : 223 977	1994 : 90 000
1971 : 165 645	

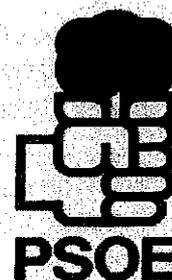
LES LEADERS

H. Hedtoft	1939-1955
H.C. Hansen	1955-1960
V.Kampan	1960-1962
Jens Otto Krag	1962-1972
Erhard Dinesen	1972-1973
Anker Joergensen	1973-1987
Svend Auken	1987-1992
Poul Nyrup Rasmusse	1992-

ESPAGNE

Partido Socialista Obrero Español (PSOE)

HISTOIRE



Le socialisme espagnol à l'étroit entre communisme et anarchisme

Le PSOE est fondé en 1879 par Pablo Iglesias. La faible industrialisation et l'influence anarchisante du syndicalisme naissant sont les deux freins à l'essor du socialisme politique en Espagne. Le syndicat UGT est fondé en 1888. Mais la création en 1910 de la CNT, Confédération Nationale du Travail, d'obédience anarchisante, limite la capacité d'extension et du parti et de l'UGT. Le parti est faible électoralement et divisé entre parlementaires réformistes et une base militante plutôt révolutionnaire.

Le premier parlementaire socialiste est élu en 1910.

Les socialistes dans la guerre civile

Peu organisé, peu puissant, il faut attendre les années 30 pour voir le PSOE jouer un rôle à l'occasion de la guerre civile espagnole. La République espagnole est née en 1931. Au sein du PSOE s'affrontent deux tendances. L'une regroupe les partisans d'une alliance avec les Républicains de gauche derrière Indalecio Prieto et Juan Besteiros. L'autre est plus favorable à une ligne révolutionnaire sous la houlette de Largo Caballero. Ce dernier prône une conquête révolutionnaire en 1934. Le leader révolutionnaire des jeunes socialistes, Santiago Carillo, quitte à ce moment là le PSOE pour rejoindre les communistes du PCE. Il en deviendra un des leaders historiques par la suite. Largo Caballero entre au gouvernement en 1936 pour le quitter en 1937 et virer alors à l'anticommunisme. Le dernier gouvernement républicain est dirigé par le socialiste modéré Negrin. Mais

l'alliance de ce dernier avec les communistes n'est pas du goût d'une majorité de socialistes qui tente avec les anarchistes un dernier coup d'Etat à l'intérieur de la République. La guerre mondiale va entraîner la fin de l'expérience mais aussi la profonde division de la gauche espagnole et, au premier chef, des socialistes espagnols.

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL (PSOE)

Calle Ferraz 68.70

E - 28008 MADRID

Tel : (34.1) 582 04 44

Fax : (34.1) 582 02 25

▲ **Secrétaire Général (Secretario General) :**

Felipe González Márquez

▲ **Presidente :**

Ramón Rubial

▲ **Secrétaire International (Secretario Internacional) :**

Raimon Obiols

Membres du bureau du PSE :

Raimon Obiols - Jesús Cabezón

Nombre d'eurodéputés : 22/64 (30,6% en 1994)

La confusion générale

Le docteur Negrin forme un PSOE en exil et un autre PSOE plus tard reconnu par l'Internationale socialiste rassemble l'aile droite de Indalecio Prieto en exil à Mexico et Julian Besteiro, mort en 1940, dans les prisons franquistes, et l'aile gauche menée par Francisco Largo Caballero.

Cette organisation connaît également l'exil et va dominer en France où se regroupent 7 à 8000 exilés socialistes sous la houlette de Rodolfo Llopis à Toulouse.

L'échec de la lutte contre Franco

En 1948, Prieto prend la présidence du PSOE et mène une campagne internationale très active afin de pousser les grands pays à faire pression sur Franco pour qu'il quitte le pouvoir. En vain. Prieto s'allie avec les monarchistes en exil au Portugal, le 30 août 1948, en signant un pacte pour renverser Franco. La guerre froide et l'habileté du dictateur ruinent tous les espoirs socialistes. Franco réussit à s'allier la couronne d'Espagne le 25 août 1952. Les États Unis signent un pacte militaire en 1953. Le Vatican signe le concordat et le 8 décembre 1955, les Nations Unies acceptent l'Espagne franquiste dans ses rangs. L'échec est complet pour Prieto qui démissionne en 1950, amer.

Le renouveau du socialisme intérieur vient du syndicalisme et des régions

Les socialistes restés au pays essayent de préserver les liens autour des 2000 militants clandestins. La confusion est grande pour savoir où est basée la direction : en Espagne ou en exil ? Tous les congrès d'exilés tenus depuis 1944 ne donnent pas le droit de vote aux militants de l'intérieur. Le PSOE termine les années 50 dans l'isolement, l'apathie et le découragement.

Dans les années 60, l'opposition au régime franquiste grandit dans les rangs ouvriers et étudiants notamment. Mais ce qui se passe à l'intérieur de l'Espagne semble étranger à un PSOE en exil, toujours dirigé par Rodolfo Llopis, qui est également à la tête du syndicat affilié au PSOE, l'UGT. Les sigles socialistes espagnols fleurissent à l'intérieur, avec la méfiance et l'incompréhension des socialistes de l'extérieur : Association socialiste universitaire, Parti Socialiste de l'Intérieur futur Parti socialiste populaire, Mouvement socialiste catalan (qui deviendra plus tard le Parti socialiste Catalan - PSC). D'ailleurs chaque région espagnole voit naître une organisation socialiste hostile au centralisme du PSOE. L'UGT végète du côté du Pays Basque mais le renouveau vient des socialistes du PS de l'intérieur et de militants chrétiens et nationalistes qui agissent dans le mouvement des Commissions ouvrières au côté des communistes majoritaires. Des syndicalistes chrétiens créent l'Union sociale ouvrière. D'autres syndicalistes de l'UGT fondent l'Association syndicale ouvrière (ASO) avec l'aide des sociaux-démocrates allemands.

Le PSOE n'arrive pas à sortir de son anticommunisme farouche mais ce sont dans les rares endroits de l'intérieur où il survit que le PSOE va voir naître les éléments de la rénovation interne.

La première tentative de rénovation interne

La fin des années 60 et le tournant des années 70 voient l'affrontement entre les socialistes de l'intérieur et ceux de l'exil tourner au profit des premiers. Trois organisations socialistes basculent : les jeunesses socialistes en 1970, l'UGT en 1971 et enfin le PSOE en août 1972 dont le secrétaire général, Llopis est renversé lors d'un Congrès de la rénovation. Pourtant la vieille direction ne reconnaît pas le Congrès et la division est à son comble entre un PSOE historique et un PSOE rénové.

La deuxième rénovation et la radicalisation politique

La direction collégiale du PSOE rénové autour de Pablo Castellano et Nicolas Redondo, secrétaire général de l'UGT, ne parvient pas à s'imposer. C'est l'aile gauche menée par le jeune avocat (32 ans) sévillan, Felipe González qui reprend le parti en main lors du Congrès de Suresnes en octobre 1974. Le PSOE rénové peut enfin décoller, aidé matériellement par l'Internationale socialiste et la Fondation Friedrich Ebert. Une fois de plus, c'est l'organisation socialiste internationale qui arbitre le conflit entre tendances socialistes espagnoles. La première fois, en 1948, c'est en faveur de Llopis, la seconde, contre lui. La fin "naturelle" du franquisme ouvre la voie aux franquistes réformateurs autour d'Adolfo Suarez, qui apparaît bien placé pour assurer la transition démocratique. De son côté, le jeune secrétaire général du PSOE donne un coup de barre à gauche à son parti lors du XXVII^{ème} Congrès à Madrid en décembre 1976. Felipe González fustige la social-démocratie et confirme le marxisme dans les principes du parti. Après la courte expérience de la "Junta démocratique" où il côtoie démocrates

chrétiens et communistes en 1975, le PSOE décide dorénavant de faire cavalier seul sur la scène politique. Le parti socialiste s'appuie sur trois éléments pour nourrir une nouvelle dynamique politique : le prestige du socialisme européen ; la tradition et le nom du parti ; et la jeunesse des dirigeants du parti qui ne sont pas identifiés à la guerre civile à l'instar des dirigeants communistes espagnols.

Le pouvoir en solitaire

Le succès de son voisin portugais incite le PSOE à partir seul à la conquête du pouvoir. Légalisé en 1977, le PSOE remporte 30% des suffrages lors des élections générales et s'assure ainsi la primauté à gauche. Ce beau score consacre définitivement la légitimité du PSOE et la famille éparpillée se regroupe en 1978 avec l'intégration de nombreux mouvements régionaux ou partisans déjà cités auparavant. Le PSOE participe au consensus généralisé autour du programme de réformes baptisé le Pacte de la Moncloa. Cependant, le PSOE refuse le "compromis historique" cher au PCE qui tente d'imiter l'exemple italien. Le 15 janvier 1978, Felipe González déclare que le PSOE "aspire à la majorité absolue".

Le PSOE joue l'alternance, tandis que l'UGT, arrivée deuxième derrière les Commissions ouvrières, joue la carte de la concertation gouvernementale. Les succès escomptés tardent à venir, d'où une nouvelle stratégie visant à rassurer les couches moyennes de l'électorat.

Lors de deux Congrès tenus en 1979, le secrétaire général engage finalement son parti à abandonner les références marxistes. Felipe González est battu lors du premier Congrès et quitte la direction. Devant le vide créé, il réussit à contrer son aile gauche et revient à la charge lors du second congrès. La méthode du chantage au leader est utilisée. Le PSOE

s'identifie clairement désormais à son leader, plus qu'à des statuts et des débats internes, à l'instar des partis socialistes grec et portugais.

Les années 80 ou le triomphe du socialisme espagnol

Le 28 octobre 1982, le PSOE arrive au pouvoir avec une majorité absolue des sièges et 48% des voix. Le jeune gouvernement socialiste refuse d'engager l'Espagne sur la voie des nationalisations au vu des résultats décevants (l'heure est déjà à la pause et à la rigueur !) de son voisin français. En 1983, le gouvernement engage une politique d'ensemble de reconversion industrielle abandonnant les "canards boiteux", faisant appel aux capitaux privés pour redynamiser le secteur public et rationalisant le secteur public. L'une des premières tâches du PSOE au pouvoir est de mettre en place un système de protection sociale. Felipe Gonzales se donne comme objectif prioritaire de mener à bien l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Objectif atteint le 1er janvier 1986. Sur le plan économique et social, les contradictions percent avec un taux de croissance jamais atteint et un décollage économique puissant accompagné d'une montée inexorable du chômage lié notamment à la brutalité des reconversions industrielles. Le décalage conduit, dans un premier temps, à une prise de distance entre les dirigeants gouvernementaux et ceux du syndicat, l'UGT qui organise sa première manifestation contre un gouvernement socialiste le 4 juin 1985. Le 14 décembre 1988, une grève générale particulièrement suivie, contre les mesures de flexibilisation de l'emploi des jeunes, paralyse totalement le pays. D'autres grèves suivront.

Cependant, c'est sur le terrain international que le décalage est le plus grand avec l'affaire du ralliement à l'OTAN. Alors que l'opposition à l'OTAN esit un des thèmes majeurs

du PSOE jusqu'en 1982, c'est Felipe González qui organise un référendum à ce sujet et prend la tête de ses partisans. Il gagne nettement avec 52,5% pour l'adhésion à l'OTAN le 12 mars 1986.

La contestation syndicale et les manifestations de rue n'empêchent pourtant pas le PSOE de se maintenir au pouvoir jusqu'en 1996, ne subissant que de légers effritements lors des 3 élections législatives de 1985 - 1989 - 1993. Le charisme de son leader et l'impossible rénovation d'une droite qui n'arrive pas à se débarrasser du sceau du franquisme, donne une marge de manœuvre politique à un parti célébré comme celui qui a modernisé et démocratisé l'Espagne. Le PSOE symbolise une Espagne dynamique, conquérante, jeune et tolérante. Donné largement perdant dans les sondages en juin 1993, Felipe Gonzales, pourtant atteint au premier chef par les affaires politiques, renverse la vapeur in extremis à la suite d'une campagne tendue.

La lente descente vers la défaite

Le miracle de 1993 offre un sursis à Felipe González, mais le PSOE n'arrive pas à rebondir et la fin de règne est assez difficile. La récession de 1993 frappe de plein fouet une Espagne pourtant habituée à une croissance forte et la hausse du chômage ne fait qu'accentuer un mécontentement social déjà puissant. Les affaires continuent d'éclorre au plus haut sommet de l'État et celle du GAL ne paraît pas la moindre car elle ne touche pas seulement des problèmes de financement ou de corruption mais à la sûreté de l'État. Par ailleurs, les affrontements entre tendances du PSOE se multiplient. Les technocrates et membres du gouvernement entendent tirer le PSOE vers plus de libéralisme autour de Carlos Solchaga, Ministre de l'économie, tandis que la gauche du parti,

regroupée autour d'Alfonso Guerra, le numéro deux du PSOE, veut préserver une identité clairement marquée à gauche. Felipe González réussit à sacrifier Solchaga en apportant sa caution aux guerristes, tout en réduisant considérablement leur pouvoir dans l'appareil du parti.

Les élections intermédiaires annoncent la défaite de 1996. Aux élections européennes de juin 1994, le PSOE perd 10% à 31%. En mai 1995, le PSOE voit fondre une grande partie de son pouvoir local avec la perte de 6 communautés autonomes. Il n'en dirige désormais plus que 4 sur 17. L'après González semble se profiler mais nul n'est capable de s'imposer au sein du PSOE. Lorsqu'en septembre 1995, Felipe González accepte d'organiser des élections législatives anticipées pour mars 1996, il annonce qu'il renonce à conduire les socialistes.

Et pourtant c'est lui qui, in fine, conduit les socialistes à limiter les dégâts lors des dites élections de mars 1996. Felipe González a même failli renouveler l'exploit de juin 1993. Donné perdant avec un écart sensible, le PSOE perd les élections à 1% seulement de son challenger du Parti populaire, Jose Maria Aznar.

De 1993 à 1996, le PSOE gouverne en s'appuyant sur les régionalistes catalans et basques. Il a toujours refusé de s'allier aux communistes. Ces derniers ont repris une certaine vigueur avec la Gauche Unie (Izquierda Unida) de Julio Anguita. Avec un score de 10,5% aux élections de 1996, IU mord sans doute, de manière marginale, sur l'électorat socialiste, mais suffisamment pour faire perdre le PSOE. L'alternance confirme la maturité politique de la jeune démocratie espagnole et nul ne peut douter de la capacité du PSOE à se poser rapidement en alternative probable. Felipe Gonzales en leader d'opposition ne quitte pas la scène politique aussi vite ■

Le retour au pouvoir : la coalition arc-en-ciel

L'engagement européen du SDP lui permet de revenir au centre de la vie politique finnoise. Après avoir remporté, à la surprise générale, l'élection présidentielle de février 1994 avec M. Maarti Ahtisaari, le SDP remporte largement les élections législatives de mars 1995. Son leader, Paavo Lipponen devient le chef d'un gouvernement de coalition dite "arc-en-ciel". Cette coalition regroupe les sociaux-démocrates, les conservateurs, les verts, l'alliance de gauche et les libéraux suédois, la minorité suédophone du pays. La coalition dispose ainsi d'une majorité de 145 sièges sur 200.

L'ancien Directeur de l'institut de politique étrangère d'Helsinki est considéré comme un marginal dans son parti. Il prend ainsi une revanche après avoir été un des premiers à prôner l'adhésion à la CEE à un moment où l'intangible principe de neutralité suffisait à rendre cette question tabou.

En revanche le SDP recule, moins que ses camarades suédois et autrichiens, à l'occasion des élections européennes

d'octobre 1996, et résiste mieux aux élections municipales. La liste du SDP est conduite par Peerti Paasio, actuel président du Comité Paix et Désarmement de l'IS. Le parti du Centre, seul grand parti d'opposition redevient alors le premier parti finlandais et bénéficie de l'inquiétude soulevée par l'intégration de la devise finlandaise (le Markka) dans le mécanisme de change du SME. Paavo Lipponen engage son gouvernement sur une politique de rigueur économique, d'intégration européenne, de protection de l'environnement, de décentralisation et de réduction du temps de travail.

Quant au parti, il se rajeunit et se modernise lors du Congrès de juin 1996. Ainsi l'exécutif du Parti compte 4 jeunes de moins de 25 ans sur les 11 membres et respecte quasiment le principe de parité. Le Congrès lance la rénovation des statuts afin d'abandonner les vieilles formules marxistes.

Enfin, il faut relever un changement très net d'attitude du SDP vis-à-vis du PS français. Après avoir longement raillé les positions du PS sur les questions de défenses et de politique étrangère, Paavo Lipponen effectue un rapprochement sensible avec le PS ■

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au SDP

Direction nationale du SDP : 50% (1996)
Groupe parlementaire : 45% (1991)

▲ Les élections législatives

1919 : 38,0%	1958 : 23,1%
1922 : 25,0%	1962 : 19,5%
1924 : 29,0%	1966 : 27,2%
1927 : 28,0%	1970 : 23,4%
1929 : 27,4%	1972 : 25,8%
1930 : 34,2%	1975 : 24,9%
1933 : 37,3%	1979 : 23,9%
1936 : 38,6%	1983 : 26,7%
1939 : 39,8%	1987 : 24,1%
1945 : 25,1%	1991 : 22,1%
1948 : 26,3%	1995 : 28,0%

▲ Les dernières élections législatives (19/3/1995)

	%	Sièges 200
All gauche (ex PC)	11,2%	22
Ecologiste	0,3%	1
Ligue verte	6,5%	9
SDP	26,3%	63
Centristes	19,2%	44
Conservateurs	17,9%	39
Libéral Suédois	5,1%	2
Jeunes finois	1,7%	2
Chrétien	3%	7
Rural	1,3%	1
Sans étiquette	1,2%	1

▲ Permanents au siège : 9

▲ Les effectifs du SDP

1945 : 63 745	1971 : 73 511
1951 : 71 230	1976 : 101 725
1958 : 51 144	1985 : 92 032
1963 : 42 124	1990 : 81 896
	1994 : 74 174

GRANDE BRETAGNE

Labour Party (LP)



HISTOIRE

La double originalité du Labour : syndicale et parlementaire

En 1860, le London Trade Council, puis le Trade Union Council en 1869 (syndicats ouvriers) ont, comme premier objectif, de conquérir le suffrage universel direct et de peser concrètement sur l'action du Parti libéral, en particulier au niveau parlementaire. En 1880 naît l'Independent Labour Party, d'inspiration chrétienne et socialiste, sous la houlette de James Keir Hardie, fondateur du Parti travailliste écossais. L'ILP reconnaît en 1892 l'importance fondamentale du syndicalisme. En 1881, Henry Hindman tente d'implanter la social-démocratie, sur le modèle allemand, à travers la Fédération Social démocrate. Bien qu'appuyée par Engels, la greffe ne prend pas. De son côté la Société fabienne (Fabian Society) élabore les éléments fondamentaux de la future doctrine travailliste basée sur l'étatisme et l'intervention économique. En 1900, elle est à l'origine de la création du Labour Resurrection Committee dirigée par Ramsay Macdonald.

En 1895, l'ILP comme la Fédération social-démocrate de Hyndman subissent un échec électoral. Il faut attendre 1903 pour voir deux députés travaillistes se faire élire, officialisant ainsi la naissance du travaillisme anglais.

La fondation du Labour Party et le Trade Union Act

C'est en 1906 qu'est fondé le Labour Party (Parti travailliste) prenant appui sur le Parliamentary LP, c'est à dire le groupe parlementaire. De son côté les TUC passent entre 1893 et 1914 de 1,5 à 4 millions d'adhérents. La formalisation des

liens directs entre les TUC et le LP date de 1913 avec le fameux Trade Union Act.

En 1909 et 1910, Keir Hardie comme Ramsay Macdonald réaffirment leur attachement au parlementarisme et témoignent de leur refus de toute bataille idéologique concernant les formes et la prise du pouvoir. Le parti travailliste est alors l'un des seuls grands partis socialistes de l'époque en Europe à ne pas être concerné par les querelles idéologiques sur la

question du pouvoir, qui traversent la plupart des autres grands partis.

THE LABOUR PARTY (LP)

John Smith House
150, Walworth Road
UK - LONDON SE 17 JT

▲ **Leader : Tony Blair**

▲ **Secrétaire général (General Secretary) :**

Tom Sawyer

▲ **Secrétaire international**

(International Secretary) :

Nick Sigler

Membres du bureau :

John Prescott - Nick Sigler

Nombre d'eurodéputés : 62/187 (43% en 1994)

Le Cabinet de Guerre et les Statuts du LP

En 1914, comme dans de nombreux pays, les travaillistes font leur entrée par la petite porte, avec Arthur Henderson au cabinet de guerre en dépit des positions pacifistes de ses deux principaux leaders, James Keir Hardie et Ramsay Macdonald. A l'issue de la guerre, ce dernier demeure le leader incontesté du travaillisme anglais et fait voter, en 1918, les statuts quasiment

immuables du British Labour Party. Un seul article, l'article 4, cristallise sur son contenu la plupart des débats et tournants futurs. Il garantit "Aux producteurs manuels ou intellectuels, les fruits complets de leur travail ainsi que la distribution la plus équitable possible sur la base de la propriété collective des moyens de production et du meilleur système d'administration et de contrôle par les peuples de chaque industrie et service".

Les travaillistes refusent à plus de 95% les 21 conditions de l'adhésion à la troisième internationale.

Le Labour passe de 7,6% des voix en 1914 à 22% en 1918. En 1922, il obtient 29,5% des voix. Il gouverne de 1923 à 1924. Il mène alors une politique active en faveur du logement, de

l'éducation et met en place l'assurance chômage.

Les travaillistes perdent les élections de 1924, en dépit d'un score de 33%. Il faut attendre 1929, pour les voir revenir à la tête du gouvernement avec Ramsay Macdonald suite à la victoire électorale où les travaillistes obtiennent 37% des suffrages. Ils mènent une politique de rigueur pendant deux ans qui laisse des traces en raison des déceptions engendrées par la politique gouvernementale.

En 1933, l'Independent Labour Party quitte le Labour Party et se définit comme socialiste.

Cette séparation s'inscrit dans la vague générale des scissions qui touchent beaucoup de grands partis socialistes européens.

Le 11^{ème} Cabinet de guerre et la crédibilisation gouvernementale

De 1940 à 1945, les travaillistes rentrent au cabinet du conservateur Winston Churchill.

Le partage des rôles est net : aux travaillistes, la politique intérieure, aux conservateurs la politique extérieure.

Le gouvernement de coalition adopte une réforme de l'Éducation nationale élevant l'âge de la scolarité obligatoire ainsi qu'une loi sur les allocations familiales.

La doctrine travailliste de l'après seconde guerre mondiale est en partie contenue dans le rapport Beveridge et appliquée ensuite par Bevan. Pour ce dernier "Emploi, logement, santé, instruction, sécurité sociale, tels sont vos droits naturels". Keynes et Beveridge sont les précurseurs des révisions idéologiques des partis sociaux démocrates dans les années 60 substituant à la doctrine marxiste, la notion de société ou d'économie mixte.

1945 - 1951 : la Légende travailliste

La victoire très nette de 1945 avec

48,3% des voix permet à Clement Attlee de mettre en place toutes les grandes réformes économiques et sociales. Les plus marquantes sont les nationalisations des secteurs déficitaires mais stratégiques : la banque d'Angleterre, les Houillères, l'Aviation civile en 1946 ; les transports et l'électricité en 1947 ; le gaz en 1948 ; la sidérurgie en 1949. En 1951, c'est 20% de l'économie nationale qui se retrouve sous la coupe du secteur public. La forme choisie est celle d'offices publics.

Par ailleurs, dans le domaine social, le gouvernement met en place un régime général d'assurance (National Insurance Act) concernant le chômage, la maladie, les accidents, la maternité, les décès et le veuvage. Un service national de la Santé assure la gratuité des soins médicaux et les médecins sont placés sous le contrôle d'un bureau de la santé. En 1946, le Housing Act permet de lancer un vaste programme de constructions de logements populaires de qualité. En 1948, est votée une loi sur l'Assistance publique permettant d'accorder une aide à toute personne dans le besoin. Ce développement rapide de l'État providence provoque une poussée de l'inflation et la crise des paiements (les États-Unis réclament le remboursement des prêts généreux consentis à la fin de la guerre). Le gouvernement est contraint à l'austérité entraînant la démission d'Aneurin Bevan, le jeune Ministre chargé de l'État Providence, suivi par Harold Wilson et Barbara Castle.

L'activisme internationaliste du Labour Party

Dans les années cinquante, le Labour Party est sans aucun doute le parti qui sort de la seconde guerre mondiale avec la plus grande considération. La victoire sur le nazisme est présentée comme celle du monde ouvrier. Cela lui permet de prendre la tête des tentatives de reconstruction de l'internationale socialiste, à travers le COMISCO

d'abord, puis au sein de l'Internationale socialiste à partir de 1951. Avec le SPD et les partis scandinaves, le parti travailliste mène le combat de cette Internationale Socialiste pour mieux torpiller les sirènes de la construction européenne à l'état d'ébauche.

La défaite et l'heure des révisions idéologiques

Les travaillistes conservent le pouvoir aux élections de 1950 mais perdent en sièges celles de 1951, bien qu'étant en tête en nombre de voix avec le meilleur pourcentage de son histoire. Le parti ne parvient pas à revenir au pouvoir en 1955 et 1959 d'où les tentatives de révisions idéologiques menées par Hugh Gaitskell. Ce dernier souhaite modifier les statuts de 1918 et, plus particulièrement, l'article 4 fondant le principe de propriété publique. Il souhaite le remplacer par une déclaration sur la justice sociale. Il se heurte durement à la gauche du parti emmenée par Bevan. En 1960, cette tentative échoue alors que le Congrès adopte une motion sur le désarmement nucléaire unilatéral. Revenant à la charge en 1961, il réussit partiellement cette fois-ci. Hugues Gaitskell meurt en 1963 et est remplacé par Harold Wilson qui conduit le BLP sur les chemins de la victoire - courte - en 1964 avec le slogan de "révolution scientifique et technologique" et la perspective annoncée d'une croissance planifiée.

L'ère Wilson : "révolution scientifique et technologique" et Négociation européenne

Alors que le programme travailliste refuse toute entrée dans le marché commun, c'est Harold Wilson qui demande officiellement l'adhésion de la Grande Bretagne à la CEE en 1966. Les ambitions planificatrices et keynesiennes du gouvernement sont entravées par la crise de la balance des paiements. Cependant le gouvernement

travailleuse mène à bien la nationalisation de la sidérurgie qui aboutit en 1967 (le National Steel Corporation). Il crée un ministère de l'Economie (DEA) qui met en place un Plan national indicatif en concertation avec les partenaires sociaux. Une politique industrielle coordonne les restructurations à travers l'IRC. Une politique de planification régionale répartit l'aide publique aux régions en difficulté. En matière sociale, le gouvernement définit trois priorités : l'éducation, le logement, la lutte contre la pauvreté. Les bas salaires, les retraites et les allocations familiales progressent plus vite que les salaires moyens. Les prélèvements obligatoires et les impôts directs font un bond en avant.

La fin des années 60 est marquée par une modernisation de la société à travers une libéralisation culturelle : abolition de la peine de mort en 1965, loi contre la discrimination raciale en 1966, libéralisation de la législation sur l'homosexualité et l'avortement en 1967, abandon de la censure au théâtre en 1968, abaissement à 18 ans de la majorité électorale et assouplissement de la loi sur le divorce en 1969.

La politique d'austérité déflationniste suscite l'agitation des syndicats et l'explosion des revendications syndicales. Harold Wilson tente de réduire l'influence des syndicats en 1969 en présentant un avant projet de loi "In Place of Strife" sur les relations professionnelles. Le mécontentement est très net et les travaillistes perdent le pouvoir en 1970, laissant la place aux conservateurs.

Les conservateurs mènent à bien le processus d'adhésion à la CEE mais échouent très rapidement. Devant le chaos de l'hiver 1973-1974 (grandes grèves dans l'énergie obligeant à réduire la semaine de travail à 3 jours pour économiser l'énergie), les travaillistes reviennent au pouvoir en 1974, en alliance avec les libéraux.

La guerre des courants

C'est dans ces années que naissent de nombreuses tendances au sein du Labour.

La gauche dure se retrouve autour de Tony Benn au sein du "Rassemblement pour la démocratie dans le parti travailliste". La tendance pacifiste est animée par Michaël Foot. Les héritiers de Bevan se retrouvent dans le groupe "Tribune". Les délégués d'ateliers attirés par le trotskysme se réunissent au sein du groupe "Militant" dont la puissance se fait sentir au sein des jeunes du Labour. Enfin, le panorama n'est pas exhaustif mais il ne faut pas oublier l'aile droite de Denis Healey qui se reconnaît dans le "Groupe du manifeste".

Ces tendances constituées durant les années de pouvoir vont mener une guérilla interne désastreuse pour le contrôle de l'appareil du parti.

1974-1979 : Les derniers feux du travaillisme au pouvoir

Les travaillistes reviennent au pouvoir sur la base d'un "Contrat social" négocié entre le LP et le TUC, symbole de l'échange politique entre partis et syndicats. Les syndicats soutiennent le gouvernement et modèrent leurs revendications, notamment salariales, en échange d'une amélioration de l'Etat providence et des droits syndicaux. La législation votée en 1976 est sans doute la plus généreuse pour le droit syndical de toute l'histoire britannique.

Le retour des tensions inflationnistes oblige cependant le gouvernement à faire appel au FMI et à mettre en place un plan d'austérité touchant.

C'est l'hiver 1978-79 et son cortège des grèves qui entraîne la chute du gouvernement de James Callaghan. La popularité de James Callaghan permet au Labour de limiter la casse avec un score de 36,9% soit 2,3% de moins

qu'aux dernières élections mais cela suffit à ouvrir une nouvelle ère : celle du gouvernement Thatcher. 17 ans après, les conservateurs gouvernent toujours et les travaillistes ont connu les crises internes et idéologiques les plus graves de leur histoire.

"A gauche toute" et chute électorale vertigineuse

En 1980 et 1981, la gauche du parti prend de plus en plus d'influence et le nouveau leader Michael Foot, qui succède à James Callaghan en novembre 1980, introduit deux dispositions nouvelles : l'élection du leader par le Congrès et la resélection obligatoire des candidats aux élections législatives.

Les affrontements entre la gauche et la droite du parti sont très violents. La tendance du parti "Conseil pour la social-démocratie" animée par "la bande des quatre" (Shirley Williams, William Rodgers, David Owen et Roy Jenkins) quitte le Labour au lendemain du Congrès de Wembley pour former le Social Democratic Party en mars 1981.

Le Congrès de 1982 adopte le programme le plus radical de l'histoire du travaillisme anglais, aussi radical que le sera la défaite, sur la base de ce programme, lors des élections générales l'année suivante. Le désarmement unilatéral, le retrait du marché commun et le vaste programme de nationalisations ne séduiront qu'à peine un quart de l'électorat britannique. L'alliance des libéraux et des sociaux-démocrates a singulièrement rogné la base électorale du travaillisme et le succès en voix de cette alliance ne se traduit pas en sièges pour cause de mode de scrutin et de résistance travailliste en Ecosse.

La rénovation à petits pas et l'ouverture européenne : de Neil Kinnock à John Smith

La voie de "l'aggiornamento" est ouverte par le tandem Neil Kinnock et

Roy Hattersley qui s'empare de la direction du Labour lors du Congrès de Brighton en 1983. La rénovation menée de 1983 à 1992 se fait par petites touches et concerne surtout le discours plus que le fonctionnement.

En 1988, sous l'influence des syndicats, mais également de la présidente des députés européens, Mme Read, ou de l'ancien commissaire européen, Lord Clinton Davis, le Labour se rallie à l'idée européenne. Ce renversement est opéré pour des raisons de politique intérieure. D'une part, il s'agit de se démarquer des conservateurs. D'autre part, l'Europe apparaît aux travaillistes, comme un rempart à la politique de dérégulation tous azimuts du gouvernement Thatcher. C'est un peu le modèle européen contre le modèle américain.

Par ailleurs, l'échec de la grande grève des mineurs de 1985 sous la férule du bouillant Arthur Scargill autorise Neil Kinnock à mener une offensive interne contre les extrémistes de la "Militant tendency". Cela entraîne le départ de 100 000 militants qui sera en partie compensé par l'arrivée de 30 000 nouvelles têtes à la veille de 1992.

L'abandon de l'unilatéralisme se fait discrètement et est facilité par la chute du mur de Berlin.

En 1986-1987, le Labour admet que la

renationalisation du secteur privé est impossible.

En 1992, on remplace la notion d'extension du secteur public par celle de "partenariat" avec les entreprises.

Le Congrès de 1992 a par ailleurs entériné le principe One Man/One Vote (OMOV) et chaque collège dispose désormais d'un tiers des voix. Les syndicats sont contournés par le biais du "National Policy Forum". John Smith, unique membre du Shadow Cabinet à avoir une expérience gouvernementale, remplace Neil Kinnock après la défaite de 1992.

Bien qu'ayant appartenu à la mouvance de gauche du groupe "Tribune", il accélère le mouvement de rénovation en mettant en place la Commission pour la réforme sociale qui rendra son rapport en octobre 1994. John Smith décède à la veille des élections européennes de juin 1994 victorieuses pour le Labour. La défaite des conservateurs à ces élections est cependant moins importante que prévue.

La rénovation à marche forcée : le new labour de Tony Blair

Il est remplacé par Tony Blair, élu avec 57% des voix contre 24,1 à John Prescott et 18,9 à Margaret Beckett. Premier leader issu de la droite du parti à être

élu par la base, il engage son parti dans une rénovation et une modernisation beaucoup plus brutale que la précédente. Lors du congrès spécial du 29 avril 1995, l'article 4 des statuts est enfin remplacé par une déclaration des principes (Cf brochure éditée par la Fondation Jean Jaurès). Le parti travailliste est défini comme un "parti socialiste démocratique" et déclare œuvrer en faveur d'une économie dynamique mêlant économie de marché et partenariat.

L'Etat providence n'est plus perçu comme un filet de sécurité mais comme un tremplin pour les individus. La grande nouveauté réside dans le retour aux sources chrétiennes-sociales avec le discours sur la vision positive du rôle des "communautés" et la mise en valeur des cellules de bases, à commencer par la famille. La communauté est présentée comme l'interface entre l'Etat bureaucratique et l'individu isolé. Après les droits des années 70, Tony Blair évoque les devoirs. Le New Labour de Tony Blair semble se rapprocher plus du Parti démocrate américain que des partis sociaux-démocrates ou socialistes européens. Ce discours, renouvelé lors de la conférence de Blackpool en 1996, est à la base de la nouvelle dynamique électorale du Labour Party promis à une victoire prochaine en 1997 ■

LE PARTI

La machine travailliste est huilée depuis 1918 autour des deux piliers : l'affiliation (d'abord les syndicats) et la circonscription législative. Les organisations tributaires des syndicats sont les plus gros affiliés et fournissent l'essentiel des ressources.

Les instances locales et nationales

L'unité de base c'est la fédération de circonscription ("Constituency Labour Party"). Au niveau inférieur on trouve également la section ("Branch") correspondant au lieu de débat des adhérents directs (CLP). Ces derniers se retrouvent dans le comité avec les représentants des organisations localement affiliées (syndicats surtout). Les fédérations de circonscription désignent les délégués des adhérents directs au Congrès tandis que les organisations affiliées ont leurs propres représentants.

Le Congrès élit un National Executive Committee (NEC) correspondant au Conseil national pour le PS français, où sont représentés les organisations affiliées, les adhérents directs, les jeunes, les femmes et le groupe parlementaire (Parliamentary Labour Party ou PLP). C'est le groupe parlementaire qui désignait le leader avant 1980, c'est maintenant le Congrès avec un système complexe de pondération : 40% pour les syndicats, 30% pour les adhérents directs, 30% pour le groupe parlementaire. Les syndicats aux élections législatives sont "résélectionnés" depuis 1981. Le programme du parti est intégré pour tout ou partie dans le manifeste électoral qui constitue le véritable programme de gouvernement. Il est négocié entre la direction du Parti et celle du groupe parlementaire. En 1995 est fixé un objectif de représentation féminine, proportionnelle au nombre d'adhérentes.

Les courants et motions

Les courants existent au sein du Labour mais rarement de façon structurée et durable. Deux courants forts sont liés à une publication : le "Tribune Group of Labour MPs" lié à l'hebdomadaire "Tribune"; le "Labour Coordinating Committee" à l'origine de la publication transcourants "Renewal".

Les tentatives d'infiltration trotskyste sont fréquentes et deux ont eu lieu à une grande échelle : à la fin des années 50 quand le groupe de Gerry Healy s'empare du mouvement de jeunesse ; la seconde avec le journal "Militant" de Peter Taafe.

La présentation des motions dans les Congrès passe par leur adoption en amont par un nombre suffisant d'organisations affiliées.

Le parti travailliste entretient également des liens avec des organisations non affiliées luttant pour une cause particulière. On notera ici le Committee for Nuclear Disarmament (CND), le groupe "Shelter" de défense des sans abris ou le groupe de défense des bas revenus "Low Pay Unit".

Les liens sont également nombreux et ambigus avec les nationalistes écossais - zone de force du Labour Party - du Scottish Nationalist Party (SNP) ou gallois du Plaid Cymru (PC) *

LES LEADERS

Clement Attlee	1945 - 1957
Hugh Gaitskell	1957 - 1963
Harold Wilson	1963 - 1976
James Callaghan	1976 - 1980
Michaël Foot	1980 - 1983
Neil Kinnock	1983 - 1992
John Smith	1992 - 1994
Tony Blair	1994 -

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au LP

Direction nationale du LP : 24%
Groupe parlementaire : 40%
(1984)

▲ Les élections législatives

1918 : 21,4%	1955 : 46,3%
1922 : 29,7%	1959 : 43,8%
1923 : 30,7%	1964 : 44,1%
1924 : 33,4%	1966 : 48,0%
1929 : 37,1%	1970 : 43,0%
1931 : 29,3%	1974 : 39,1%
1935 : 38,1%	1979 : 36,9%
1945 : 48,1%	1983 : 27,6%
1950 : 46,2%	1987 : 30,8%
1951 : 48,7%	1992 : 34,2%

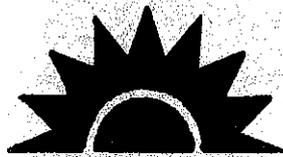
▲ Les dernières élections législatives (9/4/1992)

	%	Sièges 651
Travailleurs	34,4%	271
Lib-démocrates	17,9%	20
Conservateurs	41,9%	336
Nationalistes ecos	1,9%	3
Nationalistes gallois	0,5%	4
Partis d'Irlande du Nord	2,2%	17
Autres	1,3%	-

▲ Permanents au siège : 71

▲ Les effectifs du LP

1945 : 487 087	1979 : 666 091
1952 : 1 014 524	1985 : 313 099
1961 : 750 565	1990 : 311 152
1968 : 701 299	1994 : 305 000
1974 : 691 889	



ΠΑ. ΣΟ. Κ.

GRECE

Panelliono Socialistiko Knima (PASOK)

HISTOIRE

Le communisme occulte le socialisme grec

Le parti socialiste ouvrier est créé en 1918. Il adhère à l'Internationale communiste et devient rapidement le parti communiste. Parti communiste qui obtient près de 16% des suffrages en 1936.

Dans les années 20, il existe un fort courant républicain de gauche qui se reconnaît dans l'Union Démocratique d'Alexandre Papamastasiou.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les communistes sortent auréolés d'une forte présence dans la résistance.

Les modérés se retrouvent dans l'Union nationale autour de Georges Papandréou. Les communistes mènent une campagne active contre le retour du roi Georges. C'est la guerre civile qui se déclenche. L'armée prend le contrôle et le PC est obligé de s'exiler en Bulgarie.

Une nouvelle Constitution est adoptée en 1951.

La gauche socialiste se réveille dans le giron centriste

De 1951 à 1963, la Gauche Démocratique, qui regroupe libéraux et socialistes, fait une entrée remarquée à la Chambre en 1958 avec 24% des voix.

L'Union du Centre de Georges Papandréou gouverne ensuite de 1963 à 1965. Le roi Paul 1er interrompt l'expérience le 15 juillet 1965 pour cause d'agitation gauchiste dans l'armée. Agitation en partie menée par le fils du Premier Ministre, Andréas Papandréou.

La grèce des colonels

A l'agitation politique se mêle l'agitation sociale qui débouche sur le coup d'Etat des colonels le 21 avril 1967. Cette période noire de l'histoire grecque prend fin en 1974 avec le retour d'exil de Constantin Caramanlis chargé de former un gouver-

nement d'Union Nationale excluant l'extrême droite et le PC. Le PC s'est d'ailleurs divisé en deux en 1968 : un PC de l'intérieur, émancipé de la tutelle soviétique, et un PC de l'extérieur pro-soviétique. Les élections de 1974 sont un triomphe pour la République mais surtout pour la Nouvelle Démocratie qui regroupe toute la droite.

La Constitution du 7 juillet 1975 met définitivement fin à la monarchie. Désormais le chef de l'Etat est un Président de la République élu par la Chambre des députés pour 5 ans. La Constitution inscrit d'emblée le financement pu-

blic des partis.

PANELLIONO SOCIALISTIKO KNIMA (PASOK)

Charilaou Trikoupi 50,

GR - 10680 ATHENS

Tel : (30.1) 360.98.31.5

Fax : (30.1) 364.36.64.

▲ Président :

Costas Simitis (Chef du gouvernement)

▲ Secrétaire international :

Paraskevas Avgelinos

Membres du bureau du PSE:

Akis Tsochatzopoulos - Yannis N. Kranidioms

Nombre d'eurodéputés : 10/25 (37,6%)

La création du PASOK

Le 3 septembre 1974, Andreas Papandréou, fils de Georges Papandréou, crée le Parti socialiste pan-hellénique (PASOK) à partir d'une fraction de l'Union du Centre et du Mouvement pan-hellénique de Libération, mouvement révélé dans la lutte contre les colonels. Lors des élections de 1974, le PASOK réalise 13,5% des voix dont l'essentiel provient de la paysannerie et de la petite bourgeoisie et non pas des milieux populaires et ouvriers.

La fulgurante ascension du PASOK

En 1977, il devient le deuxième parti avec 25,3% des voix.

Il met en avant un discours opposant la base et l'élite, "l'oligarchie" censée être représentée notamment par les intellectuels.

Le PASOK définit un nationalisme très anti-américain, anti-CEE et anti-Turquie, mais dans le même temps, son leader rejette fermement toute alliance avec les communistes. Le PASOK centre son discours autour du thème de la "fierté nationale". A partir de 1978, le PASOK parle de Troisième voie vers le socialisme.

1981-1989 : le socialisme grec au pouvoir

La route vers le pouvoir atteint le but en 1981 avec le score de 48,8% et une majorité absolue à la clé. Le slogan des élections est le suivant : "Le peuple veut le changement et le PASOK peut le faire". Le gouvernement est constitué de manière homogène autour des cadres du PASOK. Les communistes, en dépit d'un score honorable de 11% en 1981, n'entrent pas au gouvernement.

Les effectifs du PASOK explosent de 1981 à 1985, passant de 110 000 adhérents en 1981 à 250 000 en 1984. 89% de ses adhérents proviennent du secteur public. Le PASOK au pouvoir définit une politique d'indépendance à distance du bloc occidental et du bloc soviétique. Sur le plan intérieur, le PASOK institutionnalise les syndicats et les organisations collectives d'intérêt. Constantin Caramanlis gagne les élections présidentielles mais le PASOK gagne à nouveau les élections législatives de 1985. Il arrive à stabiliser son électorat autour de 40%. Le discours du PASOK est éclectique et attrape-tout. Si la base électorale est interclassiste, elle devient plus populaire à partir de 1985. Date à laquelle le PASOK infléchit son discours tiers mondiste et gauchisant pour parler de démocratie, de développement et de modernisation. Toutefois, le PASOK est entièrement organisé autour de son chef charismatique qui symbolise, à lui seul, l'unité du parti et celle du pays. Le plan de stabilisation et la politique de restriction des dépenses suscitent

l'agacement des syndicats qui n'apprécient pas le rapprochement du gouvernement avec les autorités de Bruxelles en 1988. Le mécontentement social s'accompagne également de scandales et en particulier celui de "Koskotas". Après la défaite aux élections municipales de 1986, le cocktail pour une défaite nationale est prêt

1989 - 1993 La parenthèse nationaliste dans l'opposition

Le PASOK connaît une nouvelle période d'opposition de 1989 à 1993. La Nouvelle Démocratie, devenue un parti de masse, gouverne à nouveau. Le PASOK ne perd pas de temps et met à profit cette période pour glisser sur la nouvelle vague nationaliste venue des balkans. Par ailleurs, les difficultés gouvernementales pour faire accepter la rigueur économique et la nouvelle scission du Parti communiste (KKE) ouvrent un nouvel espace politique au PASOK. Le parti socialiste adhère à l'Internationale Socialiste en 1990, après l'avoir longuement critiqué, et reconnaît la CEE comme cadre supranational d'intervention politique. Les socialistes harcèlent le gouvernement en demandant notamment la tenue de nouvelles élections. En 1993, quand ces dernières arrivent enfin, le PASOK revient au pouvoir avec 47% des voix.

L'après-Papandréou

Andréas Papandréou à nouveau au pouvoir réussit à apaiser la vague nationaliste et se rapproche encore de la CEE et tente d'améliorer ses relations avec les États Unis. Les élections locales ou européennes de 1994 enregistrent la poussée d'un phénomène nouveau : l'utilisation des votes blanc et nul. Cette fois-ci, la politique de rigueur menée par le gouvernement socialiste semble ne pas susciter le même mécontentement.

L'affaiblissement physique du vieux leader déclenche une sourde querelle de succession et en 1995, c'est Costas Simitis qui succède finalement à la tête du pays et du parti. Cette nouvelle élection ferme

la longue période Papandréou et ouvre une nouvelle page marquée sans doute par une modernisation de la vie et des mœurs politiques grecs. La volonté d'apaisement sur de nombreux dossiers sensibles (tel la Macédoine) est affichée dès le départ. C'est plutôt avec la Turquie que le nouveau gouvernement choisit une fois de plus d'engager le bras de fer au sujet de classiques conflits territoriaux de petites îles en mer égée.

Après avoir remporté au mois de juin 1996 le leadership du PASOK lors du congrès de la transition, Costas Simitis dissout le parlement et provoque de nouvelles élections législatives pour asseoir son autorité. Elles ont lieu le 22 septembre 1996. Le PASOK obtient 41,5% des voix après une campagne tranchant avec le style Papandréou. Le programme est centré sur l'engagement européen et la rigueur économique. Un parti issu du PASOK, obtient lui 4,5% des voix et le parti communiste progresse également à 5,5%. Le leader de la Nouvelle démocratie (38%), M.Evertt démissionne au lendemain de cette nouvelle victoire du PASOK ■

LES CHIFFRES

▲ Les élections législatives

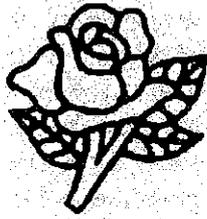
1974 : 13,58%	1989 : 40,67%
1977 : 25,84%	1990 : 38,61%
1981 : 48,17%	1993 : 46,88%
1985 : 45,82%	1996 : 41,5%
1989 : 39,13%	

▲ Les dernières élections législatives (22/9/1996)

	%	Sièges 300
Gauche (Ex PC)	5,6%	11
PASOK	41,5%	162
NDémocratie	38,1%	108
Gauche autogesti	5,1%	10
Dikki (socialo-popul)	4,4%	9
Printemps politique	2,9%	0

▲ Les effectifs du PASOK

1974 : 8 000	1987 : 100 000
1981 : 100 000	1991 : 220 000
1984 : 250 000	1993 : 159 327



IRLANDE

Irish Labour Party

HISTOIRE

Un parti marginal jouant les chanières

Le parti travailliste irlandais est né en 1912. Il a longtemps été marginal dans un pays marqué par les passions nationalistes et le combat pour l'unité et l'indépendance du pays.

Le parti travailliste irlandais joue depuis longtemps le rôle de parti charnière de la vie politique irlandaise. Il alterne les périodes d'opposition et celles d'alliance gouvernementale tantôt avec le Fianna Fail, plutôt conservateur, et le Fine Gaël plutôt libéral, les deux étant nationalistes. Les trois partis se sont d'ailleurs entendus à plusieurs reprises et notamment au sujet de l'adhésion à la CEE en 1972 ou encore de l'approbation du Traité de Maastricht en 1992. Le Labour réalise entre 6 et 20% des voix. L'Irish Labour a adhéré à l'Internationale Socialiste en 1967 et fonctionne sur le même mode que le British Labour avec la double adhésion : individuelle ou syndi-

cale et le rôle primordial donné au groupe parlementaire et à l'institution du Shadow Cabinet.

Les travaillistes ont participé pour la première fois au gouvernement de J. Costello en 1948 en alliance avec le Fine Gaël. Le Fianna Fail prend sa revanche en 1951 et la coalition Labour / Fine Gaël revient en 1954. L'adhésion à l'OTAN est signée en 1955. Le Fianna Fail retourne au pouvoir de 1957 à 1973. La coalition Labour / Fine Gaël revient au pouvoir en 1973. A partir de 1977, c'est le Fianna Fail qui détient seul le pouvoir avec J. Lynch puis Charles Haughey.

L'alliance libéral-travailliste reprend du service à la suite des élections de 1981 sous la houlette de Garret FitzGerald. Les difficultés économiques entraînent la chute du gouvernement en 1982 et le Fianna Fail reprend les rennes de l'État en 1982 avec Charles Haughey.

Les travaillistes en profitent pour se retirer de l'alliance avec le Fine Gaël. Alliance qu'ils retrouvent rapidement avec les nouvelles élections du 24 novembre 1982. Garret Fitz-Gerald

fait accepter difficilement son plan d'austérité aux travailleurs.

Un parti au coeur du processus de paix

Les élections de 1987 et 1989 sont très mauvaises pour les travaillistes qui stagnent sous les 10%, descendant même à 6,5% en 1987. A partir de là, la coalition Fianna Fail / Fine Gaël

laisse le Labour sur la touche. Dick Spring en profite pour réorganiser son parti, opérer les révisions idéologiques et soutient en 1989 la candidature à la Présidence de la République de Mary Robinson qui l'emporte, marquant ainsi un tournant dans la vie politique irlandaise.

Le leader du Labour, Dick Spring, hisse son parti à une place beaucoup plus forte. Il engage d'abord son parti dans la campagne pour le "Oui" à Maastricht et lors des élections législatives de décembre 1992, celui-ci obtient le meilleur score de son histoire

IRISH LABOUR PARTY

17, Ely Place

IRL - DUBLIN 2

Tel : (353.1) 661 26 15

Fax : (353.1) 661 26 40

▲ **Leader :** Dick Spring

▲ **Secrétaire général :** Ray Kavanagh

▲ **Secrétaire international :** Tony Brown

Membres du bureau du PSE :

Tony Brown - Bernie Malone

Nombre d'eurodéputés : 1115 (11% en 1994)

avec 19,5% et le doublement de sa représentation parlementaire. Le Labour semble en phase avec l'aspiration des jeunes pour faire évoluer la société. L'adoption du "Oui" au référendum sur le divorce en est une preuve éclatante.

Dès lors, c'est une coalition Fianna Fail / Labour qui se met en place. Le plus grand succès du Labour reste sans conteste son action au gouvernement pour débloquer le dossier nord-irlandais. Dick Spring, au ministère des affaires étrangères, convainc le gouvernement de stopper le conflit en modifiant la Constitution. A partir de juillet 1994, la coalition est changée et les Labour retrouvent alors leurs partenaires naturels du Fine Gaël et de la Gauche démocratique.

Dick Spring annonce qu'il compte bien marquer la présidence européenne de 1996 par des avancées très importantes. L'objectif de devenir le premier parti irlandais n'est pas encore atteint mais il n'est plus aussi loin que cela pouvait paraître pendant des décennies de faiblesse.

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au ILP

Direction nationale de l'ILP : 15%
Groupe parlementaire : 0%
(1990)

▲ Les élections législatives

1920 : 21,1%	1957 : 8,2%
1923 : 10,9%	1961 : 11,1%
1927 : 12,6%	1965 : 15,3%
1932 : 7,7%	1969 : 12,5%
1933 : 5,5%	1973 : 13,7%
1937 : 10,3%	1977 : 11,6%
1938 : 10%	1981 : 9,9%
1944 : 11,5%	1982 : 9,1%
1948 : 9,5%	1982 : 9,4%
1951 : 10,9%	1987 : 6,5%
1954 : 12,9%	1989 : 9,5%
	1992 : 19,3%

▲ Les dernières élections législatives (25/11/1992)

	%	Sièges
		162
Ext Gauche	2,8%	4
Irish Labour	19,3%	33
Fine Gael	24,5%	44
Dém progressistes	4,7%	9
Fianna Fail	39,1%	66
Indép et autres	8,9%	6

LES LEADERS

W. Norton	1932-1960
B. Corish	1960-1977
F. Cluskey	1977-1981
M. O'Leary	1981-1982
Dick Spring	1982 -

IRLANDE DU NORD

Social Democratic and Labour Party



HISTOIRE

Un petit parti jouant un grand rôle pour la paix

Après les troubles survenus en 1969 en Irlande du Nord, Westminster supprime le Parlement local en Ulster en 1973 pour introduire le gouvernement direct. C'est cette année que naît le Social Democratic and Labour Party (SDLP) pour défendre légalement les droits des catholiques d'Irlande du Nord. John Hume met souvent en avant le rôle de lien que joue l'Irlande du Nord entre l'Europe et les États-Unis.

Il convainc la Commission européenne d'apporter une aide importante.

Lors des élections locales de mai 1993, le SDLP obtient 21,9%, largement devant le Sinn Fein qui n'obtient que 12,5% des suffrages.

A l'heure où le travailliste irlandais, Dick Spring, réussit à faire un pas en avant vers la paix en 1993, en supprimant les articles affirmant l'indivisibilité du sol Irlandais, le leader du SDLP John Hume, député à Westminster ainsi qu'au Parlement euro-

péen, entame des pourparlers avec Gerry Adams, le leader du Sinn Fein. Le déblocage n'intervient toujours pas devant le refus de l'IRA de déposer les armes.

Il faut attendre le 22 février 1995, pour voir le processus de paix enfin lancé sur la base d'un document approuvé par John Major et Tony

Blair dont la plupart des propositions sont des modifications constitutionnelles prônées depuis longtemps par le SDLP. La plus importante est le retour à une forme de gouverne-

ment local en Irlande du Nord. Il s'agit également de mettre en place des organismes transfrontaliers entre les deux Irlandes responsables devant le Dail (Parlement de Dublin) et la nouvelle assemblée d'Irlande du Nord élue à la proportionnelle.

Ces propositions ne sont que la base de longs pourparlers encore en cours aujourd'hui. Mais le rôle des deux partis irlandais, membres du PSE et de l'Internationale socialiste, aura été assurément un rôle de paix qui n'est pas sans rappeler le rôle du parti travailliste israélien dans un autre processus de paix...

SOCIAL DEMOCRATIC AND LABOUR PARTY (SDLP)

611 C Lisburn
BELFAST BT9 7 GT
Tel (44.12.32) 66.81.00.
Fax : (44.12.32) 66.90.09.

▲ Leader : John Hume

▲ Secrétaire Général : Patsy Mac Glone

▲ Secrétaire International : Denis Haughey

Membres du bureau du PSE :

Denis Haughey

Eurodéputés : 1 (28,9% en juin 1994)



ITALIE

Partito Democratico Della Sinistra (PDS)

HISTOIRE

PSI - PSDI - SI

Aux origines du PSI : marxisme et modèle allemand

Le PSI est né en 1892 sur le modèle allemand. Le premier leader du parti est Filippo Turati jusqu'en 1912. Dès le début du siècle, les conflits internes entre révolutionnaires et réformistes prennent le dessus. Le Congrès de Reggio Emilia en 1912 expulse les réformistes qui fondent le Parti Social-Démocrate. D'autres tendances émergent, plus originales celles-là, comme les thèses prônées par Labriola sur la "Nation prolétarienne" dans la mouvance de Georges Sorel. En 1913, le PSI a 40 000 adhérents et obtient 17,6% des voix et 10% des sièges.

De son côté, le syndicat affilié au PSI, la CGL, est fondé en 1906. Il compte 150 000 membres en 1911 et subit une scission importante avec la création de l'USI en 1914. Benito Mussolini, membre de la frange révolutionnaire du PSI, est expulsé du Parti en raison de ses prises de position en faveur de la participation de l'Italie à la guerre.

Les lendemains de guerre difficile et l'arrivée des fascistes

Au lendemain de la guerre, le PSI obtient 30% des voix en 1919. Le PSI est marqué par la présence en son sein de

marxistes révolutionnaires. Contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, le PSI accepte de rejoindre la III^{ème} internationale tout en refusant d'appliquer les décisions du Komintern. Une petite minorité cependant quitte le PSI pour fonder le PCI au Congrès de Livourne en 1921.

SOCIALISTI ITALIANI (SI EX PSI)

Piazza S.Lorenzo in Lucina, 26
I - 00186 ROMA
Tel : (39.6) 687.42.77.
Fax : (39.6) 683.07.659.

- ▲ Segretario Generale : Enrico Boselli
- ▲ Secrétaire international : Mario Dido
- ▲ Co - Secrétaire international : Luca Cefisi

Membres du bureau du PSE : Mario Dido - Luca Cefisi

Nombre d'eurodéputés : 2/87 (1,8% en 1994)

PARTITO SOCIALISTA DEMOCRATICO ITALIANO (PSDI)

Largo Luigi Antonelli, 10
I - 00145 ROMA
Tel : (39.6) 540.40.3618
Fax : (39.6) 47.43.406.

- ▲ Segretario Generale : Gianfranco Schietroma
- ▲ Secrétaire international : Carlo Flamment

Membres du bureau du PSE :
Carlo Flamment - Roberto Bonvicini

Nombre d'eurodéputés : 1/87 (0,7% en 1994)

Le conflit entre réformistes et révolutionnaires rythme la vie des scissions et fusions du PSI. Ainsi en 1922, les réformistes sont expulsés du PSI pour fonder le PSU sous l'égide de Giacomo Matteotti pour à nouveau se réunifier en 1930 sous la houlette de Pietro Nenni.

L'arrivée au pouvoir de Mussolini après la Marche sur Rome modifie considérablement le paysage politique de 1922 à 1924. L'assassinat en 1924 de Giacomo Matteotti ouvre une période très dure où les socialistes comme les communistes ont le choix entre le silence, l'exil ou l'emprisonnement. La permanence du fascisme dans les années 20 et 30 rapproche socialistes en exil et communistes à partir de 1934.

Les années 30 et le rapprochement PSI-PCI

Face à la montée du fascisme et du nazisme, l'URSS apparaît comme le rempart contre le fascisme. En août 1934, communistes et socialistes signent le pacte d'unité d'action antifasciste. Ce pacte est brisé en 1939, lors de la signature du Pacte Germano-Soviétique. En 1943, Pietro Nenni réunifie le mouvement socialiste en

formant le PSIUP ("Partito Socialista Italiano d'Unità Proletaria") et signe un nouveau pacte d'unité d'action antifasciste avec le PCI. Ce pacte est renouvelé en octobre 1945 et octobre 1946.

L'après-guerre et l'Union de la gauche italienne : le front populaire

Pietro Nenni n'a de cesse, au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'engager son parti à se rapprocher du PCI auréolé de son action dans la résistance à l'instar du PC français mais également de l'image de l'URSS.

En 1946, le PSIUP obtient 21% des voix devant de peu le PCI.

La "lune de miel" entre les deux partis de la gauche italienne demeure après le changement de contexte politique imposé par la guerre froide et la constitution du bloc soviétique. Seule exception en Europe, au moment où tous les partis socialistes prennent leur distance avec les PC. Cela ne se passe pas facilement pour autant et en janvier 1947 le XXVI^{ème} congrès débouche à nouveau sur une scission. Le PSIUP redevient le PSI et les réformistes fondent le PSLI qui deviendra ensuite le PSDI (Partito Social-Democratico Italiano) en 1952. Le refus de la rupture avec le PC entraîne également une expulsion du PSI du COMISCO, l'embryon de l'Internationale Socialiste, en 1948.

Le PSI perd un tiers de ses électeurs qui partent vers le PSLI aux élections de 1948. Le niveau électoral stagne dans les années 50 tandis que celui du PCI augmente. L'écart entre les deux partis passe de 2 points en 1946 à 8 points en 1958. En janvier 1948, le PSI approuve la stratégie de "Front Populaire" avec le PCI. Le Front Populaire bénéficie d'abord au PCI qui en profite pour se renforcer en termes électoral, militant et syndical. En 1953, Pietro Nenni engage son parti dans la voie de "l'alternative socialiste".

Sur le plan gouvernemental, la gauche italienne n'a pas opéré de nationalisations mais a mis en place un Institut pour la reconstruction industrielle avec

une participation de l'État dans la sidérurgie, l'électricité, les télécommunications, les banques et l'armement.

Les événements de l'Est brisent le front populaire : l'heure des révisions idéologiques

En 1956, sous l'effet de la répression soviétique en Hongrie et du XX^{ème} Congrès du PCUS, la politique unitaire est remise en cause. Pietro Nenni rompt l'alliance avec le PCI pour fonder le courant "autonomiste" avec pour tâche de relancer une troisième voie entre communisme et social-démocratie.

Comme dans d'autres pays, le tournant des années 50-60 sonne également l'heure des révisions idéologiques. La majorité "autonomiste" conquise par Nenni lors du XXXIII^{ème} Congrès de Gênes en 1957, condamne la dictature du prolétariat et se prononce pour la voie parlementaire. La révision tente de définir les voies d'un "réformisme révolutionnaire" ou d'un "réformisme démocratique-socialiste" et s'aventure même à définir les contours d'un "néo-capitalisme" dynamique et réducteur d'inégalités géographiques. Cette voie débouche sur un rapprochement, d'abord local, avec la Démocratie Chrétienne.

Le rapprochement avec la Démocratie chrétienne

En 1963, Aldo Moro, leader de la DC a le choix entre l'alliance avec les Libéraux conservateurs du PLI ou celle avec les socialistes. Ce sont 6 ministres socialistes qui font leur entrée au gouvernement dont le n°2 au poste de vice-président du Conseil est Pietro Nenni. Cette alliance gouvernementale dure 10 ans. Le bilan est très mitigé dans la mesure où la participation toujours minoritaire n'a pas permis d'infléchir suffisamment la politique menée par la DC. Les socialistes obtiennent cependant le vote du statut des travailleurs, la mise en place des régions et d'une politique de solidarité entre el-

les, le prolongement de la scolarité gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans, une réforme fiscale importante et la nationalisation de l'électricité. Durant cette période, tout retrait des socialistes de la coalition aurait eu pour conséquence leur remplacement par les néo-fascistes du MSI. Nous pouvons parler là de choix obligé. L'expérience de centre-gauche prend fin en novembre 1974, lors du référendum. Ces années de coalition sont marquées, une fois encore, par de nombreuses scissions et réunifications du mouvement socialiste. Les mécontents du "virage au centre" fondent le PSIUP en 1964. En revanche les anciens réformistes du PSDI reviennent au sein du PSI pour fonder le PSU de 1966 à 1969. En 1968, le PSU obtient 14,5% des voix contre 4,4 au PSIUP. L'unité est à nouveau remise en cause en 1969, toujours sur la question des rapports avec le PCI.

Le PSI s'engage dans l'ère Craxi

Après les élections de 1976 où l'écart entre le PSI et le PCI est très important (9,6% contre 34,3%), Bettino Craxi prend en main le PSI dont la survie est en question. Ce leader de culture marxiste veut transformer son parti pour moderniser son pays. Il veut redéfinir le programme du parti pour mieux se distinguer du PCI en pleine santé électorale avec Enrico Berlinguer à sa tête.

De 1974 à 1979, le PSI tente également d'approcher le PCI pour lui proposer la formule d'alternative de gauche qui permet de s'opposer efficacement au "Compromis historique PCI IDC" concrétisé par le gouvernement de l'abstention en 1976 (gouvernement monocouleur DC bénéficiant de l'abstention du PCI). Le compromis historique apparaît effectivement comme un facteur ultérieur de marginalisation pour le PSI.

Le Congrès de Turin en 1978 abandonne les références marxistes et tente de redéfinir une troisième voie entre le communisme et la social-démocratie "nordique" jugée insuffisamment

redistributive. Le rôle de l'Etat et des nationalisations sont réaffirmés. Cette mutation est sans effet électoral et le PSI ne décolle pas en 1979. "Le réformisme radical" de Turin va petit à petit laisser la place au "réformisme pragmatique" ouvrant la voie d'un retour au gouvernement. Pendant ce temps, le socialiste italien, Sandro Pertini est élu à la Présidence de la République en 1978.

Le retour au gouvernement avec la modernisation pour slogan et Bettino Craxi pour leader méditerranéen

Le PSI met l'accent sur la modernisation du pays à l'heure où le PCI se bloque dans son évolution. Le thème central du début des années 80 est celui de "gouvernabilité" et de "centralité". Il s'agit de justifier le nouveau virage, annoncé deux jours avant les élections anticipées de 1979. Il met à l'ordre du jour le projet de "grande réforme des institutions" prônant un changement net vers un régime présidentiel. La modernisation socialiste passe également par la politique économique et sociale où le rôle de l'Etat change subitement. La critique de "l'Etat assistanat" se fait jour. Les socialistes n'hésitent pas à parler de privatisations. Bettino Craxi apparaît comme l'homme providentiel qui va relever le socialisme italien et moderniser l'Italie. Les pouvoirs de la direction du parti sont de plus en plus concentrés dans les mains du Secrétaire national et à partir du Congrès de Vérone en 1984, le leader est confirmé par le congrès et par acclamation ! L'entrée des socialistes au gouvernement se fait en force, contrairement aux expériences de centre-gauche des années 60. Le gouvernement Cossiga de 1980 comporte 9 ministres socialistes. La position de Craxi sur les euromissiles permet d'améliorer les relations entre le PSI et ses alliés occidentaux, à commencer par les Etats-Unis. En 1983, Bettino Craxi arrive à la Présidence du Conseil avec le thème

de la centralité : le PSI est le nouveau parti pivot de toute majorité.

La suppression de l'échelle mobile des salaires a pour conséquence d'éloigner les syndicats du PSI, à l'instar de ce qui se passe en Espagne.

Pourtant en dépit d'une popularité personnelle très médiatique et des succès sur le plan économique, Bettino Craxi n'arrive pas à faire décoller son parti lors des élections de 1987 et 1992 aussi vite qu'il l'aurait souhaité. Le PSI progresse très lentement de 9,6% en 1976 à 14,7% en 1987. L'écart se resserre avec le PCI, puis le PDS, mais le dépassement ("sorpasso") n'est toujours pas en vue. A partir de 1987, le PSI participe à des gouvernements dirigés par la DC.

Le PSI emporté par la tourmente de l'implosion du système politique italien

L'éclatement de la crise italienne et l'absence d'initiatives du parti sur la question des affaires vont littéralement faire disparaître le PSI de la scène politique italienne à une vitesse incroyable. L'implosion a lieu en 1992-1994. En 1992, le socialiste Giuliano Amato prend la Présidence du Conseil. Bettino Craxi fuit la justice et quitte le secrétariat en février 1993 pour laisser la place à Giorgio Benvenuto. Le PSI s'écroule à 2,2% (après un changement de nom : le PSI devient SI et est dirigé par Enrico Boselli) lors des élections de 1994. La confusion est telle qu'un certain nombre d'élus du PSI créent une *Federazione Laborista* favorable à un rapprochement avec le PDS. Seule consolation, la Démocratie chrétienne sombre avec le PSI. La DC éclate en trois partis, les chrétiens de gauche derrière R. Bindi, ceux du centre derrière Segni et ceux de droite derrière Buttiglione. Le PSDI a lui aussi complètement disparu. De la première république, un seul parti survit électoralement : le PDS, ex PCI, auquel il faut ajouter le petit parti communiste maintenu de Rifondazione Comunista (PRC) et le MSI, parti

néo-fasciste transformé en Alliance Nationale. Aux élections du 21 avril 1996 qui voient, pour la première fois depuis 1947, l'arrivée de la gauche au pouvoir, ce qu'il reste des socialistes ne pèse plus que 0,9%. Après la victoire de la gauche aux élections de mars 1996, Massimo d'Alema, le leader du PDS entreprend des tentatives de rapprochement avec toutes les tendances éparpillées du socialisme italien. L'avenir dira si le socialisme italien est capable de renaître de ses cendres ■

LES CHIFFRES

▲ Les élections législatives

1919 :	32,3%	1972 :	9,6%
1921 :	24,7%	1976 :	9,6%
1946 ⁽¹⁾ :	20,7%	1979 :	9,8%
1948 ⁽²⁾ :	31,0%	1983 :	11,4%
1953 :	12,7%	1987 :	14,3%
1958 :	14,2%	1992 :	13,6%
1963 :	13,8%	1994 :	2,2%
1968 ⁽³⁾ :	14,5%	1996 :	0,9%

(1) PSIUP

(2) Front Populaire

(3) PSU (PSI+PSDI)

▲ Les effectifs du PSI et PSDI

	PSI - SI	PSDI
1945 :	700 000	
1947 :	822 000	
1949 :	430 258	
1953 :	780 000	
1957 :	477 000	
1960 :	489 337	119 167
1965 :	437 458	185 269
1967 (PSU) :	697 588	
1973 :	465 189	303 026
1975 :	539 339	308 211
1982 :	552 587	119 101
1987 :	614 815	216 138
1988 :	656 126	110 000
1994 : (SI) :	44 000	

▲ Les permanents au siège : 33 (1989)

PDS (ex PCI)

Nous nous limiterons ici à la transformation du PCI en deux partis : le PDS et le PRC.

Le ralliement à l'Europe comme vecteur d'évolution

En dépit du score historique obtenu par le PCI aux élections européennes de 1984, au lendemain de la mort d'Enrico Berlinguer, le PCI cherche à sortir de son isolement politique. Cet isolement lui permet d'ailleurs de sortir relativement indemne de la tourmente des années 92-94.

Le processus de transformation commence en 1984. Le PCI rompt alors avec le PCF français sur le terrain européen. Le vote du PCI en faveur du rapport d'Altiero Spinelli sur le projet de Traité de l'Union européenne amorce le tournant européen et social-démocrate. Après avoir tenté d'animer l'Euro-communisme à la fin des années 70, le PCI finit par se rallier à la relance de la construction européenne de 1984.

Les députés européens du PCI quittent le groupe des gauches pour rejoindre le groupe socialiste au Parlement Européen.

Achille Occhetto poursuit la démarche entreprise lors du ralliement au groupe socialiste du PCI au Parlement européen en déposant une demande d'adhésion du PDS à l'Internationale socialiste, ainsi

qu'à l'Union des Partis socialistes de la Communauté Européenne en 1990. Il faut attendre 1992 pour que le Conseil de l'Internationale Socialiste approuve à l'unanimité cette demande d'adhésion.

La mutation social-démocrate et la scission communiste

Cette maturation se cristallise en 1989. Le 12 novembre, le secrétaire du PCI, Achille Occhetto se déclare décidé "à sortir des vieux chemins et à en inventer de nouveaux pour unifier les forces de progrès". Il propose de mettre fin à l'expérience historique du PCI et de fonder un nouveau parti sur le modèle de la social-démocratie.

Le XIX^{ème} congrès de Bologne chargé de la préparation du

tourant est particulièrement enflammé. La motion 1 d'Achille Occhetto obtient 65,8%, la motion 2 de Pietro Ingrao en obtient 30,8% et les orthodoxes de la motion 3 autour d'Armando Cossutta (ancien opposant à Enrico Berlinguer) 3,4%.

70 ans après le congrès de la fondation à Livourne, le PCI tint son XX^{ème} et dernier Congrès du 31 janvier au 3 février 1991 à Rimini. Achille Occhetto s'appuie également sur les événements de l'Est pour prôner un changement radical de nom et surtout d'organisation du Parti. Il touche ainsi au cœur de l'identité du parti/organisation.

Sa motion sort légèrement renforcée avec 67,4% et les opposants regroupés dans la motion "Refondation communiste" obtiennent 27%.

Le 3 février, la naissance du Partito Democratico della Sinistra (PDS) - parti démocratique de la gauche - est approuvée par 807 voix pour, 75 contre et 49 abstentions. Le congrès se termine cependant dans la confusion avec l'élection ratée du Secrétaire, Achille Occhetto, qui n'obtint pas le corum nécessaire au premier tour.

Les opposants partent derrière Cossutta fonder le Parti pour la Refondation Communiste (PRC).

PARTITO DEMOCRATICO DELLA SINISTRA (PDS - ex-PCI)

Via delle Botteghe Oscure, 4
I - 00186 ROMA
Tel : (39-6) 67.1111.

- ▲ Segretario Nazionale : Massimo D'Alema
- ▲ Segretario internazionale : Umberto Ranieri

Membres du bureau du PSE :
Umberto Ranieri - Achille Occhetto

Nombre d'eurodéputés : 16/87 (19,1% en 1994)

Le nouveau parti a d'emblée séduit une frange nouvelle de jeunes et d'intellectuels. Il fonde son programme sur la lutte contre la détérioration du service public italien et prône le rétablissement de "l'Etat de droit" sur l'ensemble du territoire. Il propose également une réforme constitutionnelle de grande ampleur.

Les débuts difficiles d'Achille Occhetto

A la fin de 1991, le PDS compte 989 708 adhérents dont 52 280 nouveaux et le PRC 112 000. Le recul global par rapport à l'ancien PCI est de 330 000. En 1992-1993, les adhésions vont se stabiliser autour de 700 000 personnes. La chute des

adhésions oblige le PDS a une cure d'amaigrissement de son appareil politique et administratif. Les salariés du PDS passent de 1800 en 1991 à 670 en 1994. Aux premières élections législatives de 1992, le PDS obtient un score modeste de 16,1% contre 13,6% au PSI et 5,6% au PRC. Aux élections législatives du 28 mars 1994, le PDS gagne 4 points atteignant 20,4%, profitant, sans doute, de la quasi disparition du PSI. Les excellents résultats aux élections municipales précédant ce scrutin pouvaient faire espérer un score meilleur et la stratégie de proximité avec le PRC ("l'unité des gauches") menée par Achille Occhetto s'est avéré décevante. L'heure est alors au succès médiatique de Berlusconi et Forza Italia. L'heure est surtout à la disparition de la Démocratie Chrétienne et du PSI.

Le PDS obtient un score décevant aux élections européennes de juin 1994, et comme en France, son Secrétaire général démissionne pour laisser la place au numéro deux, Massimo d'Aléma.

La barre au centre et la stratégie de l'Olivier de Massimo d'Aléma

Le succès des grandes coalitions autour du PDS dans les élections locales lui donne des idées. Ce dernier s'oriente vers une stratégie d'alliance vers le centre, en particulier vers le Parti populaire italien, rescapé du centre gauche de la démocratie chrétienne. Il veut créer une alternative de centre gauche pour les prochaines élections. Cette stratégie débouche sur la constitution d'un cartel électoral "l'Olivier" en 1995. La première grande surprise intervient lors du Congrès du PDS auquel sont invités les leaders de la droite italienne, Berlusconi, Bossi et même Fini de l'Alliance nationale (ex MSI).

Conscient de l'effet repoussoir qui

existe encore pour les anciens dirigeants du PCI, Massimo D'Aléma confie au Président du Conseil Sortant, Lamberto Dini, ainsi qu'au "technicien" chrétien Romano Prodi, le soin de conduire ce nouveau cartel à la bataille des élections législatives du 21 avril 1996.

21 avril 1996 : la première victoire de la gauche héritière du PCI depuis 1947

Le choix est le bon puisque pour la première fois depuis 1947, la coalition de gauche remporte une majorité absolue au Parlement comme au Sénat. La participation du PPI (Parti Populaire italien, l'aile gauche de l'ex Démocratie Chrétienne) et l'absence des héritiers du PSI donne une coloration très "Compromis historique" à cette victoire inattendue. Le PDS est le premier parti avec 21,5% des voix devant Forza Italia de Silvio Berlusconi et le PRC de Fausto Bertinotti remporte un succès d'estime avec 8,6%. L'ensemble se rapproche donc des scores historiques du PCI. Le PRC semble prêt à jouer un rôle plus constructif vis-à-vis de cette coalition sans vouloir participer au gouvernement.

Les défis majeurs auxquels va être confronté Romano Prodi vont sans doute exacerber les contradictions d'une coalition qui ne peut se passer de l'appui du PRC à la chambre des députés. Romano Prodi souhaite ainsi réintégrer le SME et même créer un "impôt européen" quand le PRC combat toute application du Traité de Maastricht. Romano Prodi a également fait part de son intention d'aider davantage le sud de l'Italie tout en prônant une réforme allant dans le sens du fédéralisme afin de contenir les visées sécessionnistes d'Umberto Bossi ■

LES CHIFFRES

▲ Les élections législatives

1992 : 16,4%
1994 : 20,4%
1996 : 21,1%

▲ Permanents au siège : 670

▲ Les dernières élections législatives (21/4/1996)

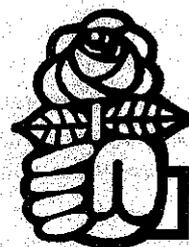
	%	Sièges
		630
POLE DE LA LIBERTÉ		246
Forza Italia	20,6%	27
Alliance Nazionale	15,7%	28
OCD-CDU (Droite DC)	5,8%	12
Radicaux	1,9%	0
Sièges au scrutin Majoritaire		169
LIGUE DU NORD	10,1%	59
PÔLE DE L'OLIVIER		319
PDS	21,1%	26
PPI (Gauche de l'ex DC)	6,8%	4
Verts	2,5%	0
Rinnovamento Italiano	4,3%	8
Rifondazione Comunista	8,6%	20
Sièges au scrutin majoritaire		261
AUTRES	2,1%	

▲ Les effectifs du PDS

1993 : 690 414

LUXEMBOURG

Parti Socialiste Ouvrier Luxembourgeois (POSL)



HISTOIRE

Les fondations : le modèle social-démocrate allemand

Les premiers hommes politiques se réclamant de l'idéal socialiste sont élus à la chambre des députés en 1886. Il faut attendre 1902 pour que naisse le Parti Social-Démocrate sur les bases de la social-démocratie allemande. Parti de notables avec pour chef de file le Docteur Michel Welter, le PSD est avant la première guerre mondiale un parti d'ouvriers et de petits artisans salariés qui luttent pour le suffrage universel et une législation sociale.

De 1902 à 1914, le paysage politique Luxembourgeois émerge avec la création des trois grands partis. En sus du PSD, naissent Le parti de droite ("Rechts Partei" qui deviendra le Parti chrétien-social au lendemain de la seconde guerre mondiale) qui rassemble la bourgeoisie catholique et rurale et le parti des libéraux qui séduit la bourgeoisie urbaine et plus anticléricale.

La conquête du suffrage universel et la scission communiste

Le PSD se réorganise en 1916-1917 sous l'impulsion de l'avocat Jos Thorn et devient le Parti Socialiste. Le virage à gauche se traduit alors par l'abandon de l'alliance avec les Libéraux. La conquête du suffrage universel en 1919 va être un formidable levier de 1918 à 1921. Les socialistes sont très présents dans les entreprises, dans les manifestations pour la République mais surtout dans la grande grève de mars 1921.

En fait, le vote des femmes plutôt conservateur, et la scission aboutissant à la création du Parti communiste en 1921 lors du Congrès de Duffeldange, vont enrayer la progression socialiste.

Le modèle belge

En 1924, le modèle allemand s'éloigne et les responsables politiques et syndicaux créent le Parti ouvrier Luxembourgeois sur le modèle du Parti Ouvrier Belge. Le POL se lie alors directement au syndicat libre des cheminots et le grand syndicat de la sidérurgie, ainsi qu'avec les coopératives.

En 1925 il soutient du bout des lèvres le gouvernement Prum sans y entrer, à l'instar de l'expérience française du Cartel des gauches. En dehors de cette expérience, le POL mène une opposition résolue aux gouvernements du parti de la droite et des libéraux jusqu'en 1937. Il en profite également pour se structurer. Les années 30

voient le POL s'ériger en rempart contre les menées nazies au Luxembourg. Le groupe parlementaire socialiste est créé en 1933.

L'entrée au gouvernement

Le POL connaît sa première heure de gloire en 1937. D'une part, il réussit, avec les autres forces de gauche, à faire repousser, lors d'un référendum, la Loi sur l'ordre. D'autre part sa progression électorale l'amène pour la première fois à entrer au gouvernement et ce jusqu'en 1947. Pendant la guerre, tous les partis politiques sont interdits et dissous par l'occupant nazi. Beaucoup de socialistes partent en exil. Au lendemain de la guerre, en 1946, le POL devient le Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois, autour du jeune

PARTI OUVRIER SOCIALISTE LUXEMBOURGEOIS (POSL) LETZEBURGER SOCIALISTESCH ARBECHTERPARTEI

16, rue de Crécy
L - 1634 LUXEMBOURG
Tel : (352) 45.59.91/45.65.73.
Fax : (352) 45.65.75.

- ▲ Président : Ben Fayot
- ▲ Secrétaire Général : Raymond Becker
- ▲ Secrétaire International : Raymond Becker

Membres du bureau du PSE:
Ben Fayot - Raymond Becker

Nombre d'eurodéputés : 2/6 (24,6% en 1994)

président Michel Rasquin. De novembre 1945 à juillet 1948, le gouvernement d'union nationale, sous la direction du Social-Chrétien P. Dupong, comprend également des communistes.

La règle de l'alternance et l'alliance Socialistes/Chrétiens-Sociaux

Le POSL fait un bref retour dans l'opposition de 1947 à 1951. En 1951, il sort vainqueur des élections avec 35% des voix et se maintient au gouvernement toujours dirigé par les sociaux-chrétiens jusqu'en 1959. En 1964, le POSL obtient le meilleur score de son histoire avec 38% des voix. Il est le premier parti en voix mais est distancé d'un siège par le PSC. Le POSL participe à nouveau au gouvernement jusqu'en 1968. Pendant ce temps là, les débats internes sont particulièrement tendus sur la question des rapports avec les syndicats. Cette question va même déboucher sur une scission en 1970 : 15% des membres du POSL quittent le parti et forment un Parti Social-Démocrate, proche des libéraux et anticommuniste virulent. Ces derniers obtiennent pendant quelques années une moyenne de 10% des voix surtout au détriment du POSL. Il décline rapidement à partir de 1979 et est dissout en 1983.

1974-1979

La nouvelle alliance : socialistes/libéraux

En 1974, les socialistes gagnent les élections et s'allient avec les Libéraux devenus les démocrates sous la houlette de Gaston Thorn. Jusqu'en 1979, cette coalition évince pour la première fois de l'histoire du Grand Duché, les chrétiens-sociaux du gouvernement. De nombreuses réformes politiques et sociales sont réalisées mais la contestation syndicale grandit. En 1979, elle débouche sur la création de l'OGB-L beaucoup plus indépendante du POSL. Ce mécontentement est sans doute à l'origine de la sévère défaite

des socialistes aux élections du 10 juin 1979 remportées par le PCS dirigé par Paul Werner.

Opposition, révisions, dissensions

Comme dans beaucoup de pays, cette période d'opposition est propice aux révisions idéologiques internes. En 1981, suite à de houleux débats, le POSL publie sa déclaration de principe "Liberté et solidarité". Le POSL se définit comme parti de gauche ouvert au progrès.

1984-1996 :

les socialistes au pouvoir, le chantier européen

En 1984, les socialistes remportent les élections avec 33,75% des voix et participent au gouvernement de coalition avec les chrétiens-sociaux. La coalition est reconduite en 1989 et 1994. Aux dernières élections, le POSL obtient 25,4% des voix et 17 sièges sur 60.

Le POSL marque son empreinte en matière de politique européenne et de citoyenneté. En effet, il faut remarquer que les ministres socialistes (dont Ben Fayot) sont particulièrement actifs dans la rédaction du Traité de Maastricht lors de la conférence intergouvernementale de 1991-1992. Le même Ben Fayot est également un des principaux artisans de la fondation du Parti des Socialistes Européens en novembre 1992.

La citoyenneté est au cœur de la politique luxembourgeoise dans un pays qui compte plus de 30% d'immigrés dont une très grande majorité de ressortissants européens. Le POSL œuvre donc pour mettre en place toutes les formules de participation des citoyens européens aux élections locales. Le POSL crée une carte parallèle du parti valable pour les ressortissants non luxembourgeois afin de réaliser la citoyenneté européenne au niveau des partis.

De 1984 à aujourd'hui, le POSL réussit à faire passer un certain nombre de réformes importantes comme la réforme de l'assurance-pension et l'assurance maladie ou encore la réforme des médias. Dans la présente législature, le POSL a pour objectif de moderniser l'enseignement et la formation professionnelle, de poursuivre l'intégration des résidents étrangers, de laïciser davantage l'Etat luxembourgeois ou encore d'introduire les écotaxes.

Enfin, le POSL est très puissant au niveau municipal et depuis 1987, il est le premier parti dans les communes à suffrage à la proportionnelle ■

LES CHIFFRES

▲ Les élections législatives

1945 : 26,0%	1968 : 32,3
1948 : 35,8%	1974 : 29,0%
1951 : 41,4%	1979 : 24,3%
1954 : 35,1%	1984 : 33,6%
1959 : 34,9%	1989 : 25,5%
1964 : 37,7%	1994 : 30,4%

▲ Les dernières élections législatives (12/6/1994)

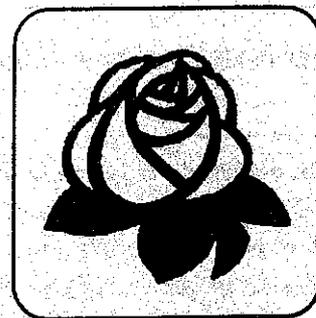
	%	Sièges 60
Communistes	1,7%	0
POSL	25,4%	17
Ecologistes	9,9%	5
Chrétiens-Soc	30,3%	21
Libéraux	19,3%	12
ADJ	9%	
Autres	4,4%	

▲ **Nombre d'adhérents : 5500**

NORVEGE

Det Norske Arbeider Parti (DNA)

HISTOIRE



Naissance d'une social-démocratie attirée par les sirènes révolutionnaires

Le DNA est fondé en 1887, succédant à l'Association Social-démocrate née deux ans auparavant. Aux élections de 1903, il obtient 10% des voix, passe à 22% en 1905, à l'heure de la rupture souhaitée par les travaillistes de l'Union suédo-norvégienne.

Les syndicats se réunissent au sein d'une même centrale, LO, en 1899.

L'objectif de conquête du suffrage universel est atteint en 1913 et permet au DNA de devenir le premier parti norvégien avec 31% des voix en 1913. Cependant, le mode de scrutin semi proportionnel ne lui permet pas d'obtenir une représentation à sa juste valeur. Ce mode de scrutin inégalitaire engendre les déceptions profondes du mouvement ouvrier norvégien et explique en partie ses

réticences vis-à-vis d'une action parlementaire, d'une part et son attirance pour les idées révolutionnaires ou l'action directe d'autre part. En 1921, ce mode est réformé et l'élection des députés au Storting (Parlement) se fait au scrutin de liste. En 1927, le DNA devient le premier groupe parlementaire avec 59 sièges. Mais la coalition des partis "bourgeois" reste majoritaire et forme les gouvernements tout au long des années 20.

Au lendemain de la première guerre mondiale, à l'instar du parti finlandais, le DNA est attiré par les sirènes révolutionnaires. Au Congrès de 1918, la majorité du parti entraîne le DNA à devenir membre du Komintern, représentant ainsi l'un des trois plus grands partis d'Europe occidentale. Des dissensions s'ensuivent et en 1923, à l'heure où le DNA se retire du Komintern, l'aile fidèle au Komin-

tern quitte le parti, pour former le Parti communiste (NKP). L'aile droite du DNA est partie fonder le Parti social-démocrate en 1921. Pendant les années 20, le DNA conserve cependant une rhétorique révolutionnaire. Jusqu'en 1927, date de la réunification entre le PSD et le DNA, la gauche norvégienne s'appuie sur trois grands partis divisés.

La très courte expérience gouvernementale de 1928 engendre des déceptions qui vont susciter une radicalisation du discours.

La conversion au parlementarisme et la coalition rouge-verte : le chemin de la victoire

Cette rhétorique est abandonnée lors du Congrès de 1933, au cours duquel le DNA se convertit officiellement à la démocratie parlementaire. L'alliance avec le parti agrarien en 1935 est justifiée à travers l'expression : "Villes et campagnes, main dans la main", le

pendant norvégien du "Folkhem" suédois.

En 1935, Johan Nygaardsvold peut ainsi gouverner et remporter haut la main les élections l'année suivante avec 42,6% des voix. Ce dernier reste même à la tête du gouvernement dans la clandestinité à Londres pendant la deuxième guerre mondiale où l'Allemagne occupe la Norvège en dépit du principe affiché dès le départ de neutralité.

Dès ces premières années, la marque social-démocrate s'inscrit dans la vie norvégienne. Ainsi, la coalition rouge-verte met en place un Office national agricole qui possède le monopole de l'importation et des exportations des produits céréaliers. En 1936, la pension vieillesse est introduite avec condition de ressources. En 1939 naît l'allocation de chômage obligatoire. Les allocations familiales et pensions de guerre sont créées pendant la guerre en 1941 et 1946.

DET NORSKE ARBEIDER PARTI (DNA)

Youngstorget 2 A

PO Box 8743

N - 0028 OSLO

▲ **Leader (Chef du gouvernement) :**
Thorbjorn Jagland

▲ **Secrétaire générale (General Secretary) :**
Dag Terje Andersen

▲ **Secrétaire international (International Secretary) :**
Torje Westby

Membres du bureau du PSE :

Sn. Bierke- Torje Westby

Les lendemains travaillistes qui chantent

Au lendemain de la guerre, le parti travailliste remporte les élections dès 1945 et progresse encore jusqu'à atteindre son apogée en 1957 avec 48,1% des suffrages. Le résistant Einar Gerhardsen incarne à lui seul ces années de gloire pour les travaillistes norvégiens. Celui qui est salué comme le plus grand homme politique norvégien forme un gouvernement d'Union nationale en 1945, à la demande du roi, comprenant deux ministres communistes. A partir de 1949, le DNA gouverne seul et l'objectif fixé par son leader en 1948, suite aux événements en Europe de l'Est, de réduire l'influence des communistes est atteint rapidement puisque dès 1949, le NKP ne dispose plus d'aucun siège au Storting. Einar Gerhardsen gouverne de 1945 à 1951, se retire 4 ans pour raisons de santé et gouverne à nouveau de 1955 à 1965.

Pendant ces années, le gouvernement procède à des nationalisations, à l'instar du modèle travailliste anglais mais avec une méthode plus souple. Des institutions nouvelles de planification économique sont mises en place, notamment dans les secteurs stratégiques de l'aluminium ou des fonderies. Comme chez ses voisins, le gouvernement travailliste met en place les structures de l'Etat providence basées sur la sécurité sociale et l'extension du secteur public, le tout financé par un impôt progressif sur le revenu et les sociétés. En 1957, par exemple, le gouvernement généralise l'assurance maladie destinée aux seules personnes pauvres depuis 1911.

En 1959, la justification de ressources pour l'obtention de la pension vieillesse est abolie et en 1960, les caisses d'accidents du travail sont remplacées par l'assurance générale sur les accidents du travail.

Sur le plan éducatif, les travaillistes

instituent la scolarité gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans et mettent en place tout le système, encore en vigueur, d'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

En matière de politique salariale, les travaillistes mettent en place un contrôle par système d'arbitrage obligatoire et de négociation permanente sous l'égide d'un Bureau Public des prix et des salaires. Les investissements ainsi que la répartition dans le domaine du logement font également l'objet d'un contrôle public.

Il ne faut pas oublier que la social-démocratie norvégienne est également à la source de réalisations les plus avancées dans le domaine de la réadaptation et de la réinsertion des handicapés dans la vie active.

Enfin à partir de 1963, la création de fonds salariaux permet de contrôler l'investissement et assure une plus grande démocratie dans l'entreprise.

Les années 60 et le déclin relatif du travaillisme norvégien

La contestation du flan gauche du DNA, essentiellement sur les questions de politique étrangère, affaiblit le parti qui perd la majorité au Storting en 1965 pour laisser la place à une coalition "bourgeoise" reconduite de peu en 1969.

1972 - 1995 : l'enjeu européen

La direction travailliste norvégienne se bat depuis les débuts de la construction européenne pour intégrer le marché commun, puis le marché unique européen. L'adhésion à l'OTAN pose un peu moins de problème, mais dans les deux cas, le parti norvégien fait face à une opposition interne très forte, en particulier au sein du syndicat affilié, LO. En 1972, les partisans de l'adhésion au marché commun échouent de peu mais les blessures sont vives. Le DNA perd une partie de ses électeurs lors des élections suivantes. Pourtant,

les travaillistes réussissent à former un gouvernement minoritaire en 1973 en s'appuyant sur les socialistes de gauche pour les questions intérieures ou les partis de droite sur la politique étrangère.

Quand la question est à nouveau posée en 1994, les difficultés sont de même nature. La Norvège se sent suffisamment indépendante économiquement (pétrole et gaz de la mer du nord) pour aborder la question de l'adhésion avec une plus grande liberté. La crainte de la politique européenne de la pêche joue un effet repoussoir. Si le gouvernement de Madame Gro Harlem Brundtland et une majorité du parti travailliste prônent le vote positif lors du référendum, la confédération syndicale LO, affiliée au DNA, s'engage pour le non, contrairement à ce qui se passe en Suède.

L'alternance régulière des années 80

Les conservateurs et les travaillistes alternent avec une fréquence étonnante dans la formation des gouvernements au cours des années 80.

De juin à octobre 1981, Madame Gro Harlem Brundtland (DNA) dirige le gouvernement.

Le conservateur Kaare Willoch lui succède d'octobre 1981 à mai 1986. Gro Harlem Brundtland revient de mai 1986 à octobre 1989. Une parenthèse de quelques mois avec le gouvernement conservateur de Jan Peter Sysse en 1990 et à nouveau Gro Harlem Brundtland qui sort renforcée des élections de 1993 où le DNA obtient 37% des voix et 67 sièges sur 165.

Il faut souligner ici le rôle joué par Gro Harlem Brundtland au niveau international dans le domaine de l'environnement notamment. Elle réussit à imposer la notion de "développement durable" lors du sommet mondial de Rio consacré à l'environnement et au développement en juin 1992.

Il faut remarquer qu'au cours des années 80, les défaites travaillistes sont plus souvent le fait d'opposition interne sur des questions de politiques étrangères, comme la question de l'installation des armes nucléaires tactiques en Europe, que la remise en cause de l'Etat-providence et de la société de bien-être comme cela a pu être le cas chez ses voisins scandinaves. Cela n'empêche pas les gouvernements de coalition "bourgeoise" de s'attaquer à certains pans de l'Etat social norvégien.

1987 - 1996 :
l'ère Gro Harlem Brundtland :
rigueur économique,
réduction du temps de travail et
échec au référendum européen

A partir de 1987, le gouvernement de Gro Harlem Brundtland conduit une politique originale :

- lutte contre les tensions inflationnistes par une dévaluation de la couronne ;
- politique de restrictions de la consommation privée en rendant l'emprunt plus difficile ;
- baisse de la durée légale du temps de travail de 40 à 37h et demi ;
- programme de subventions à l'industrie et à l'agriculture, engagement de nouvelles dépenses sociales, en particulier au niveau local, pour réduire le chômage ;
- maîtrise des déficits extérieurs.

Les résultats sont positifs : les déficits sont contenus, la compétitivité exté-

rieure retrouvée, l'inflation et le chômage stabilisés.

Cette santé économique florissante, basée d'abord sur la manne pétrolière, permet aux norvégiens d'aborder le refus d'adhésion à l'Union européenne avec une certaine fierté et à Gro Harlem Brundtland de partir la tête haute malgré le désaveu référendaire.

Après avoir laissé la direction du parti à Thorbjorn Jagland en 1992, Gro Harlem Brundtland annonce son souhait de lui transmettre le flambeau de la direction du pays à la veille du Congrès du DNA qui se tient le 11 novembre 1996, prétextant le désir de se retirer dans sa vie privée, comme l'a fait, quelques mois auparavant, son homologue suédois Ingvar Carlsson. Cette manière de prendre sa retraite politique et de transmettre le pouvoir est typiquement social-démocrate : le bien-être avant tout !

Le programme de Thorbjorn Jagland, présenté le 29 octobre 1996, développe cinq ambitions :

- le développement écologique durable ;
- la redistribution en faveur des exclus ;
- le soutien actif au troisième âge ;
- le renforcement de l'éducation et de la formation de la jeunesse ;
- la lutte contre la violence et l'alcoolisme ainsi que la criminalité juvénile.

La moyenne d'âge de son gouvernement est de 44 ans. Il doit préparer activement les prochaines élections législatives qui auront lieu en septembre 1997 ■

LES LEADERS

Einar Gerhardsen	1945-1965
Trygve Bratteli	1965-1975
Riulfe Steen	1975-1981
Gro Harlem Brundtland	1981-1992
Thorbjorn Jagland	1992-

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au DNA

Direction nationale : 48% (1990)
 Groupe parlementaire : 51% (1990)
 Gouvernement : 40% (1996)

▲ Les élections législatives

1913 : 26,3%	1957 : 48,3%
1921 : 21,3%	1961 : 46,8%
1924 : 18,4%	1965 : 43,1%
1927 : 36,8%	1969 : 46,5%
1930 : 31,4%	1973 : 35,3%
1933 : 40,1%	1977 : 42,3%
1936 : 42,6%	1981 : 37,2%
1945 : 41%	1985 : 40,8%
1949 : 45,7%	1989 : 34,3%
1953 : 46,7%	1993 : 36,9%

▲ Les dernières élections législatives (Septembre 1993)

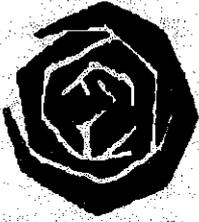
	%	Sièges 165
Socialistes de gauche	7,9%	13
DNA (Travaillistes)	36,9%	67
Centristes-agriculteurs	17,1%	32
Conservateurs	16,8%	28
Chret-Populaires	7,9%	13
Parti. Progrès (Populistes)	6,3%	10

▲ Les effectifs du DNA

1945 : 191 045	1982 : 165 479
1949 : 204 055	1985 : 174 143
1955 : 174 080	1987 : 153 447
1965 : 150 262	1990 : 128 106
1971 : 158 295	1991 : 130 092
1975 : 137 954	1993 : 103 475
1979 : 158 724	1994 : 97 922

▲ Nombre de permanents

11 (1989)



PAYS BAS

Partij van de Arbeid (PvdA)

HISTOIRE

Naissance d'un Parti social-démocrate isolé dans une société "pillarisée"

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate (Sociaal Democratische Arbeider Partij - SDAP) est né en 1894. Son leader, Pieter Jelle Troelstra se heurte d'emblée à une aile gauche virulente derrière Pannekoek, Görter et Roland-Holst. Cette aile gauche est à la base du PC hollandais qui naît en 1913. Le parti social-démocrate se caractérise pendant longtemps par un profond isolement sur la scène politique hollandaise. Le parti n'atteint pas les scores électoraux de la social-démocratie allemande ou scandinave en raison du phénomène de "pillarisation" ou de "cloisonnement" propre à la société néerlandaise ("Zuilen-systeem"). Le système politique est organisé en sous cultures verticales: catholiques, calvinistes, socialistes, libérales. Or, une partie non négligeable de la classe ouvrière est intégrée de fait au système vertical religieux. Par ailleurs, il existe également une tradition libertaire, incarnée par Fernand Domela Nieuwenhuis, qui crée la Ligue socialiste en 1879. Elle contrarie l'essor de la social-démocratie. En 1913, le SDAP obtient 18,5% des voix et se bat aux côtés des libéraux pour obtenir le Suffrage universel direct. Troelstra refuse de siéger au gouvernement et est tenté momentanément par la poussée révolutionnaire européenne du lendemain de la guerre. La période de l'entre-deux guerres est une période de grande stabilité politique pour les pays-bas. Communistes (CPN) comme sociaux-démocrates sont cantonnés dans leur sphère électorale ne leur permettant pas d'influer sur le cours des choses à travers une participation gouvernementale qui se généralise dans les pays voisins.

1946 : La transformation en parti du travail (PVDA) et l'entrée au gouvernement

Le SDAP fusionne avec le parti radical libéral et des petits partis progressistes pour fonder le Parti du Travail (PvdA) en 1946. Wilhem Schermerhorn et le leader Wilhem Drees, issus de la résistance, s'inspirent d'une doctrine socialiste personaliste. Cette année là, il obtient 28,6% des voix. A partir de 1948, le PvdA sort de l'isolement en prenant la tête du gouvernement de coalition avec les catholiques et les protestants. Cette première expérience, sous la direction de Wilhem Drees, dure jusqu'en 1958. Pendant toute cette période le PvdA tourne autour de 29%. Le PvdA se retrouve d'emblée sans concurrents à gauche, la guerre froide ayant éliminé la présence du PC. Le Parti du travail met en place le système d'Etat providence à travers les allocations familiales notamment ou la Loi Générale d'Assurance vieillesse (AOW) en 1957. Il instaure également une planification dirigée par le Bureau Central de Planification et applique une politique volontariste pour le logement. Un conflit sur l'adhésion à l'OTAN débouche sur la création d'un petit Parti Socialiste Pacifiste en 1957 mais sans influence réelle.

PARTIJ VAN DE ARBEID (PvdA)
Postbus 1310 - Nicolaas Witsenkade 30
NL - 1017 ZT AMSTERDAM

Tel (31.20) 551.21.55.
Fax : (31.20) 551.23.30.

▲ **Leader : Wim Kok (Chef du gouvernement)**
▲ **Président (Chair) : Felix Rottenberg**
▲ **Vice-Président / Secrétaire international**
(Vice-Chair/International Affairs) : Jan Marinus Wiersma

Membres du bureau du PSE :
Felix Rottenberg - Jan Marinus Wiersma

Nombre d'eurodéputés : 8/31 (22,9% en 1994)

1958 - 1973 : la longue période d'opposition et de scissions

En 1958, les travaillistes perdent le pouvoir jusqu'en 1973. L'expérience gouvernementale laisse des traces et les déceptions engendrées débouchent sur une remise en cause interne en 1966. Un groupe d'intellectuels "Nouvelle Gauche" réclame une stratégie plus radicale. Ce groupe obtient des positions dans le Parti. Le parti s'ouvre ainsi à de nouvelles demandes, à de nouvelles valeurs, à de nouveaux combats : protection de l'environnement, lutte contre le nucléaire, mouvements des femmes... A Amsterdam, les étudiants contestataires des "Provos" sont très présents dans les universités. La montée de la nouvelle gauche au sein même du PvdA est

très importante. Elle occupe un tiers des postes au Conseil national en 1969. Ce virage à gauche libère un espace au centre gauche. Espace dans lequel s'engouffre la nouvelle et éphémère formation "les Socialistes Démocrates 70". De même, un parti libéral de gauche est fondé en 1966, "Démocrates 66" (D66) et obtient 4,7% en 1967. Le Partiradical (PPR) s'inscrit également dans cet espace politique. Ces partis croissent au détriment du PvdA qui réussit cependant à limiter les pertes en attirant d'anciens électeurs des partis chrétiens (CDA). Le PvdA tente de s'allier avec ces deux nouveaux partis pour former une alliance "anti-confessionnelle" en 1971 et 1972. Les travaillistes ne réalisent qu'une partie de leur objectif puisque cette coalition débouche sur une alliance élargie à deux partis chrétiens.

1973 - 1977 : l'heure de gloire du PvdA

De 1973 à 1977, le leader travailliste Joop den Uyl est à la tête du gouvernement le plus à gauche de l'histoire hollandaise. L'œuvre principale de ce gouvernement réside dans le développement de l'Etat providence étendue au domaine socio-culturel. La popularité du leader permet au PvdA d'obtenir en 1977 son meilleur score avec 31,5%, éliminant en même temps les petits partis de la coalition. Il faut attendre 1989 pour voir ces partis renaître en fusionnant sous l'étiquette "Gauche Verte".

1977-1989 : le retour dans l'opposition et la succession interne

En dépit de ce résultat prometteur, ce sont les démocrates chrétiens du CDA qui prennent la tête d'un gouvernement de centre droit avec les libéraux. Celui-ci remet en cause les acquis, notamment en terme d'Etat providence, du gouvernement socialiste. En 1986, Wim Kok, le dirigeant du plus grand syndicat hollandais (FNV) et ancien Président de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), succède à Joop den Uyl à la tête

du PvdA. Le parti obtient à nouveau plus de 30% des voix tout en restant en dehors de la coalition gouvernementale. En 1989, les travaillistes remplacent les libéraux et accèdent à nouveau aux responsabilités aux côtés des démocrates-chrétiens. Leur positionnement est difficile. Ils réussissent à reconstituer en parti l'Etat providence mais acceptent la réduction de certaines aides sociales.

1994 : La coalition violette et les succès de Wim Kok

En 1994, le PvdA perd un quart de son électorat, essentiellement au profit de D66. La chute est encore plus sévère pour le CDA, à tel point qu'en dépit d'un score parmi les plus faibles de son histoire (24%), le PvdA prend la tête du gouvernement avec Wim Kok autour d'une coalition regroupant les libéraux et le centre gauche de D66. Le CDA en est exclu et pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, aucun parti confessionnel ne participe au gouvernement. Cette union, baptisée "coalition violette" qui avait échoué en 1971, réussit cette fois-ci et obtient même des résultats politiques intéressants. Wim KOK lance un grand débat sur la place de l'Etat-providence. Après avoir diminué ou supprimé certaines prestations (comme la suppression du revenu social pour les jeunes de moins de 21 ans), il mène un effort de redistribution basée sur une nouvelle répartition des prélèvements collectifs, qui permet de sauvegarder l'essentiel de l'Etat-providence. Par ailleurs, il réussit à maintenir une politique de rigueur salariale, de limitation de l'inflation et de réduction du déficit budgétaire. La contrepartie négociée avec les syndicats à cette rigueur est une réduction du temps de travail à 38 puis 36 heures avec flexibilité accrue et un recours important au temps partiel (33h de moyenne hebdomadaire). Les résultats en termes de niveau de chômage (7% de la population active en 1996 et très faible pour les jeunes), permettent au gouvernement de Wim Kok d'afficher une popularité inégalée mais profitant électoralement aux libéraux du VVD ■

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au PVDA

Direction nationale du PVDA: 40%
Groupe parlementaire du PVDA : 29%
(1989)

▲ Les élections législatives

1918 : 22,0%	1959 : 30,4%
1921 : 19,4%	1963 : 28,0%
1925 : 22,9%	1967 : 23,6%
1929 : 23,8%	1971 : 24,6%
1933 : 21,5%	1972 : 27,3%
1937 : 21,9%	1977 : 33,8%
1946 : 28,6%	1981 : 28,3%
1948 : 25,6%	1982 : 30,4%
1952 : 29,0%	1986 : 33,3%
1956 : 32,7%	1989 : 31,9%
	1994 : 24,0%

▲ Les dernières élections législatives (30/5/1994)

	%	Sièges (150)
Soc pop	1,3%	2
Gauche verte :	3,5%	5
PvdA	24%	27
LG (VVD)	19,9%	31
D 66	15,5%	24
AOV (Retraités)	3,6%	6
CDA (Chrét Dem)	22,2%	34
Partis réformés	4,8%	7
Centre démocrate	2,5%	3
Autres	2,7%	1

▲ Les effectifs du PVDA

1945 : 56 000	1978 : 121 274
1955 : 124 641	1984 : 99 347
1965 : 140 389	1990 : 93 673
1972 : 94 229	1994 : 70 000

▲ Nombre de permanents

63 (1989)



PORTUGAL

Partido Socialista (PSP)

HISTOIRE

Le PSP de l'illégalité à la Révolution

Le Parti socialiste Portugais est créé en 1875. Dépourvu de base ouvrière importante dans un pays marqué par la population rurale, le PSP reste longtemps marginal à l'instar de son voisin ibérique. En 1910, il participe à la coalition républicaine qui tente de mettre fin à la monarchie. Le PSP végète et organise son dernier Congrès en 1933, année qui sonne le glas de la légalité sous l'égide de l'Estado Novo du dictateur Salazar. A partir de là, c'est à l'étranger, et notamment en France, que tentent de survivre les rares structures socialistes portugaises.

En 1964, Mario Soarès fonde à Genève un petit groupe de fidèles autour de "Acção Socialista Portuguesa". Ce mouvement bénéficie de la bienveillance de l'Internationale socialiste de Willy Brandt qui le reconnaît officiellement en 1972. Ce mouvement devient le Parti Socialiste Portugais lors d'une réunion de la Fondation Friedrich Ebert à Bonn en 1973, un an avant la fin de règne du régime autoritaire.

Le PSP joue un rôle clé dans la révolution des œillets du 25 avril 1974 et ses suites. Mario Soarès devient le Ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement démocratique et Paul Rego celui de la Communication sociale. Le PSP tient son premier Congrès en décembre 1974. Il joue d'emblée un rôle de médiateur entre l'armée, et les différentes forces politiques (PCP, CDS, MFA...). Allié au Parti Communiste Portugais, il permet à ce dernier d'être au cœur du cadre légal et politique mais surtout, il lui barre la route d'une prise du pouvoir. Le PS refuse de s'insérer dans le projet de Grand parti de toute la gauche, le MDP (Mouvement démocratique portugais) proposé par le PCP.

Le PSP au centre de la jeune démocratie portugaise

Le PSP remporte les premières élections constituintes de 1975 avec 37,9% des voix puis 34,8% aux législatives suivantes.

En 1975, le PS va s'éloigner du PCP à propos du désaccord constitutionnel. Le PSP est à l'origine du texte constitutionnel du 2 avril 1976 qui concilie tradition républicaine et parlementariste avec le présidentielisme. Nous ne sommes pas loin du modèle français de la V^{ème} république.

Le PS s'affiche comme le parti du dialogue et du compromis politique, ce qui entraîne une vague d'adhésions sans précédent. Il passe de 40 000 membres en décembre 1974 à 90 000 en 1976. Le PS est à la tête d'un gouvernement monocoloré et minoritaire à partir de 1976. De 1976 à 1978, Mario Soarès démantèle par petites touches les "acquis révolutionnaires" ce qui

l'éloigne chaque jour un peu plus du Parti communiste et de son électoralat. La mise en avant du secteur privé et l'accord avec le FMI fait dire à Mario Soarès "Il faut mettre le socialisme en veilleuse".

PARTIDO SOCIALISTA (PSP)

Largo Do Rato, N°2

P - 1200 LISBOA

Tel : (351.1) 385.94.56.

Fax : (351.1) 69.38.45.

▲ Président de la République :

Jorge Sampaio

▲ Secrétaire Général / Leader :

António Guterres (Chef du gouvernement)

▲ Président : António Almeida Santos

▲ Secrétaire National chargé des questions européennes :

Luis Marinho

Membres du bureau du PSE :

Luis Marinho - José Lamego

Nombre d'eurodéputés : 8/25 (34,9% en juin 1994)

1979 - 1983 :

Le PSP à l'heure de l'opposition, des dissidences et des révisions

Les déconvenues sont grandes en 1978 et les dissidences se font jour au sein du PSP (l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste : UEDS ou encore le Parti ouvrier de l'Unité socialiste). En revanche le PSP enregistre l'arrivée

du groupe du Mouvement de la gauche socialiste animé par Jorge Sampaio. Le général Eanes, Président de la république de 1976 à 1986, crée sa propre tendance au sein du PSP, tendance qui s'oppose violemment à Mario Soarès. En 1979, le PSP quitte le pouvoir avec la mise en place de gouvernements présidentiels (ministres techniciens désignés par le Président de la république en dehors du Parti majoritaire à l'Assemblée).

Lors du III^{ème} Congrès de mars 1979, le PSP entérine un petit virage réformiste avec l'adoption du texte d'Antonio Guterres baptisé "Proposition du PS pour les années 80 : dix années pour changer le Portugal".

L'Alliance démocratique qui regroupe le PSD, le CDS et le Parti Populaire monarchiste gagne les élections de 1979 et 1980. Le soutien apporté par le PSP à la candidature du Président de la république sortant en 1980, Ramalho Eanes ne passe pas sans dégâts internes : Mario Soarès, qui n'a pas oublié son éviction du gouvernement en 1979, quitte le secrétariat général du Parti. Il retrouve son poste rapidement lors du IV^{ème} Congrès de 1981.

Le PSP est à nouveau divisé lors de la révision constitutionnelle de 1982 mais cette révision sert de catalyseur à un rapprochement du PS avec le PSD qui s'éloigne alors de ses partenaires de l'Alliance démocratique.

1983 - 1985 :

*Le retour au pouvoir :
l'alliance rose-orange et la
négociation européenne*

Le PSP gagne les élections de 1983 avec 36,1%. Gardant sans doute un mauvais souvenir de la période du gouvernement minoritaire et monocouleur, il gouverne alors avec le PSD. Après l'accord sur la révision constitutionnelle, c'est l'adhésion à la CEE qui sert de tronc commun gouvernemental à cette nouvelle alliance entre les socialistes (rose) et sociaux-démocrates de cen-

tre droit (orange).

Ce virage au centre va se sentir à l'occasion du V^{ème} Congrès en octobre 1983, lors duquel le PSP abandonne toute inspiration marxiste.

Le gouvernement ouvre le secteur de la banque et des assurances aux capitaux privés. Cependant l'impopularité face à l'austérité commence à monter et face à cette insatisfaction laisse un espace politique à Ramalho Eanes qui crée un parti des "déçus", le Parti Rénovateur Démocratique (PRD). Ramalho Eanes dissout l'assemblée en 1985 et le PS tombe à 20,7%. Une partie conséquente de son électorat fuit vers le PRD qui obtient alors 18%. Le PSD obtient lui la majorité et peut donc gouverner seul sous la houlette du populaire Annibal Cavaco Silva.

1985 - 1995 :

*Le retour à l'opposition
sous le signe de la cohabitation :
le PSP à la recherche
de l'après Soarès*

L'élection présidentielle de 1986 s'annonce très difficile pour le PS. L'ancien numéro deux du PS, Salgado Zenha est soutenu par le Président sortant Ramalho Eanes, le PRD ainsi que le PCP, tandis que le PS présente Mario Soarès. La droite s'est unie autour de Freita Do Amaral. Contre toute attente Mario Soarès obtient 25,43% des voix au premier tour et est élu avec 51,28% des voix au second tour.

Le VI^{ème} Congrès désigne Vitor Costancio à la direction du Parti au lieu de Jaime Gama. La victoire de Mario Soarès fait rentrer les dissidents dans le rang.

Les élections anticipées pour cause de motion de censure du PRD en 1987 donnent une majorité absolue au PSD. Le PS n'obtient que 22% et le PRD s'effondre à 5%.

Lors de la révision constitutionnelle de 1989, le PSP est sur la même longueur d'onde que le PSD et les notions de "collectivisation d'Etat" et de "régime

socialiste" disparaissent de la Constitution.

Le VII^{ème} Congrès de février 1988 reconduit Vitor Costancio à la tête du PS mais les interventions répétées de Mario Soarès dans la vie interne du PS l'agacent jusqu'à le pousser à démissionner avec fracas le 27 octobre de la même année.

Au VIII^{ème} Congrès de 1989, c'est Jorge Sampaio qui le remplace en battant Jaime Gama et Joao Soarès. Il imprime un virage à gauche du PS et remporte les élections municipales à Lisbonne en alliance inédite avec le PCP mais également de nombreuses places fortes du PSD comme Porto, Coimbra ou Faro. En 1990, Mario Soarès est réélu à la présidence de la république mais le PS malgré une amélioration de son score n'obtient que 29% aux élections législatives d'octobre 1991, laissant une fois de plus le PSD obtenir une majorité absolue.

Le PSD a réussi à s'imposer durant toutes ces années en surfant sur le développement économique suscité en grande partie par les aides communautaires.

1992 - 1996 :

*Course au centre,
succès électoraux et
retour au pouvoir*

A nouvelle défaite, nouvelle crise interne. Le IX^{ème} Congrès consécutif voit l'accession d'Antonio Guterres à la tête du PS en février 1992. La motion de Guterres obtient 60% contre 36% à celle du secrétaire général sortant qui s'incline avec beaucoup d'élégance. Catholique, Antonio Guterres fait partie du groupe des "technocrates" qui sont de tous les combats pour la révision idéologique et le pragmatisme politique. Ce nouveau virage au centre se concrétise par le refus de l'alliance avec le PCP lors des élections municipales de 1993 - à l'exception de la liste d'union de la gauche emmenée par Jorge Sampaio, et victorieuse à

Lisbonne- et par le soutien du PS à la ratification du Traité de Maastricht. Cette voie s'avère payante puisque le PS gagne les élections municipales de 1993 avec 39% des voix, les élections européennes avec 34% des voix en 1994 et surtout remporte les élections législatives du 2 octobre 1995 avec 44% des voix contre 34% aux sociaux-démocrates.

La rose remplace le poing fermé comme symbole du parti. En février 1996, Jorge Sampaio est élu brillamment à la Présidence de la République, en remplacement de Mario Soarès. La page Soarès est définitivement tournée et une nouvelle cohabitation s'instaure, un peu plus décalée vers la gauche que les dix années oranges. Celle entre un Président issu de la gauche du Parti et un Premier ministre qui vient de la droite du Parti.

Le PSP aura été le principal artisan de la transition démocratique réussie du Portugal : il a contenu les velléités révolutionnaires du Parti Communiste tout en l'amarant au jeu démocratique et il a accepté plusieurs fois les lois de l'alternance ■

SOCIOLOGIE ET IMPLANTATION

Le PSP est le parti le mieux réparti géographiquement. Il est présent autant dans les villes - toutes les grandes villes sont gouvernées par le PS - et dans les zones rurales. L'électorat socialiste est socialement hétérogène : il regroupe des ouvriers comme des universitaires. Bien que laïc et républicain le PS attire une part importante des milieux catholiques. Il a réussi dans les dernières années à ratisser au centre en séduisant des électeurs du PSD mais aussi à rallier les déçus du PCP ■

LES CHIFFRES

▲ Les élections législatives

1975 :	37,9%	1985 :	20,8%
1976 :	34,8%	1987 :	22,2%
1979 :	27,3%	1991 :	29,1%
1980 :	27,8%	1995 :	44,0%
1983 :	36,1%		

▲ Les dernières élections législatives (10/10/1995)

	%	Sièges
		230
CDU (ex PCP)	8,6%	15
PS	43,8%	112
PSD (Centre droit)	34%	88
CDS-PP (Droite-Monarch)	9%	15
Autres	4,6%	

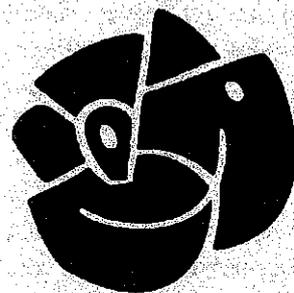
▲ Les effectifs du PSP

1974 :	40 000
1976 :	91 000
1983 :	119 000
1994 :	206 518

SUEDE

Socialdemokraterna (SAP)

HISTOIRE



Naissance de la social-démocratie et conquête du suffrage universel

Après huit années d'agitation politique, marquées notamment par l'influence du tailleur August Palm incitant les travailleurs à lutter contre l'oppression, le SAP est fondé en 1889. Le premier leader du SAP, Hjalmar Branting fixe comme objectif prioritaire la conquête du suffrage universel et met d'emblée le SAP sur les rails du réformisme en rejetant toute idée de révolution ou d'utilisation de la violence. Le combat pour le suffrage universel est partagé avec les libéraux contre les conservateurs. En 1898 les syndicats fondent leur propre organisation : la Confédération générale du Travail (LO). Son leader, Lindquist, inscrit l'affiliation obligatoire entre le parti et le syndicat. Le syndicat déclenche une grande grève en 1902 pour l'instauration du suffrage universel. Revendication satisfaite en 1907. Aux élections de 1911, le SAP obtient 14,6% des voix puis 30% en 1914. Hjalmar Branting soutient le juriste Hjalmar Hammarskjöld et le libéral

Staaff pour tenir la Suède à l'écart du conflit mondial et mener une politique de neutralité. Certains sociaux-démocrates sont cependant tentés par un rapprochement avec l'Allemagne pour contrer la menace russe.

La révolution russe de 1917 entraîne une scission du SAP avec la création du Parti social-démocrate de gauche, ancêtre du PC suédois.

En 1917 un gouvernement libéral/social-démocrate engage le processus définitif qui voit l'instauration du suffrage universel direct en 1919. La démocratie prend le pas sur l'aristocratie. Hjalmar Branting est à la tête du gouvernement social-démocrate en 1919.

Les années 20 : instabilité et agitation

Les premières élections au suffrage universel de 1921 donnent une victoire aux libéraux qui éclatent deux ans plus tard. Les sociaux-démocrates obtiennent 36,2% des suffrages et voient leur progression entravée par l'émergence du pôle réunissant le parti social-démocrate de gauche et le parti communiste (7,8%).

Les sociaux-démocrates dirigent ou participent à des gouvernements minoritaires avec beaucoup de difficultés, notamment sur le plan économique avec un chômage touchant d'abord sa base électorale. En 1925, Per Albin Hansson succède à Branting décédé. En 1927, les sociaux-démocrates réforment profondément, pour la démocratiser, l'Éducation nationale. Les sociaux-démocrates subissent une défaite en 1928.

En 1930, les émeutes d'Ådalen marquent le sommet des tensions sociales et de l'agitation sur fond de montée inexorable du chômage.

SOCIALDEMOKRATERNA (SAP)

Sveavägen 68

S - 10560 STOCKHOLM

Tel : (46.8) 700.26.00.

Fax : (46.8) 21.93.31.

▲ Leader (Chef du gouvernement) :

Göran Persson

▲ Secrétaire général (General Secretary) :

Leis Linde

▲ Secrétaire international (International Secretary) :

Monica Andersson

Membres du bureau du PSE :

Monica Andersson - Lena Hjelm-Wallen

Nombre d'eurodéputés : 7/22 (28,1% en 1995)

L'alliance avec les agrariens, la montée en puissance de l'intervention de l'État : le socle du modèle suédois

En 1932, le SAP remporte les élections sur la base d'un programme original s'appuyant sur l'intervention de l'État et l'augmentation des impôts. Une nouvelle alliance vient sceller cette vision nouvelle : les sociaux-démocrates s'allient avec les agrariens. Un concept nouveau apparaît alors : celui de "Folkhem" (Maison du peuple) qui ressemble fort à celui de New deal de Roosevelt.

Les années trente voient donc le socle du "modèle suédois" se mettre en place. Le compromis avec le parti agrarien se fait sur la question du contrôle des prix agricoles. Le gouvernement de Peter Albin Hansson lance un grand programme de constructions routières et de logements et met en place une assurance chômage spéciale en 1934. En 1935, les régimes de retraite sont augmentés. En 1936, une loi sur la durée du travail dans l'agriculture est adoptée. En 1937, une loi accorde une aide aux mères et des prêts à l'installation des jeunes couples. En 1938, est votée la loi sur les deux semaines de congés annuels pour tous. Aux élections de 1936, sociaux-démocrates et agrariens progressent à nouveau après un désaccord sur la défense. De 1932 à 1937, le chômage passe de 250 000 à 10 000 !

L'accord de Saltsjöbaden

En 1938 la confédération syndicale (LO) et le patronat (SAF) signent un accord historique : l'accord de Saltsjöbaden. Cet accord institue une négociation permanente entre les deux confédérations sur la base d'un contrat implicite : le patronat reconnaît le pouvoir de négociations des syndicats et ceux-ci acceptent de ne pas contester le pouvoir de décision du patronat.

La convention prévoit la création d'une commission du marché du travail comprenant des représentants de LO et de SAF et ayant vocation d'instance nationale de négociation. Elle stipule que tout litige doit faire l'objet de négociations avant d'être porté devant la Cour de travail. Un chapitre concerne la procédure de licenciement et de mise en chômage technique.

En quelques années, la social-démocratie met en place les éléments clés du fameux "modèle suédois" : une intervention de l'Etat instituant une société du bien-être et de plein emploi, et une régulation du marché du travail à travers un compromis permanent entre patronat et syndicats.

La neutralité ambiguë pendant la seconde guerre mondiale

La seconde guerre mondiale place la Suède dans une position particulière. Elle est coincée entre les deux grandes menaces : l'Allemagne bien sûr qui occupe rapidement la Norvège et la Russie dont l'invasion en Finlande pendant la guerre d'hiver traumatise les suédois. En 1939, la coalition sociaux-démocrates/agrariens laisse la place à un gouvernement d'Union nationale comprenant tous les partis, sauf les communistes. Peter Albin Hansson demande à son peuple de se "préparer à toute éventualité" et professe une vision stricte de la neutralité. Aux élections de 1940, le SAP, symbolisant à lui tout seul le consensus national, obtient le meilleur score de son histoire : 53,8%. Toutefois, le consensus est légèrement ébréché par la question du passage des troupes allemandes sur le territoire suédois d'une part, et par la censure relative dont fait l'objet la presse d'autre part. Le trouble est patent au sein du SAP.

A la fin de la guerre, les élections de 1944 se traduisent par une percée très nette des communistes qui passent de 5,9 à 10,3%. Ceux-ci vont également influencer sur le déroulement de la grande grève des métallurgistes de 1945, l'un des plus grands conflits du travail de l'histoire suédoise. Elle trouve sa source dans le blocage des salaires et dans l'absence de réformes pendant la guerre.

L'après-guerre : l'approfondissement de la social-démocratie suédoise

En 1944, le SAP réactualise son programme adopté en 1920. Il abandonne la traditionnelle revendication de nationalisations et la remplace par l'exigence d'une influence économique accrue des pouvoirs publics à travers l'objectif de planification. Le leader du SAP, Per Albin Hansson, décède en 1946. Son empreinte dans la vie politi-

que suédoise est considérable. Le ministre des finances, Ernst Wigforss étant incapable d'accepter la candidature du ministre des affaires sociales, Gustav Möller, le SAP choisit un jeune leader, ancien ministre de l'Education nationale pendant la guerre pour lui succéder : Tage Erlander. Les autres grands partis profitent également de la période pour opérer des changements de dirigeants. A partir de juillet 1945, le gouvernement de Hansson puis de Erlander, est uniquement composé de sociaux-démocrates.

Le gouvernement entame de grandes réformes :

Il engage une politique de logements par le biais de prêts d'Etat et de subsides. Des allocations de logement permettent aux familles modestes d'accéder à des logements plus spacieux. En matière d'enseignement, le parlement met en place, en 1950, une "école unique" obligatoire et gratuite et consent d'importants efforts en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de développement.

En matière sociale, Gustav Möller supprime la conditionnalité de revenus de toutes les aides et rend ainsi universel le droit à la retraite, aux indemnités de maladie et aux allocations familiales. Chacun bénéficie de la même sécurité de base du même filet protecteur.

Ce grand bond en avant "social" est financé par la politique fiscale de Ernst Wigforss qui institue un impôt sur le revenu fortement progressif, un impôt sur les successions et sur la fortune et une augmentation modérée de l'impôt sur les sociétés.

En réaction à l'audace fiscale et sociale des sociaux-démocrates, la droite suédoise commence à se réveiller et agite le spectre de la socialisation de la société suédoise et de la privation des libertés de l'individu.

1948 - 1957 : Le retour de la coalition rouge-verte

Les élections de 1948 se traduisent d'une part par un record de participa-

tion avec 82,7%, et par une progression très nette des libéraux emmenés par le redoutable débateur Jarl Hjalmarson. Le SAP progresse également au détriment des communistes qui s'effondrent. Avec 46,1%, les sociaux-démocrates n'ont pas la majorité absolue. S'ils ne veulent pas voir les trois partis non socialistes s'entendre contre eux, ils doivent à nouveau proposer une coalition avec les agrariens. Les négociations vont aboutir en 1951 avec le gouvernement Erlander-Hedlund (Leader agrarien). Le compromis trouvé permet d'apaiser les tensions sur la fiscalité et la montée de l'Etat providence. En 1948, la retraite passe à 67 ans. En 1953, le gouvernement accorde une troisième semaine de congés payés pour tous.

La politique de solidarité salariale : le modèle de Rehn et Meidner.

Suite à l'accord de Saltsjöbaden, la confédération syndicale LO ne cesse de progresser et rares sont les salariés qui au lendemain de la guerre ne sont pas syndiqués. En 1944, les employés et fonctionnaires forment la confédération générale des fonctionnaires et employés (TCO). La coopération avec le gouvernement fonctionne efficacement. En 1951, le Congrès de LO débouche sur un moment très important de l'histoire sociale suédoise, au même titre que les accords précités de 1938. Les deux économistes de LO, Gösta Rehn et Rudolf Meidner théorisent une nouvelle politique, que l'on résume par "politique de solidarité salariale". Le principe est simple : à travail égal, salaire égal. Dans les branches, les entreprises les moins viables économiquement doivent aligner leurs salaires sur celles qui sont les plus rentables et ont les meilleurs niveaux de salaires. Des négociations collectives centrales sont organisées. Il s'agit d'éliminer les "canards boiteux" et de tirer l'ensemble de l'économie et des salaires vers le haut. La contrepartie à l'élimination de nombreuses entreprises, est une politique active du marché

du travail par le gouvernement suédois. Les mesures pour l'emploi ne sont plus générales mais adaptées à chaque cas particulier. Il s'agit, à travers l'Agence publique de l'emploi (AMS), d'accorder aux travailleurs en provenance de secteurs marginalisés des aides au recyclage professionnel et des allocations de déménagement.

La seule proposition de Rehn et Meidner qui ne sera pas appliquée, est l'augmentation de l'impôt sur les sociétés.

Le modèle de Rehn et Meidner est inédit. Il est souvent cité en exemple mais rarement imité. Il permet à la Suède d'accélérer les mutations structurelles et de rendre très compétitives des grandes entreprises. Les premiers craquements du modèle se font sentir plus tard devant le mécontentement causé par une mobilité géographique de plus en plus mal vécue par les travailleurs.

L'éclatement de la coalition sur la question de la pension complémentaire générale

La question du régime des retraites complémentaires est au centre du débat des élections de 1956. La droite, les agrariens et les sociaux-démocrates ont trois visions très différentes des réformes à mettre en place. La coalition sort éliminée des élections mais reste majoritaire. Le gouvernement organise un référendum en 1957 sur les trois options qui s'affrontent. Les sociaux-démocrates et LO veulent une retraite complémentaire obligatoire financée par les employeurs. Les agrariens souhaitent un régime complémentaire individuel et facultatif et la droite un régime fondé sur un système d'assurances financé par les entreprises. La première option obtient 45,8% des voix, la seconde 15% et la troisième 35,3%. Aucune solution ne l'emporte mais la coalition vole en éclat. Les ministres agrariens quittent le gouvernement et profitent de l'occasion pour se transformer en Parti du Centre. Devant l'impossibilité d'une coalition de rechange regroupant les

partis de droite et du centre, Tage Erlander est chargé à nouveau de former un gouvernement minoritaire chargé de régler cette question. Après avoir constaté qu'aucun compromis n'est trouvé au parlement, Tage Erlander choisit de dissoudre la deuxième chambre et de provoquer des élections en 1958. Les centristes et la droite progressent au détriment des libéraux. Les sociaux-démocrates progressent également mais uniquement au détriment des communistes qui tombent à 3,4%. L'égalité est parfaite au parlement et donc la situation de blocage poursuivie. Un député libéral - ouvrier - choisit de s'abstenir pour débloquer la situation. Le projet social-démocrate est donc adopté. Le répit est de courte durée et un nouveau débat agite la vie politique : la question du financement de l'Etat providence en 1959. La droite refuse tout déficit budgétaire. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement social-démocrate, appuyé par les communistes, institue une Taxe sur le chiffre d'affaires qui devient ensuite la TVA.

Les années 60 : le triomphe de la social-démocratie et l'extension du secteur public.

La décennie 60 marque l'ère de nouvelles grandes réalisations appuyées par les sociaux-démocrates et les communistes (dont le parti se transforme en parti de la gauche - VPK - et s'émancipe quelque peu de la tutelle soviétique). Un grand programme de constructions de logements pour répondre à l'exode rural et à l'arrivée de nombreux travailleurs immigrés est adopté avec l'objectif de 100 000 logements par an. Le parlement adopte les quatre semaines de congés payés et la réduction du temps de travail à 40 heures. Il vote également un système d'assurance sociale fusionnant les divers régimes. Une nouvelle réforme du système éducatif porte la scolarité obligatoire de 9 à 16 ans. L'enseignement secondaire est également réformé au début des années 70 pour former un système uni-

que comprenant l'enseignement technique et professionnel.

La politique étrangère : neutralité - débat européen et aide au développement.

Dans les années 50, règne un consensus sur la politique étrangère. Seule la question de l'armement atomique provoque une controverse au sein même du SAP. Le parti met cette question en veilleuse en 1959. Dans les années 60, c'est le débat européen qui occupe le devant de la scène. Les demandes d'adhésion de la Grande Bretagne et du Danemark à la CEE affaiblissent sensiblement la portée de l'AELE à laquelle appartient la Suède. Tage Erlander tranche la question en 1961 en affirmant qu'il préfère affaiblir les positions commerciales de la Suède que de perdre le statut de non-aligné et de neutralité cher à la Suède.

Par ailleurs, le décès brutal du secrétaire général suédois de l'ONU, Dag Hammarskjöld en 1961 au Congo, renforce l'engagement du gouvernement suédois à l'égard du Tiers-monde. En 1975, l'aide publique au développement atteint 1% du PNB.

Le changement constitutionnel

Pendant les années 50 et 60, les partis suédois se sont longuement concertés pour modifier la Constitution. Cette concertation débouche en 1969 sur une réforme constitutionnelle. Le SAP fait les principales concessions au Parti libéral et accepte le principe de la suppression de la première chambre élue par les conseils généraux et municipaux. Le Parlement n'est plus qu'une chambre unique élue à la proportionnelle avec une barre à 4%. Les élections régionales, municipales et législatives ont lieu le même jour tous les trois ans.

Le Premier ministre désigne les membres de son cabinet et le roi est réduit au rang de chef de l'Etat dont les fonctions ne sont plus que représentatives.

1966 - 1968 : Le froid et le chaud : la mise en place d'une nouvelle politique économique.

Les élections municipales de 1966 sont un échec pour le SAP qui ne recueille que 42% contre 6,4% au nouveau parti communiste (VPK). Le Congrès extraordinaire du SAP de 1967 lance une nouvelle offensive sur le terrain économique en mettant en avant une nouvelle politique industrielle. Une banque d'investissement est créée ainsi qu'une société holding publique regroupant des entreprises publiques à caractère industriel ou commercial. Les sociaux-démocrates proposent également de construire un grand projet sidérurgique à Lulea. L'Etat crée un organisme spécial canalisant les subventions publiques à la recherche technologique et au développement.

L'influence des événements de Prague et le rejet de l'agitation gauchiste dans l'université permettent à Tage Erlander de livrer son dernier combat électoral en beauté : avec 89,3% de participation et plus de 50% des voix, le SAP obtient un succès historique, prenant des voix aussi bien à la droite qu'aux communistes qui tombent à 3%. Le parti du centre devient le premier parti non socialiste, porté par les thèmes décentralisateurs et environnementaux.

Les débuts de l'ère Palme

Au Congrès de 1969, Tage Erlander quitte la direction du parti et du gouvernement pour des raisons d'âge et laisse la place à l'un de ses plus proches collaborateurs : Olof Palme. L'agitation dans les mines, les grèves sauvages et la question de la création d'un 4^{ème} fond de retraite affaiblissent la base du SAP qui est en net recul aux élections de 1970, les premières après le changement constitutionnel. Le Parti garde cependant l'avantage sur les trois partis non socialistes. Jusqu'en 1973, l'opposition se radicalise et surtout s'organise pour présenter une alternative

crédible gouvernementale. Aux élections de 1973, les deux blocs sont à stricte égalité (175 - 175). Olof Palme reste au gouvernement en s'appuyant sur un ou plusieurs partis et en passant des compromis au parlement. Sur certains projets de lois, l'issue en cas d'égalité parfaite se fait avec un tirage à la courte paille. D'où le surnom de "gouvernement à la courte paille". Un compromis - les accords de Haga - est signé entre le gouvernement et certains partis d'opposition pour réduire les impôts de l'Etat et augmenter les cotisations patronales.

Le nouveau chantier de la démocratie économique et de la réforme du droit du travail

Les grèves de la fin des années 60, mais également un mécontentement grandissant quant à la politique de mobilité géographique, poussent le syndicat LO à proposer un programme en 1971 intitulé "Démocratie dans le travail". Il s'agit essentiellement de limiter le pouvoir des employeurs et plus particulièrement dans le domaine des licenciements. Deux nouvelles lois entrent en vigueur, l'une, en 1974, sur la sécurité de l'emploi protégeant le salarié entre en vigueur, l'autre sur la participation des travailleurs aux décisions en 1977. Cette dernière fait obligation aux employeurs d'informer plus régulièrement leurs salariés sur les performances économiques de leur entreprise et de les consulter pleinement avant toute modification importante. Un accord de participation appliquant cette loi est conclu dans la fonction publique en 1978. Des accords analogues sont conclus dans le secteur privé en 1982.

1976 - 1982 : la parenthèse "bourgeoise" et le retour à l'opposition du SAP

Dans les années 73 - 76, les sociaux-démocrates sont sur la défensive en raison notamment de mini-scandales qui viennent ébrécher sa crédibilité. La

campagne électorale de 1976 se joue sur deux questions avec des clivages nouveaux :

- les fonds salariaux souhaités par la confédération LO. Il s'agit de transférer une partie des bénéfices à des fonds spéciaux créés par branche. Ces fonds étant gérés par les travailleurs à travers les syndicats. La droite et le centre s'opposent violemment à ce nouveau pas en avant "vers la socialisation de la Suède" et la remise en cause du droit de propriété ;

- la question énergétique et des centrales nucléaires. Les sociaux-démocrates et les modérés souhaitent poursuivre le programme de centrales nucléaires. Le parti du centre veut non seulement stopper ce programme mais démanteler ce qui existe.

Les résultats se traduisent par de faibles glissements de voix mais par un grand retentissement puisque pour la première fois depuis 44 ans les sociaux-démocrates perdent la majorité et quittent le pouvoir.

Le nouveau gouvernement dirigé par le centriste Thorbjörn Fälldin s'accorde sur la question énergétique mais affronte une dégradation très nette de la situation économique l'obligeant à nationaliser un certain nombre de secteurs, plus que ne l'a fait aucun gouvernement socialiste. La question énergétique débouche sur une nouvelle crise gouvernementale. Les libéraux prennent la suite et tentent d'une façon très brouillonne de se rapprocher des sociaux-démocrates. La nouvelle version du projet de fonds salariaux présentée par les Sociaux-démocrates lors des élections de 1979 ne convainc pas l'électorat et la progression très légère du SAP ne suffit pas à reprendre la majorité.

Sur la question énergétique, le référendum de 1980 donne l'avantage aux partisans, dont le SAP, d'un démantèlement progressif du parc nucléaire.

La coalition de droite ne cesse de changer de leadership, avec, à chaque fois, une solution minoritaire. Le contexte économique de montée du chômage, du déficit budgétaire et de l'infla-

tion sont particulièrement défavorables aux gouvernements.

Le retour des Sociaux-démocrates au gouvernement : d'Olof Palme à Ingvar Carlsson

Les élections de 1982 ont lieu dans ce contexte. Une fois de plus les Sociaux-démocrates vont à la bataille avec leur projet de fonds salariaux, cristallisant une forte opposition des partis de droite. Cette fois-ci, l'épouvantail ne fonctionne plus et les Sociaux-démocrates remportent les élections avec 45,7%. Olof Palme revient à la tête d'une équipe très renouvelée et entame sa législature avec une très forte dévaluation de la couronne et une très vive réaction suite aux incursions de sous-marins soviétiques dans les eaux suédoises.

En dépit d'une grande manifestation rassemblant 75 000 personnes en octobre 1983, le gouvernement d'Olof Palme parvient enfin à un compromis et institue les fonds salariaux collectifs. Cinq fonds régionaux sont créés et chargés d'acquiescer des actions aux conditions du marché.

En février 1986, intervient le choc de l'assassinat jamais élucidé d'Olof Palme. La Suède découvre avec stupeur la violence politique. L'hommage rendu à Olof Palme dépasse largement le cadre national. Son action contre la guerre au Vietnam, pour l'aide au Tiers-monde, notamment au sein de la "Commission Palme", où il lance le concept de sécurité commune, en font un des "monstres sacrés" de la social-démocratie européenne, à renommée internationale, aux côtés de Willy Brandt et Bruno Kreisky.

Le vice-premier ministre, Ingvar Carlsson lui succède.

Sur le plan économique et social, les dévaluations monétaires font leur effet : les exportations montent en flèche. Le déficit budgétaire se résorbe, l'endettement diminue et le chômage est contenu à un très faible niveau. Seule l'inflation continue à être supérieure aux

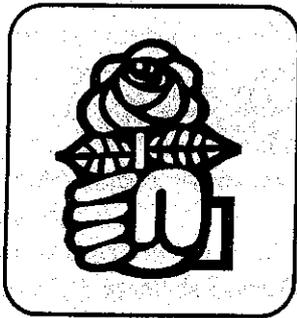
autres pays industrialisés. Dans ce contexte, les Sociaux-démocrates n'ont pas de mal à remporter les élections de 1985 et 1988. En 1985, dans sa campagne électorale le SAP dénigre la construction européenne qui redémarre sur le continent, en mettant en avant les faibles droits existant dans les autres pays et en particulier la France. Le seul intérêt dans ces élections réside d'une part dans le tiercé sans cesse changeant des trois partis de droite et d'autre part dans l'émergence d'un nouveau parti - la première fois depuis 1918 - les verts qui obtiennent 5,5% en 1988.

1991 - 1994 : La nouvelle parenthèse "bourgeoise"

Les sociaux-démocrates perdent le pouvoir en 1991 sur fond de montée nouvelle du chômage, de l'inflation et de l'endettement public. Le gouvernement "bourgeois" dirigé par Carl Bildt entame le processus officiel d'adhésion à l'Union européenne sans opposition de la part du SAP qui le reprend à son compte en 1994 avant de revenir au pouvoir.

Le virage européen d'Ingvar Carlsson et le retour au pouvoir

Dans la perspective du Référendum qui doit approuver l'entrée de la Suède dans l'Union européenne, les débats au sein du SAP sont très vifs mais dignes entre les partisans et adversaires de l'Union européenne. Pour les premiers, l'Union européenne permet de créer davantage d'emplois dans le secteur privé et la victoire du "non" pèserait lourd sur les marchés européens avec des taux d'intérêts renforcés et une défiance envers la monnaie suédoise. Certains n'hésitent pas à mettre en avant le bloc scandinave et les bienfaits d'une promotion de la social-démocratie à l'intérieur de l'Union européenne. Le modèle social-démocrate apparaît comme exportable pour les partisans. C'est justement la croyance inverse qui motive les adversaires de l'Union européenne. La crainte du démantèle-



SUISSE

Parti Socialiste Suisse (PSS)

HISTOIRE

1888 - 1904 : la fondation du PSS

A partir de la fondation du nouvel État fédéral suisse en 1848, de nombreux mouvements naissent dans la mouvance socialiste, tel le parti des démocrates socialistes en 1851 à Genève. Ces premiers groupements, beaucoup plus actifs que leurs voisins allemands, français ou anglais ont déjà pour caractéristique de faire cohabiter des ouvriers et des

intellectuels. La presse socialiste se développe d'ailleurs rapidement. La vivacité des forces du radicalisme démocratique converge vers ces mouvements. L'une de ces forces, la Société de grütli, fondée en 1838, est particulièrement active. Des unions ouvrières naissent un peu partout et il n'est pas sans importance de rappeler que les trois premiers congrès de l'Internationale (l'Association Internationale des Travailleurs - AIT), fondée à Londres en 1864, se tiennent en Suisse pour des raisons de neutralité et de sécurité. Cette tradition est reprise par les internatio-

nales suivantes et en particulier la Deuxième Internationale. Dans toutes les villes industrielles naissent des coopératives de consommation et des journaux ouvriers. L'arrivée en Suisse des proscrits de la Commune de 1870 renforce le mouvement ouvrier, également influencé par les compagnons allemands. Entre 1870 et 1880, plusieurs tentatives de création d'un mouvement socialiste échouent. Sur le plan syndical, l'Union syndicale suisse est fondée en 1880.

En 1888, le juriste Albert Steck réussit enfin à rassembler les forces éparpillées pour créer le Parti socialiste suisse à Berne. Le PSS vivote pendant une vingtaine d'années. En 1901, il fusionne avec la Société de Grütli lors des "noces de Soleure". L'une des originalités du socialisme suisse, dès ses débuts, réside dans l'influence prise par les pasteurs en son

sein. Le clivage entre chrétiens et laïcs n'a jamais d'influence au sein du PSS. Celui-ci est assez faible au niveau confédéral, mais il s'implante petit à petit au niveau cantonal ou communal.

En 1902, le Conseil national (Le parlement Suisse) voit la constitution d'un groupe de sept membres ("l'orchestre Greulich") qui supervise le nouveau programme rédigé en grande partie par le juriste marxiste Otto Lang en 1904. En 1903, Gottfried Reimann est président du Parti.

1904 - 1935 : les affrontements de classes et le développement du PSS

Face à l'industrialisation galopante du début du siècle, de nombreuses grèves éclatent dans les centres industriels. La violence de la répression gouvernementale par la police et l'armée a une grande influence sur le penchant pacifiste et antimilitariste du mouvement socialiste suisse. Pendant la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier se développe rapidement. Une fois de plus il trouve le ren-

fort de réfugiés russes et allemands.

En 1911, le PSS est en mesure de constituer un groupe parlementaire avec 18 conseillers nationaux. Le Congrès de l'Internationale socialiste pour la paix, qui se tient à Bâle en 1912, échoue dans sa tentative d'enrayer la première guerre mondiale. Trois ans plus tard, l'IS tente de se reconstruire à Zimmerwald. Le PSS se rallie à l'Union sacrée. Les nouvelles responsabilités données aux femmes pendant la guerre, pour cause d'absence des maris, font naître une conscience politique féminine dans le parti, même si cette conscience met beaucoup de temps à s'imposer. En 1918, la grande grève très durement réprimée débouche sur la semaine de 48h et l'élection du Conseil national à la proportionnelle, une des revendications du PSS.

SOZIALDEMOKRATISCHE PARTEI DER SCHWEIZ PARTI SOCIALISTE SUISSE (PSS)

PO BOX 7876

CH - 30001 BERNE

Tel : (41.31) 311.07.44.

Fax : (41.31) 311.54.14.

▲ **Président (Parteivorsitzender) :**

Peter Bodenmann

▲ **Secrétaire Général : André Daguet**

▲ **Secrétaire internationale chargée des affaires européennes :**

Heidi Deneys

Parti associé du PSE

Membre du bureau : Heidi Deneys

La radicalisation du mouvement ouvrier aboutit en Suisse, comme chez ses voisins, à la scission et la création en 1921 du parti communiste, après le refus par la base du PSS des 21 conditions de la III^{ème} Internationale. Dans les années 20, le PSS gagne des sièges au Conseil national. En 1919, lors des premières élections à la proportionnelle, il passe de 20 à 41 membres. Le référendum sur la loi Schultess visant à revenir sur la semaine de 48h échoue grâce à l'action du PS. Cependant, le PS n'exerce que très peu d'influence à l'heure où beaucoup de réformes sociales envisagées n'aboutissent pas et où les ouvriers voient leurs salaires diminuer.

Les socialistes remportent un certain nombre de municipalités : Bienne, Arbon, et surtout Zurich avec Emile Klöti. Alors que des PS se créent dans de nombreux cantons, il faut attendre 1933 pour voir le premier gouvernement cantonal, celui de Genève, tomber aux mains des socialistes, à la suite d'une quasi guerre civile. La même année, les socialistes refusent le front commun avec les communistes, amorçant ainsi leur virage "intégrationniste".

1935 - 1970 : l'intégration du PSS dans la vie politique et gouvernementale.

Dans les années trente, la gauche suisse a beaucoup de mal à enrayer la montée du fascisme (les fronts). Le PSS change de stratégie au milieu des années trente. Il choisit d'accepter la "démocratie bourgeoise". Le compromis est alors le suivant : les partis bourgeois cessent d'assimiler le PSS aux soviétiques et le PSS renonce à la conscience de classe et adhère aux "valeurs helvétiques" en reconnaissant notamment la nécessité d'une Défense nationale. Le PSS s'éloigne du pacifisme et de l'internationalisme. Le Congrès du PSS à Lucerne en 1935 abandonne l'opposition à l'armée ainsi que la dictature du prolétariat. Hans Oprecht est nommé président. Cette évolution aboutit en

1943 avec l'entrée du premier socialiste, Ernst Nobs, au Conseil fédéral (gouvernement) en raison de la guerre qui impose un gouvernement d'union nationale. Le PSS devient le parti électoralement le plus fort lors de l'élection au Conseil national (26% des voix). En 1944 naît un Parti suisse du Travail, composé d'anciens communistes, de dissidents du PSS et de sans parti.

En 1946, le PSS crée la Fondation de l'Ecole ouvrière suisse, préfiguration de l'éducation populaire, grâce à la dotation de Max Weber.

En 1947, si le référendum, à l'initiative du PSS, sur la réforme économique et le droit du travail, échoue, celui sur la création de l'AVS - Sécurité sociale - réussit.

En 1953, Max Weber quitte le Conseil fédéral suite au rejet par référendum du projet de réforme des finances fédérales. Le PSS retourne dans l'opposition. Il revient au Conseil fédéral en 1954 avec deux sièges. A partir de cette date, le PSS disposera toujours des deux sièges et n'a jamais quitté le gouvernement. Cet équilibre gouvernemental est baptisé "Formule magique" avec l'établissement d'un rapport 5/2.

Cinq conseillers issus des partis "bourgeois" et deux conseillers socialistes.

Ce consensus trouve une expression dans la sphère syndicale avec la loi sur la "Paix du travail", la participation aux commissions d'experts et aux consultations.

L'après guerre se caractérise par un essor économique rapide se traduisant par une amélioration qualitative des logements, par une hausse rapide des salaires et par un développement de l'État providence et de la sécurité sociale (AVS). Le compromis sur le développement économique est de plus en plus patent et le congrès du PSS de 1959 rejette toutes les références au dépassement du système capitaliste.

C'est à la mise en place d'un consensus national et social auquel la Suisse assiste.

Les années 70 : le virage écologiste et féministe d'un PSS rajeuni.

Cette "américanisation" de la société et l'avènement d'une société de consommation et de bien-être dans les années 60 débouchent, dans les années 70, sur la naissance de mouvements alternatifs chez les artistes et les étudiants. Les deux plus puissants sont les féministes et les écologistes. Les mouvements féministes sont très actifs dans les années 80 avec le combat pour l'avortement mais surtout pour le changement des modes de travail. La culture ouvrière est bousculée par ces nouveaux mouvements qui entrent en force dans le PSS. Les syndicalistes sont troublés par les initiatives de ceux qui cherchent de nouveaux modes de vie et de travail. De nouveaux clivages interviennent au sein du PSS et d'autres sont réactivés : les jeunes contre les anciens, les hommes contre les femmes, les ouvriers contre les intellectuels, les utopistes contre les pragmatiques, les bons suisses contre les internationalistes, les caporaux contre les antimilitaristes.

La récession des années 70 ne fait qu'accentuer ces nouveaux clivages. D'autant que le gouvernement de droite commence à démanteler le système d'État providence en s'attaquant à l'ensemble du système.

La question de la participation gouvernementale du PSS se pose et entraîne même des scissions locales, affaiblissant le PSS au niveau national.

Au début des années 80, la montée en puissance des JUSOS - les jeunes socialistes - et leurs revendications ne font qu'accentuer les conflits de génération. Les JUSOS sont plutôt puissants dans la Suisse alémanique tandis qu'ailleurs, les jeunes sont plutôt intégrés au sein du PS. Dans les années 80, la question de la participation gouvernementale suscite encore quelques remous voire des scissions locales.

En 1990, Peter Bodemann devient le Président du PSS.

En 1991, le PSS obtient le plus mauvais score depuis longtemps avec 18,6% des voix.

Il revient au Conseil fédéral en 1993 avec Ruth Dreifuss de Genève, qui est l'ancienne secrétaire de l'Union syndicale suisse et Moriz Leuenberger de Zurich en 1995. Ruth Dreifuss réussit à faire passer devant le peuple la réforme de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse.

L'engagement européen et la remontée socialiste

Lors du référendum sur l'entrée de la Suisse dans l'Espace Économique Européen, qui a lieu en décembre 1992, le Parti socialiste suisse est la seule grande formation gouvernementale à se prononcer clairement en faveur du "Oui" et même de l'adhésion à terme à l'Union européenne.

Le début des années 90 voit les socialistes élaborer de nouvelles propositions. Le Congrès d'Aarau du 2 septembre 1995 adopte une plateforme électorale prônant :

- une redistribution du travail avec la baisse à 35H du temps de travail et l'introduction de la flexibilité des horaires afin d'assurer une plus grande égalité hommes/femmes ;
- une amélioration de l'AVS et une opposition très ferme à tout démantèlement du système souhaité par la droite ;
- une baisse des dépenses militaires ;
- la création d'un impôt sur la fortune ;
- une action en faveur de l'environnement - éco-taxes - et des énergies renouvelables ;
- une action originale en matière de lutte contre la drogue basée sur la lutte

contre les narco-trafiquants et le blanchiment de l'argent sale, une décriminalisation de la consommation de haschisch et une généralisation de la distribution sous contrôle médical des drogues dures ;

- une intégration de la Suisse à l'Europe ("Mieux vaut être solidaire que solitaire")

Les propositions énergiques de lutte contre le chômage et l'ancrage clairement européen du PSS lui permettent de réaliser une véritable percée aux élections d'octobre 1995. Le PSS devient le premier parti suisse. Il obtient 53 sièges sur 200. Son principal rival, le parti de l'Union des Démocrates du Centre du populiste Christophe Blocher, réalise également une percée avec là, un message clairement anti-européen et un électorat exclusivement germaniste. Cette double percée ne facilite pas le compromis au sein d'une coalition gouvernementale appelée à faire des choix.

L'une des grandes nouveautés politiques de ce scrutin est la décision du PSS de présenter à toutes les élections 50% de femmes. Dès 1991, le PSS avait décidé de présenter au minimum 40% de femmes sur toutes les listes et avait inscrit cet objectif dans les statuts. L'application imparfaite de cette règle aboutit quand même à voir le PSS disposer d'un groupe parlementaire comportant 35% de femmes quand la moyenne suisse est de 21,5%.

Enfin, la Suisse assiste depuis peu à un renouveau des luttes sociales. Une manifestation monstre réunit 50 000 personnes à Berne en 1996, au sujet des remises en cause du droit du travail, un des chevaux de bataille du PSS ■

LES CHIFFRES

▲ La place des femmes au PSS

Groupe parlementaire :
19/54 (35%) (1996)

▲ Les élections législatives

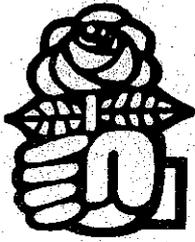
1918 : 23,5%	1959 : 26,0%
1922 : 23,3%	1963 : 27,0%
1925 : 25,8%	1967 : 23,5%
1928 : 27,4%	1971 : 22,9%
1931 : 28,7%	1975 : 24,9%
1935 : 28,0%	1979 : 24,4%
1939 : 25,7%	1983 : 22,8%
1947 : 26,0%	1987 : 18,4%
1951 : 26,0%	1991 : 18,5%
1955 : 27,0%	1994 : 21,8%

▲ Les dernières élections législatives (22/10/1995)

	%	Sièges 200
Verts (PES) :	5%	9
PSS	21,8%	54
PRD (radicaux)	20,2%	45
Dém-chret (PDC)	17,0%	34
UDC (populistes)	14,9%	29
Ex droite	3,1%	7
Libéraux (PLS)	4%	7
Indépendants	1,8%	3
Communistes	1,8%	3
Évangéliques	1,8%	2
Divers	7,4%	7

▲ Les effectifs du PSS

1905 : 20 337	1960 : 57 412
1920 : 51 040	1965 : 57 269
1930 : 46 453	1970 : 53 889
1935 : 52 881	1975 : 57 269
1940 : 32 856	1982 : 45 576
1945 : 40 956	1991 : 38 164
1950 : 50 504	1993 : 37 139
1955 : 54 906	1995 : 39 010



BIBLIOGRAPHIE

Socialisme Démocratique Européen

- ☛ **La gauche en Europe depuis 1945**
Sous la direction de Marc Lazar. PUF. 1995
- ☛ **L'utopie à l'épreuve : le socialisme européen au XXème siècle**
Alain Bergounioux et Gérard Grunberg. Editions de Fallois. 1995
- ☛ **Le régime social-démocrate**
Alain Bergounioux et Bernard Manin. PUF. 1989
- ☛ **La social-démocratie ou le compromis**
Alain Bergounioux et Bernard Manin. PUF. 1979
- ☛ **L'Europe des socialistes.**
Michel Dreyfus. Collection Point Histoire. 1990
- ☛ **L'internationale socialiste.**
Guillaume Devin, FNSP, 1991
- ☛ **De la nation à l'Europe. Paradoxes et dilemmes de la social-démocratie.**
Mario Telo. Editions Bruylant, Bruxelles, 1994.
- ☛ **Le socialisme suédois : une expérience**
Ulla Jeanneney. Profil Hatier. 1976
- ☛ **La social-démocratie allemande**
Jacques-Pierre Gougeon. Aubier Histoire. 1996
- ☛ **La rénovation du parti travailliste en Grande Bretagne.** Tony Blair-Lewis Minkin
Notes de la Fondation Jean-Jaurès n°1. Novembre 1995
- ☛ **La politique de la Suède au XXème Siècle**
Stig Hadenius. Institut suédois. 1992.
- ☛ **100 ans de socialisme suisse.**
Editions d'en bas. Genève. 1988.
- ☛ **Le syndicalisme en Europe**
Michel Launay. Imprimerie nationale. 1990
- ☛ **Notes et archives du secteur international du Parti Socialiste Français**

